Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Le Soir *di* Bruxelles *del* 1-XI-73

PREMIERS CITOYENS DE L'EUROPE ET ARISTOCRATES DE L'EMIGRATION

LA SAGA DES ITALIENS

« Les Italiens, ce ne sont plus des étrangers ». La réflexion est courante parmi les Belges qui ont eu un quart de siècle pour s'habituer à la présence d'une colonie italienne qui compte actuellement près de 270.000 personnes sur un total de 780.000 étrangers, enfants compris.

De fait, ni dans leur logement confortable, méticuleusement entretenu, ni dans leur manière de s'habiller, ni même dans les emplois qu'ils occupent, on ne distingue la plupart des Italiens des travailleurs belges. D'autant plus que, citoyens du Marché commun, ils peuvent s'établir et travailler où ils le désirent, et ils le savent. Ils sont nombreux à s'être convertis dans le secteur tertiaire, qui dans l'alimentation, l'artisanat, qui dans les cafés et restaurants. Même leurs domiciles ont changé : ils ont laissé aux derniers arrivants les centres gris des villes et se sont installés dans des quartiers périphériques, dans les banlieues plus coquettes où, comme les Belges, ils ont construit leur maison.

Quel chemin parcouru depuis les années 1950 où, célibataires entassés dans des cantines inconfortables, considérés avec mépris par une population qui se souvenait encore de la guerre, ils devaient remporter la « bataille du charbon » dont dépendait la relance économique de la Belgique. Mais aussi, quel lourd tribut la colonie italienne a-t-elle payé à cette expansion : 967 tués dans les mines, sans compter les centaines, sinon les milliers de morts lentes dues à la silicose. Aujourd'hui encore, les anciens mineurs forment le gros contingent des quelque 11.000 chômeurs italiens en Belgique et ceux qui écoutent avec complaisance certaines plaisanteries ou chansons stupides parlant de « moutouelle » oublient trop vite cette dîme de souffrance et de deuil qui fut du reste également partagée par les travailleurs belges des régions minières.

Massif dans les années 1950 où ce pays était le réservoir de main-d'œuvre de l'Europe, le flot des Italiens a diminué ces derniers temps sans se tarir toutefois, et on estime qu'ils sont encore plus de 3.000 nouveaux arrivants chaque année, venus du Mezzogiorno ou de Sicile, poussés par la pauvreté ou par la crainte de la Maffia et qui connaissent souvent les mêmes difficultés que leurs prédécesseurs, car les Italiens « installés », fiers de leur réussite individuelle, ne se sentent pas toujours très solidaires de ces nouveaux arrivants qui leur rappellent les mauvais jours du passé. Toutefois, citoyens du Marché commun, les Italiens qui se considèrent parfois comme l'aristocratie de l'immigration rencontrent moins de difficultés matérielles et administratives que les autres étrangers. Ce qui peut se retourner contre eux, car ayant plus de droits, ils coûtent plus cher aux employeurs qui préfèrent embaucher des ressortissants de pays tiers ou puiser dans les réserves de travailleurs clandestins qui, eux, n'ont vraiment aucune exigence !

Bien représentés dans les organisations syndicales, ayant hérité des Belges le goût des « sociétés », possédant leurs propres associations culturelles, sportives, ayant donné droit de cité à leur cuisine, les Italiens se considèrent parfois comme le relais entre les Belges et les autres immigrés. Ces derniers rêvent d'ailleurs d'avoir les mêmes avantages et les mêmes protections que les citoyens de la péninsule, dont les problèmes ne diffèrent plus de ceux des travailleurs belges, mises à part quelques dernières inégalités, comme l'impossibilité de posséder la carte de réduction accordée aux familles nombreuses. Par contre, en vertu d'accords de réciprocité pour les Belges vivant en Italie, les enfants italiens en Belgique peuvent désormais bénéficier des bourses d'études

Caméléons ?

Alors, adaptés, les Italiens ? Certes. Intégrés, c'est beaucoup dire. Assimilés, certainement pas. On les a comparés à des caméléons : extérieurement, rien ne les distingue du milieu ambiant, mais ils ont gardé outre leur cuisine, l'essentiel de leurs traditions, la fidélité à la pratique religieuse dans les grandes occasions, baptêmes, mariages, enterrements, et puis aussi cet éternel désir de retour au pays, chaque année au moment des vacances et surtout à la fin, à l'âge de la pension où l'on se souvient du village ensoleillé, et de la petite maison qui attend...

On oublie souvent que la communauté italienne en Belgique est

RASSEGNA DELLA STAMP

Ritaglio dal Giornale .....

le solde migratoire d'un million de personnes, et ces dernières années, au rythme de cinq mille départs par an, le mouvement s'est accentué; à la suite de l'industrialisation du nord de l'Italie d'une part et d'autre part parce que les pensionnés, de plus en plus nombreux, ont estimé que leur allocation leur permettait de mieux vivre dans leur pays qu'en Belgique. Et il est probable que le flot des retours s'accélérera au cours des années à venir, d'autant plus que les Italiens s'intégrant complètement en Belgique sont finalement peu nombreux.

Dans son numéro spécial consacré à l'immigration italienne dans le Benelux, l'hebdomadaire « Sole d'Italia » souligne que, depuis 1946, il n'y a eu que 2.751 options ou naturalisations. Toutefois, de 1962 à 1967, il y eut 6.797 mariages italo-belges.

Enfants sacrifiés

Si le retour au pays arrange bien les parents, les enfants, par contre, en sont les principales victimes, car leurs difficultés scolaires deviennent pratiquement insurmontables. De toute manière, quoi qu'on en pense, les enfants sont les grands sacrifiés de l'immigration : ils possèdent mal le français ou le néerlandais, parlent difficilement leur langue maternelle et risquent d'être des handicapés culturels dans les deux pays. Pour la Belgique, du reste, les chiffres publiés par « Sole d'Italia » sont accablants : en 1972-73, il y avait 48.935 enfants italiens en âge d'école, mais seulement 3.906 enfants de plus de quatorze ans dans l'enseignement secondaire et 521 Italiens dans l'enseignement supérieur universitaire ou assimilé !

Les enfants des immigrés seraient-ils destinés d'office à être à leur tour des prolétaires et les lacunes de l'enseignement sont-elles responsables de ce déterminisme ? Toujours est-il que de plus en plus instamment, les Italiens en Belgique réclament un effort des autorités dans le domaine de l'enseignement : adaptation des écoles belges à la présence des étrangers, par des cours de langue italienne ou de rattrapage insérés dans les horaires des écoles, création d'écoles biculturelles, au moins dans l'enseignement primaire, qui permettraient aux enfants de se débrouiller dans les deux pays quel que soit le choix de leurs parents et, si cela est impossible, élargissement des écoles européennes qui sont actuellement réservées aux enfants des hauts fonctionnaires. Car les Italiens le soulignent, à long terme, tant pour l'Italie que pour la Belgique, quatre-vingt mille enfants de un à douze ans peuvent représenter un capital intellectuel aussi important que les bras de leurs pères voici vingt ans !

Pour le droit de vote

On le voit, si les problèmes matériels des Italiens ne se distinguent guère de ceux des Belges, il n'en va pas de même sur le plan culturel sans parler des préoccupations politiques. « Nous avons tout ce qu'il nous faut mais rien à dire », se plaignent les familles italiennes.

« Rien à dire en Belgique, où nous sommes invités, et rien à dire chez nous. » Lors des dernières élections, six mille Italiens sont rentrés voter dans leur pays, mais cela n'est évidemment pas une solution générale. C'est pourquoi la communauté italienne souhaite pouvoir voter par correspondance, par procuration ou dans les ambassades ou consulats.

Et en Belgique aussi, les résidents de longue date veulent avoir voix au chapitre, et les Italiens sont souvent parmi les plus chauds partisans des conseils consultatifs des immigrés, désireux de pouvoir s'exprimer au niveau communal, mais le droit de vote aux élections communales ne pourra leur être accordé qu'en vertu d'accords de réciprocité conclus au niveau européen.

Deux cent soixante-dix mille en Belgique, trente mille aux Pays-Bas, quarante-cinq mille au grand-duché de Luxembourg, sans parler de l'Allemagne et de la France, les Italiens sont peut-être les premiers vrais citoyens d'une Europe qu'ils ont construite avec leurs bras. Et, au-delà des frontières, c'est de l'Europe qu'ils attendent la solution aux plus fondamentaux de leurs problèmes...

Colette BRAECKMAN.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agenzia "Europe" di Bruxelles del 1-XI-73

LES PARTENAIRES SOCIAUX ONT DISCUTE AVEC LA COMMISSION LE PROJET DE DIRECTIVE SUR L'EGALITE DES SALAIRES MASCULINS ET FEMININS

BRUXELLES (EU), mercredi 31 octobre 1973 - Le groupe de travail de la Commission qui s'occupe de l'inégalité des conditions de rémunération des femmes s'est réuni lundi avec les partenaires sociaux (UNICE, COCCEE, CMT, CGT/CGIL et CES) pour examiner le projet de directive de la Commission concernant l'égalité des salaires masculins et feminins que le patronat et les syndicats ont approuvé en principe.

Le projet de la Commission donne la possibilité aux femmes qui se croient lésées sur le plan salarial par rapport aux hommes de défendre leurs droits devant la justice nationale. Le projet prévoit aussi qu'une femme qui a introduit un recours pour discrimination en matière de rémunération ne peut pas être licenciée pendant que l'action juridique suit son cours. Les Etats membres devront veiller à l'application de la directive par un contrôle efficace au niveau des entreprises. Cette disposition soulève des difficultés pour la RFA qui ne possède jusqu'ici aucun système de contrôle par exemple concernant l'égalité de paiement. Un autre problème soulevé par le patronat, est celui de la qualification de la main-d'oeuvre. En effet, raisonne-t-il, si les femmes demandent un salaire égal à celui des hommes, il faut qu'elles aient alors une même connaissance professionnelle.

EUROPE apprend aussi que la Commission et les partenaires sociaux se réuniront le cinq novembre prochain pour discuter les projets de propositions de la Commission sur les sept actions prioritaires contenues dans le programme d'action sociale (voir notre Bulletin du 26 octobre).

*** (31.10.1973) La balance des paiements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise s'est soldée en juillet 1973 par un excédent de 3 milliards de FB. Pour les sept premiers mois de l'année, l'excédent s'élève à 12,7 milliards de FB, contre 4,6 mrds pour la période correspondante de 1972. pl

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere d'Italia di Francoforte del 1-XI-73

Commento al convegno europeo delle migrazioni

Problemi di pastorale non risolti

Intervista con Aldo Casadei direttore nazionale dell'U.C.E.I.

ROMA, ottobre

Come abbiamo già comunicato la volta scorsa, ha avuto luogo in Vaticano un "CONVEGNO EUROPEO DELLE MIGRAZIONI", organizzato dalla Pontificia commissione migrazioni e turismo. L'intervento del Papa, che ha ricevuto i convegnisti, provenienti dai vari Paesi europei di provenienza e d'accoglimento, ha sottolineato l'importanza che la Chiesa riserva a questo settore, nel quale sono impegnati 445 sacerdoti, nella sola Europa. Non tutto è ancora chiaro nell'organizzazione. Già dal titolo si ricava una certa confusione fra emigrazione, turismo ed altri settori nomadi (zingari, circhi ecc.) che mantengono il solo denominatore della mobilità, ma si differenziano nettamente nella problematica. Ciò è risultato anche nel corso delle discussioni, durante le quali s'avvertiva un certo disagio ed una diversa impostazione di idee, ad es. fra i rappresentanti dei profughi d'oltrecortina e quelli provenienti dal mondo dei lavoratori emigrati. Ci sembra che, sotto quest'aspetto, il convegno vaticano sia rimasto alla superficie dei problemi, non per cattiva volontà, ma proprio per pratica impossibilità nel superare questa barriera mentale ed organizzativa. Fra i presenti, mons. Aldo Casadei, direttore nazionale per le Opere di emigrazione in Italia, che abbiamo avvicinato al termine del convegno.

Corriere d'Italia – Che cosa è la Pontificia commissione per le migrazioni? E che cosa è l'UCEI, di cui lei è il direttore?

Casadei – La "Pontificia commissione migrazioni e turismo" è un organo della S. Sede addetto a tutti i problemi emigratori del mondo, mentre l'UCEI è incaricata dell'assistenza degli emigrati italiani solamente. E' un organo esecutivo della Conferenza episcopale italiana nel settore dell'emigrazione, insomma.

C. d'I. – E' stato il primo convegno d'emigrazione organizzato dalla Commissione pontificia?

Casadei – Sì, è il primo. E' stato limitato all'emigrazione europea, perchè si è constatata l'impossibilità di affrontare globalmente un problema mondiale di portata troppo vasta. Come si fa a trattare in pochi giorni problemi tanto vasti?

C. d'I. – Secondo la sua esperienza in emigrazione, più che ventennale, come si deve valutare l'abbinamento "emigrazione - turismo" che è stato fatto nella commissione pontificia?

Casadei – C'è un denominatore comune: il fatto della mobilità. Dicendo "emigrazione e turismo" non diciamo ancora tutto, perchè l'esatta definizione sarebbe: emigrazione-turismo-nomadi-zingari etc.". Si dice "emigrazione e turismo" per praticità.

C. d'I. – Ci sembra però un abbinamento pericoloso, altrettanto quanto l'accoppiata "emigrazione-lavoro italiano all'estero" voluta dal governo italiano nel convocare la Conferenza nazionale dell'emigrazione. Noi abbiamo protestato contro quest'accoppiata, perchè la confusione fra le dighe di Kariba o le fabbriche d'automobili a Togliattigrad, o i semplici gelatieri ed i lavoratori emigrati va tutta a scapito di questi ultimi, che devono affrontare problemi d'esistenza ben diversi. Come mai anche la Chiesa fa questa confusione?

Casadei – Non è che la Chiesa faccia confusione, più semplicemente doveva porre sotto un unico dicastero i settori della mobilità.

C. d'I. – Oppure nasce da un concetto più pericoloso, che abbiamo intravisto nelle relazioni di mons. Zagon ed anche nello stesso discorso del Papa. Una concezione pastorale cioè, che limita l'azione della Chiesa in emigrazione al cosidetto settore strettamente religioso, lasciando tutto l'aspetto cosidetto sociale alla competenza di altri? In questo caso, evidentemente, il denominatore comune della mobilità sarebbe sufficientemente esauriente.

Casadei – E' chiaro che l'aspetto religioso è primario per questo organismo. La domanda è: dove finisce uno e dove comincia l'altro. Certo che la questione è stata discussa a fondo, specialmente nei gruppi di studio. In quello di lingua tedesca, ad esempio, al quale ho partecipato, mons. Kopper, un francescano, vicario generale, ha proprio affrontato quest'argomento e l'ha portato avanti per quasi la metà del nostro incontro di gruppo. La sua tesi era questa: non è forse necessario, prima di ogni altra azione strettamente pastorale, che la Chiesa alzi la voce contro questo fatto di violenza e d'ingiustizia di cui sono vittime milioni di esseri umani proprio attraverso l'emigrazione. Ha chiamato gli emigrati "moderni negri d'Europa", citando un noto libro, ed ha affermato che noi, come Chiesa, non possiamo far sentire la nostra voce prima ancora di qualsiasi azione strettamente pastorale e la nostra protesta è già pastorale. Altri non hanno condiviso il suo parere, specialmente i rappresentanti delle Chiese d'accoglimento. La loro tesi era che in fondo, nel loro paese, gli emigrati ricevono un pane che non avrebbero potuto avere a casa loro.

C. d'I. – Si può dire allora che la parte rappresentante dei Paesi d'emigrazione sosteneva una tesi e quella dei Paesi d'accoglimento la seconda?

Casadei – Sì certamente. I rappresentanti dei Paesi d'accoglimento ponevano l'accento soprattutto sulle responsabilità dei governi di provenienza, che non sanno organizzarsi in modo da dare da mangiare a tutti.

C. d'I. – Ma anche il Papa nel suo discorso ha accennato alla distinzione fra l'aspetto religioso e quello sociale. Ora secondo noi, non è vero che l'aspetto strettamente religioso si distingua sempre da quello di rivendicazione sociale. In determinate situazioni, come quella dell'emigrazione, non è vero che la crescita cristiana si identifica con questo aspetto di giustizia? Questa crescita cristiana, per dare credibilità alle Missioni al di là delle statistiche CSER, così abbondantemente citate anche da mons. Zagon, non nasce proprio da quest'aspetto di rivendicazione di giustizia, che è già squisitamente religioso?

Casadei – Certamente, ma bisogna considerare anche la provenienza di chi ha pronunciato i discorsi. Mons. Zagon viene dall'est e come tutti i profughi, emigrati per motivi politici e non economici, ha una visione tutta particolare del problema. Tutti quelli che provengono da certi Paesi pongono l'accento su cose diverse dalle nostre e accusano persino la Chiesa di mostrarsi troppo poco intransigente con i governi. Bisogna riconoscere anche che le esperienze sofferte da loro sono state veramente drammatiche. La loro testimonianza è stata veramente impressionante.

C. d'I. – Nella sua presentazione, mons. Casadei, ha sottolineato la presa di coscienza degli emigrati come l'aspetto più importante del momento attuale. Come è stata recepita questa vostra relazione?

Casadei – La mia relazione era il risultato di uno studio fatto in comune dalla direzione dell'UCEI. E' stata accolta dall'assemblea in silenzio: è chiaro, usciva un po: dagli schemi comuni e

2

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DE[L] DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .... *del* .....

richiedeva una certa preparazione e soprattutto un certo tempo per recepirla. Il tempo non c'è stato. Ho parlato solamente nell'ultimo giorno del convegno, quando era stato stabilito che parlassero i direttori nazionali e non c'è stato assolutamente il tempo di discuterla. Se c'è una critica da fare al convegno, infatti, è proprio questa assoluta mancanza di tempo: troppe relazioni in troppo pochi giorni. E' stato un convegno utile, che ci ha permesso di conoscerci, ma forse è stato solamente il primo atto di un'azione che dovrà continuare in futuro. Proprio per questo, noi del gruppo italiano ci siamo riuniti per decidere

oncretamente qualcosa ed abbiamo stabilito di convocare un incontro fra le Chiese dei Paesi mediterranei (Italia,Spagna) e quelle dei Paesi d'accoglimento (Germania e Svizzera). Ci riuniremo a Milano, probabilmente già nel prossimo marzo.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Unità di Roma del 1-XI-43

Dalla Calabria alluvionata alla tragica fine in Svizzera

Tre emigranti muoiono in un cantiere sulle Alpi

Il più giovane, 19 anni — Con un capo-cantiere svizzero, anche lui deceduto, erano su una teleferica che, per la rottura dei freni, si è schiantata contro un pilone di ferro — Stagionali, vivevano in misere bidonville — Avevano dovuto lasciare le famiglie nei pressi dell'Aspromonte

Nostro servizio

GINEVRA, 31

Adesso, come hanno fatto per la strage di Mattmark, le autorità svizzere parlano della solita «fatalità», accennano al fatto che le quattro vittime — e tre sono italiani, lavoratori stagionali, gente costretta a scappare dai suoi parenti alla ricerca di un lavoro qualsiasi — non dovevano salire sulla teleferica, dovevano percorrere a piedi il costone della montagna. Ma la realtà è ben diversa, gravissima: ci sono queste nuove quattro vittime di un omicidio bianco che poteva e doveva essere evitato. Se la teleferica non ha funzionato, se si sono rotti i sistemi frenanti, è segno che non era stata controllata a dovere; che, come minimo, questa responsabilità ricade tutta sulle spalle dei dirigenti del cantiere.

Le vittime sono Antonio Sgro, 52 anni, Pasquale Corsaro, 29, anni, Giuseppe Stumpo, 19 anni, Paul Schmidt, 31 anni. Quest'ultimo era uno dei capo-cantieri. I tre italiani erano tutti originari della Calabria, delle zone più povere della regione: Sgro era di Condifuri, Corsaro e Stumpo di Caulonia, un piccolo centro, questo, abbarbicato sull'Aspromonte, aggredito più volte dalle alluvioni e dagli smottamenti del massiccio, dove l'unica speranza di sopravvivere è diventata l'emigrazione. Sgro, Corsaro e Stumpo erano venuti fin quassù, a Goppenstein, all'inizio della scorsa primavera; erano stati assunti come stagionali e, proprio per questo, non avevano nemmeno potuto farsi accompagnare dalle famiglie; presto sarebbero stati licenziati e rispediti a casa. Vivevano in misere bidonville attrezzate dalla ditta che sta costruendo opere anti-valanghe nell'alta valle del Loetschberg, a 1.800 metri di altitudine.

La sciagura è avvenuta nel tardo pomeriggio di martedì. I tre operai avevano finito il turno; sono saliti sulla teleferica che porta sino in alto il cemento, cosa che avevano sempre fatto e che facevano tutti, operai e dirigenti. E infatti con loro è salito anche uno dei capo-cantieri. La ditta non si era mai preoccupata di far rispettare la «proibizione» dell'uso della teleferica anche perché, salendo e scendendo lungo un sentiero dirupato, gli operai avrebbero potuto perdere tempo.

I freni della teleferica sono saltati, a poche centinaia di metri dalla stazione di partenza; altri operai, che erano in attesa di poter scendere, se ne sono resi conto subito, sentendo le grida di aiuto delle vittime. Il carrello ha preso velocità; con la velocità ha cominciato a sbandare sempre più vistosamente, sin quando non si è schiantato contro un pilone in ferro e cemento. I quattro operai sono stati scaraventati nel vuoto; erano già morti comunque nello spaventoso urto. Le salme sono state recuperate e trasportate nell'obitorio dell'ospedale di Goppenstein.

La tragica notizia è arrivata solo nella tarda mattinata di oggi nei paesi di origine delle tre vittime calabresi. Madri, mogli, parenti hanno saputo attraverso un breve fonogramma che è stato letto loro da un carabiniere. Non hanno nemmeno i quattrini per pagarsi il viaggio sino in Svizzera, per andare a rivedere i loro cari. D'altronde qualcuno ha spiegato loro che le salme saranno presto traslate in Calabria: naturalmente, «a spese dell'impresa», che pensa così di lavarsi la coscienza.

k. w.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO *di* Milano *del* 1-11-73

Il Capo dello Stato rientra dal viaggio nel Benelux

Conclusa fra gli emigranti la visita di Leone in Belgio

La festosa accoglienza dei 250 mila italiani di Liegi - Impegno del nostro Governo per la soluzione dei loro problemi e in primo luogo per l'istruzione dei giovani all'estero - Moro ha discusso con i sindacati le richieste degli insegnanti

dal nostro inviato
MARIO COSTA

LIEGI, 31 ottobre

Il viaggio del presidente Leone nei tre Paesi del Benelux si è concluso in mezzo agli italiani di Liegi, molti dei quali avevano chiesto al datore di lavoro una giornata di vacanza per venire ad applaudire il nostro capo dello Stato. Più volte, durante il percorso fatto a piedi dal «Palazzo dei Principi-Vescovi», sede della Provincia, al Municipio, Leone ha interrotto la marcia del corteo per avvicinarsi alle transenne di sbarramento e stringere le mani tese dalla folla. Liegi è capoluogo della provincia belga in cui gli italiani sono più numerosi. Degli oltre 250.000 nostri connazionali residenti in Belgio, circa un terzo vivono a Liegi e dintorni. L'ultima tappa del viaggio presidenziale ha quindi permesso a Leone di tastare il polso alla colonia italiana e di conoscere a fondo i suoi problemi, analoghi per molti versi a quelli dei nostri emigrati in Olanda e in Lussemburgo.

Questi problemi non sono di natura strettamente materiale. Le paghe infatti sono buone, la disponibilità di alloggi e il costo dei fitti non hanno confronti con la situazione drammatica che i nostri emigrati devono affrontare in Germania e in Svizzera per trovar casa.

Ma i guai cominciano quando si passa ad esaminare gli aspetti dell'educazione scolastica. C'è in proposito un dato allarmante: su 49.000 ragazzi italiani in età scolare, meno di 4.000 raggiungono le medie superiori e appena 500 arrivano all'università. «I figli dei lavoratori italiani — si leggeva stamane sul più diffuso quotidiano belga, «Le Soir» — sono i grandi sacrificati del fenomeno immigratorio. Non riescono ad impadronirsi con scioltezza del francese o dell'olandese e parlano a stento la lingua dei genitori».

Il fatto è che l'emigrato anziano, pur avendo trovato buona accoglienza nei Paesi del Benelux, non ha che un desiderio: quello di tornare in Italia appena possibile.

Il miraggio del rimpatrio costituisce un grave ostacolo psicologico. L'alunno figlio di italiani frequenta la scuola belga con la mente distratta dall'eventualità futura della partenza per l'Italia. Studia senza sapere bene cosa farà nella vita e soprattutto senza sapere «dove» troverà un posto di lavoro. La soluzione auspicata dai rappresentanti delle collettività italiane consisterebbe nel potenziare l'insegnamento della nostra lingua all'estero, mediante corsi integrativi o sostitutivi di quelli belgi, lussemburghesi e olandesi Ma le autorità scolastiche locali non vedono di buon occhio una soluzione del genere, preferendo l'integrazione culturale pura e semplice dei figli dei nostri immigrati nel Paese ospitante.

Le complicazioni non finiscono qui. C'è sul tappeto anche la questione degli insegnanti nelle scuole italiane all'estero, i quali si dividono in due categorie. Quelli in ruolo godono di un trattamento economico incomparabilmente più elevato rispetto a coloro che vengono assunti, tramite i consolati, con contratto annuale e che quindi sono soggetti all'instabilità dell'impiego. Dell'equiparazione, sia pure graduale, tra le due categorie, si è parlato in un colloquio che il ministro Moro ha avuto con alcuni sindacalisti venuti per la circostanza da Roma.

Gli applausi e le calorose ovazioni che Leone e Moro hanno riscosso tanto per le strade di Liegi, in mattinata, quanto negli stabilimenti delle acciaierie Cockerill, visitati nel pomeriggio, dove lavorano molti operai italiani, dimostrano che nell'animo degli immigrati prevale comunque un senso di fiducia per ciò che l'Italia è disposta a fare allo scopo di venire incontro ad ogni legittima aspirazione. Ai lavoratori espatriati, con commozione e rispetto, Leone ha poi rinnovato il saluto più affettuoso nel discorso pronunciato durante il ricevimento nel Municipio di Liegi.

Nel pomeriggio di questa giornata conclusiva, mentre Leone e Moro si recavano alle acciaierie Cockerill, la consorte del nostro presidente, signora Vittoria, rendeva visita ai bimbi di un asilo.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I 1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Tempo di Roma del 1-11-73

CONCLUSA LA VISITA DEL PRESIDENTE NEL BENELUX

Leone «torna» giurista nel suo commiato dal Belgio

Dotta dissertazione di diritto all'Università libera di Bruxelles dove è stato insignito della laurea «honoris causa» - L'amarezza del Capo dello Stato a contatto con gli emigrati

Baldovino e la regina Fabiola invitati in Italia

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

Liegi, 31 ottobre

Consumata ormai la parte politica del suo viaggio nel Benelux, l'ultima giornata del Presidente italiano in terra belga è stata spesa tra Bruxelles e Liegi, tra dotti impegni accademici al mattino ed un fervidissimo incontro con gli italiani che lavorano a Tilleur, non lontano da Liegi, negli stabilimenti della Cockerill, nel primo pomeriggio. Non meraviglierà che Leone, uomo profondamente nutrito di studi giuridici e giurista insigne, abbia particolarmente apprezzato l'onore che l'Università libera di Bruxelles ha voluto rendergli, insignendolo della laurea di dottore «honoris causa». Dimenticando per un'ora gli affanni della politica, il Presidente si è rituffato volentieri in quella dottrina che è così profondamente sua, per pronunciare un discorso, che altro non è stato se non una dotta, appassionante lezione di diritto penale. Il tema che Leone ha trattato è indubbiamente suggestivo e di estrema attualità: «Alla comune ricerca di un sistema penale più aderente alla personalità del reo».

Dopo aver reso omaggio alla scienza giuridica belga, il professor Leone (è doveroso riconsegnarlo, per qualche ora, a questo suo titolo) ha ricordato come i due sistemi penali, quello belga e quello italiano, tendano ad un «comune lavoro, diretto a difendere la società dal grave attentato della criminalità ed al tempo stesso ad individuarne le cause ed a ricondurle in un trattamento penale che non sia di vendetta, ma di recupero morale e sociale». *Leone ha poi fatto accenno ad alcune recenti acquisizioni della legge penale belga, che hanno risolto un problema il quale, a suo giudizio,* «nell'ordinamento italiano è tuttora regolato in maniera che non è parsa ma soprattutto oggi non pare accettabile» *vale a dire quello dell'infermità mentale;* «sicché oggi vien fatto di assistere, con particolare reazione morale che talora raggiunge il raccapriccio, alla punizione senza neppure un'attenuazione della pena di soggetti tarati da mancanza di senso morale e psicopatie e quindi destinati fatalmente ad essere facile preda della suggestione delittuosa». «Prevenire il delitto — *ha concluso Leone rifacendosi a quei temi di profonda umanità giuridica che gli sono consoni* — è uno dei compiti più suggestivi per ogni società: perché indubbiamente è sempre vero che la repressione segna un momento di fallimento dell'azione dello Stato.»

Dopo aver preso congedo dai sovrani del Belgio e averli invitati a visitare l'Italia in un prossimo futuro (invito che è stato accettato), il Presidente e la signora Vittoria, il ministro Moro e i componenti della missione italiana sono partiti alla volta di Liegi, accompagnati dal principe Alberto e dalla principessa Paola. La scelta di Liegi era, in un Paese così rigorosamente bilingue, d'obbligo; e tale da bilanciare, in un perfetto equilibrio, la visita resa ieri da Leone a Gand, che esprime l'anima fiamminga del Belgio, così come Liegi ne impersona l'afflato vallone. La principessa Paola è stata ospite impeccabile: ed è non senza rammarico constatare come una serie di sfortunate vicissitudini le abbia in buona parte alienato quell'entusiasmo popolare.

La visita del Presidente, come si è detto, si è conclusa con un cordialissimo abbraccio alla comunità italiana di Tilleur, eletta simbolo dei circa trecentomila nostri connazionali che vivono e lavorano in Belgio. E' stata, questa del contatto con le collettività italiane, una delle costanti del viaggio di Leone nel Benelux. Ne abbiamo accennato, nel corso di queste cronache necessariamente frettolose, in più occasioni: ed è questa la migliore occasione per indugiare più a lungo sull'argomento. Il Presidente si era incontrato ad Amsterdam con numerosi rappresentanti della nostra collettività, che non avevano mancato di sottoporgli alcuni loro problemi, in particolare quello relativo alle scuole italiane. Un incontro ancor più intenso e ravvicinato aveva avuto luogo a Asch-sur-Alzette, nel Lussemburgo: ed era stato fervido e commosso, spesso svoltosi al di fuori dei rigidi schemi protocollari. Rimangono nella memoria, tra i tanti, i rapidi colloqui consumati nel febbrile fervore delle acciaierie Arbed, dove alcuni operai, superando lo schermo dei servizi di sicurezza, avevano addirittura voluto abbracciare e baciare sulle guance il Presidente, che non faceva da parte sua nulla per nascondere la sua genuina commozione.

Nel suo brindisi ufficiale al pranzo offerto dai sovrani del Belgio, Leone aveva accennato, con parole ispirate ad una sincera partecipazione, alla dura necessità che ha spinto tanti italiani a cercare il faticoso lavoro al di là dei confini della nazione.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

2

RASSEGNA DELLA ... ELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... del .....

Sarebbe difficile esprimere, con altrettanta cortesia e correttezza, quella che è l'amarezza inevitabile di ogni italiano il quale incontri un connazionale costretto a cercare lavoro fuori del Paese che è suo: ed è un'amarezza della quale Leone è apparso quanto mai compreso. Più volte, nel giro di questi suoi interventi, spesso condotti sul filo di una felice improvvisazione, il Presidente si è fatto portavoce di questa sua umanissima partecipazione; così come più volte egli ha voluto sottolineare il compito prioritario che compete alla classe lavoratrice nella costruzione di un'Europa più giusta e più serena. Non per nulla, incontrandosi a Bruxelles con i rappresentanti della stampa, Leone aveva detto, martedì, che «alle classi lavoratrici spetterà di diritto un ruolo di primissimo piano nell'edificazione europea»: e il fervido saluto che egli ha voluto portare oggi agli italiani che lavorano in Belgio ha sottolineato, in un clima di appassionato consenso, questa sua civilissima speranza.

Va ricordato, in margine, ma poi non troppo, ai problemi delle nostre collettività all'estero, un episodio significativo: nel corso del suo soggiorno a Bruxelles è stata consegnata a Leone dall'editore del quotidiano La Meuse *e da una delegazione della radiostampa capeggiata dall'avv. Egidio Stagno e dall'ing. Nicola Valentini, la prima copia dell'edizione del lunedì del giornale, che ospiterà d'ora in avanti una sintesi della* Gazzetta dello Sport. *I testi, trasmessi da «Radiostampa», vengono inseriti in un calcolatore elettronico collegato alle linotypes. Anche lo sport, non dimentichiamolo, è un tramite di affettuosi contatti con la patria. Un'ultima annotazione, anche questa in chiave giornalistico-tecnica: la cronaca dell'arrivo del Presidente Leone al Palazzo del Cinquantenario ha inaugurato ieri i servizi a colori del Telegiornale.*

LIVIO COLASANTI

La giornata di Leone a Liegi

Calorosa accoglienza popolare - Il capo dello Stato, in precedenza, aveva ricevuto la laurea «ad honorem» dell'Università libera di Bruxelles - Rientrata una manifestazione degli insegnanti italiani all'estero

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

Liegi, 31 ottobre.

Liegi, la *cité ardente* come viene chiamata qui in Belgio, è stata l'ultima tappa dell'itinerario europeo del presidente della Repubblica italiana Giovanni Leone, in visita da nove giorni nei paesi del Benelux. E bisogna dire che l'aggettivo «ardente», fiera e nello stesso tempo piena di calore vivo, Liegi l'ha rispettato.

Perché è stata la prima volta, durante questo viaggio, che il capo dello Stato ha avuto una accoglienza popolare sincera e festosa. Forse perché sono molti gli italiani che vivono a Liegi, forse perché la principessa di questa città è Paola, certo è che la piazza antistante il palazzo del governatore era gremita.

Piazza gremita

Quando Leone è sceso per recarsi a piedi verso il municipio, la folla lo ha acclamato a lungo. Il presidente italiano ha sentito il momento, l'atmosfera e più volte si è fermato per stringere la mano a qualcuno, per rispondere come poteva al saluto spontaneo della gente. Tutto ciò ha destato meraviglia perché si era sparsa la voce che a Liegi ci sarebbe stata qualche manifestazione di protesta nei confronti, ovviamente, del governo italiano.

Per la verità tutto era pronto. Seicento maestri elementari che insegnano nelle scuole italiane dei vari paesi dell'Europa erano convenuti in Belgio decisi a tutto; avevano preparato con cura numerosi cartelli che denunciavano con pittoreschi *slogans* le carenze della nostra amministrazione nei confronti della categoria.

E' stato il ministro degli esteri, Aldo Moro, abilissimo nell'occasione, a fermarli. Ieri sera, nella sede dell'ambasciatore italiano di Bruxelles, ha ricevuto una rappresentanza sindacale dei maestri. Si è interessato dei loro problemi (stipendi inadeguati, mancanza di uno *status* giuridico, discriminazioni rispetto ai colleghi che lavorano in Italia che, per esempio, godono della clausola della «illicenziabilità») e ha promesso il suo attivo interessamento nonché l'esame del problema da parte del «primo utile Consiglio dei ministri».

Non è che i maestri fossero particolarmente convinti delle assicurazioni date loro dal ministro Moro. Non erano convinti soprattutto perché Moro si era categoricamente rifiutato di firmare un impegno.

Alla fine della discussione, che si è protratta per quasi un'ora, nessuna firma, ma un compromesso: Moro avrebbe, come ha fatto, inviato un telegramma alla UIL-Scuola (il sindacato nazionale a cui i maestri che lavorano all'estero fanno capo) sottoscrivendo così, in modo indiretto, l'impegno. Solo il delegato dei maestri che lavorano in Svizzera, il signor Vigna, non ha accettato, ma è rimasto in minoranza.

Lezione di diritto

Prima di recarsi a Liegi dove nel pomeriggio ha visitato le acciaierie di Cockerill, Leone ha ricevuto dall'«Università Libera» di Bruxelles la laurea *honoris causa*. Nel rispondere al saluto del rettore, Leone era nello stesso tempo commosso e compiaciuto.

Il presidente della Repubblica non ha voluto deludere comunque il corpo accademico con un discorso protocollare e di cortesia: ha tenuto quindi una dotta allocuzione sulla ricerca di un sistema penale aderente alla personalità del reo. «Prevenire il delitto rimuovendone le varie cause — ha detto Giovanni Leone — è uno dei compiti più suggestivi di ogni società perché la repressione segna un momento di fallimento dell'azione dello Stato. La società, nello stesso momento in cui reclama la punizione del delitto, avverte che questo mette radici in cause profonde, di cui ciascuno di noi e la collettività si sente corresponsabile».

«Nella stessa misura in cui la scienza penalistica — ha continuato — si apre a nuovi orizzonti orientati verso lo studio della personalità del delinquente, la società umana deve stimolare tutte le iniziative atte a poter individuare dove alligna il triste seme del delitto e impedire che germini l'oscuro frutto dell'atto criminoso».

Alle 17 esatte il DC-9 dell'Alitalia, l'aereo presidenziale, è decollato dall'aeroporto militare di Liegi. Alberto e Paola di Liegi hanno accompagnato fino alla scaletta dell'aereo Giovanni Leone.

Dopo un'ora e mezzo di volo, il presidente Leone, il ministro degli esteri Moro e il loro seguito sono atterrati a Roma.

Arturo Guatelli

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Ritaglio dal Giornale Corriere della Sera di Milano del 4-11-73
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI
Ministero degli Affari Esteri
T

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Globo di Roma del 2-11-73

BELGIO

E' rientrato a Roma

Concluso il viaggio di Leone nel Benelux

BRUXELLES, 31. — Si è conclusa stasera la visita che il presidente Leone ha effettuato nei paesi del Benelux.

Si è trattato di un viaggio importante, svoltosi in un momento particolarmente delicato per gli equilibri internazionali: un viaggio che, si può dire, si è svolto all'insegna dell'unità europea e della riaffermazione del ruolo propulsore che l'Italia vuole avere in questo processo.

« Leit-motiv » delle dichiarazioni del nostro presidente, come dei colloqui che lui ed il ministro degli esteri Moro hanno avuto con i dirigenti degli Stati visitati, è stato, infatti, la necessità di passare alla così detta **« fase due dell'Europa »** nella convinzione che sarà questo tipo di rafforzamento a sviluppare il processo verso una reale unità, non solo economica ma politica, del continente.

Leone ha, in particolare, insistito sul concetto che la « carta » programmatica sulla scorta della quale si dovrà muovere la Comunità nei prossimi anni resta quella fissata dal vertice di Parigi; sottolineando, poi, come momento centrale di questa azione deve essere un'incisiva azione sul piano sociale e regionale a livello europeo.

Tanto il presidente quanto Moro, nel corso del loro viaggio, hanno sottolineato l'esigenza politica che l'Europa deve contribuire alla ricerca della pace in Medio Oriente nell'ambito delle Nazioni Unite.

Un altro dato che è emerso nel corso del viaggio di Leone e va riferito alla situazione dei lavoratori italiani. I nostri connazionali non sembrano avere nel Benelux, importanti problemi economici, ma hanno pressanti esigenze sociali che si riferiscono soprattutto alla scuola.

Leone non ha ignorato i cartelli che sono stati inalberati dai nostri connazionali ad Amsterdam, ed ha esplicitamente fatto cenno nell'incontro con la collettività italiana all'Aja ed ha poi ribadito, anche successivamente, il suo interessanmento. Ieri sera c'è stato a questo proposito un incontro tra rappresentanti sindacali con il ministro Moro.

La giornata conclusiva del viaggio presidenziale è cominciata all'istituto di sociologia della libera università di Bruxelles, dove Leone è stato insignito di una laurea **« honoris causa »** ed ha quinti tenuto una conferenza sul tema **« Alla comune ricerca di un sistema penale pù aderente alla personalità del reo ».**

Conclusa questa cerimonia, e dopo essersi recato, unitamente a donna Vittoria, al palazzo reale per congedarsi da re Baldovino e dalla regina Fabiola, Leone si è recato a Liegi per una visita ufficiale. Dopo essersi incontrato con le massime autorità cittadine il presidente ha visitato l'azienda siderurgica Cockerill dove lavorano circa 400 operai italiani, mentre la signora si recava, con la principessa di Liegi a visitare un asilo-nido.

Prima di lasciare il Belgio, Leone ha invitato re Baldovino a visitare l'Italia. In serata il Presidente e il seguito sono rientrati in aereo a Roma.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL MATTINO di Napoli del 1-11-63

L'ultima giornata della visita in Belgio

BRUXELLES, 31 ottobre

Nel corso delle ultime ore trascorse nella capitale belga, il presidente Leone, prima di congedarsi da re Baldovino e dalla regina Fabiola si è recato all'istituto di sociologia dell'università libera di Bruxelles per essere insignito della laurea honoris causa.

La solenne seduta è stata aperta dal discorso del rettore e da una allocuzione del presidente della facoltà di diritto; subito dopo è stata data lettura della motivazione del diploma di dottore « honoris causa » e allo stesso tempo sono state consegnate al Capo dello Stato italiano le insegne del titolo accademico. Tema della prolusione pronunciata dal presidente Leone è stato il seguente: « Alla comune ricerca di un sistema penale più aderente alla personalità del reo ». Leone è entrato nel merito del suo intervento affermando tra l'altro che è importante « trovarsi insieme in un comune lavoro diretto a difendere la società dal grave attentato della criminalità e, ad un tempo, ad individuarne le cause e a ricondurle in un trattamento penale, che non sia di vendetta ma di recupero sociale ».

Il presidente ha aggiunto: «Il prorompere della esigenza di riallacciare il delitto alla personalità costituisce la più grande conquista della scienza penale degli ultimi due secoli perchè — fermo restando il principio che il delitto esige dalla società la punizione — questa, là dove le radici patologiche di esso ne sono la causa esclusiva o prevalente, deve cedere il passo alla prevenzione; negli altri casi deve essere adeguata alla personalità del reo in modo che la pena possa — come solennemente è consacrato nell' art. 27 della Costituzione della Repubblica Italiana — rendere alla rieducazione del condannato ».

« Prevenire il delitto — ha concluso il presidente — è uno dei compiti più soggettivi per ogni società; perchè indubbiamente è sempre vero che la repressione segna un momento di fallimento dell'azione dello Stato ».

Subito dopo Leone si è recato nuovamente a palazzo reale dove, unitamente alla signora Vittoria, si è congedato da re Baldovino e dalla regina Fabiola concludendo così la visita di Stato in Belgio.

Il capo dello Stato, accompagnato dalla consorte e dal ministro degli Esteri Moro, è quindi partito alla volta di Liegi per una visita ufficiale in questa città che accoglie una numerosa e operosa collettività italiana, forse la maggiore nel Belgio trattandosi di circa sessantamila persone. Il presidente e la signora Leone erano accompagnati dal principe Alberto di Liegi e dalla principessa Paola.

Ieri sera, dopo l'incontro tra il presidente Leone e la collettività italiana avvenuto nella sede dell'Ambasciata d'Italia a Bruxelles, il ministro degli Esteri Moro si era incontrato con una delegazione di insegnanti. Di questa delegazione facevano parte esponenti della categoria provenienti, oltre che dai Paesi del Benelux, dalla Germania e dalla Svizzera, mentre dall'Italia erano appositamente arrivati a Bruxelles i dirigenti delle tre massime organizzazioni sindacali italiane. Durante il lungo colloquio sono stati messi in luce i problemi attinenti al lavoro di questa categoria che incontra difficoltà, in Belgio e in altri Paesi europei. Moro ha assicurato il suo diretto intervento.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Fiorino di Roma del 1-XI-73

Conclusa la visita di Leone nel Benelux

C'è stata pure una visita del presidente italiano ai principi di Liegi – L'incontro con i 4 mila operai italiani nelle miniere di Tailleur

(Dal nostro corrispondente)

BRUXELLES, 31

La concessione al "penalista" Giovanni Leone della laurea "honoris causa" in Scienze giuridiche alla Libera Università di Bruxelles ha concluso la visita in Belgio del presidente italiano. Leone, in toga, e tocco, ha ricevuto la pergamena dalle mani del presidente del Consiglio di amministrazione dell'Università, Lamaire, alla presenza del rettore Jaumotte, del preside della facoltà di Diritto Foriers e del ministro dell'Istruzione Toussaint.

Un riconoscimento, ha detto Jaumotte, che va ad un uomo che unisce in sè il sapere dello studioso, il talento dell'avvocato e la dedizione alla cosa pubblica.

Leone, la cui carriera scientifica e accademica è stata ricordata da Foriers, ha tratto da questa occasione lo spunto per svolgere una specie di breve "tesi" sugli influssi recenti della giurisprudenza italiana e belga in materia penale. Tutti i paesi, ha detto tra l'altro, debbono affrontare con decisione il problema della criminalità. Ma questo significa soprattutto rimuoverne le cause, perchè "la repressione segna un momento di fallimento dell'azione dello Stato", una chiamata di correo per tutta la società. Un rafforzamento dei contatti tra i popoli anche in campo scientifico, può contribuire, ha detto, a quella unità europea "cui i nostri due paesi hanno dato sin dal primo momento un contributo convinto e appassionato"".

La cerimonia si è svolta nell'Aula Magna dell'Istituto di Sociologia, alla presenza del corpo accademico.

Successivamente il capo dello Stato e la signora Leone sono rientrati a Palazzo Reale dove hanno preso congedo dai reali belgi. Quindi si sono recati a Liegi, accompagnati dai principi Alberto e Paola di Liegi.

Nella città vallone il presidente della Repubblica è stato accolto dal governatore della provincia nel Palais des Princes Eveques, un edificio che, ampliato e rifatto risale al X secolo. Subito dopo Leone ha raggiunto, a piedi, il municipio, salutato da una numerosa folla, tra cui vi erano molti italiani. Nella regione, infatti, vivono circa 70.000 connazionali, anche se con il declino dei bacini carboniferi il numero degli emigrati è sceso notevolmente (attualmente i minatori italiani sono circa 4.000). Qui in Belgio si verificò, nel 1956, la tragedia di Marcinelle, ricordata ieri da Leone nell'incontro con i nostri connazionali. Al municipio di Liegi, eretto nel 1714 nello stile "Mansart", Leone è intervenuto ad una colazione offerta dal sindaco Bailly.

Nelle prime ore del pomeriggio, dopo una visita all'antica chiesa di St. André, Leone si è recato agli stabilimenti Ferblatil di Tilleur, della società Cockerill, una multinazionale che opera nel settore meccanico-siderurgico e occupa, in Belgio, 34.000 operai (solo a Liegi 24.000 di cui 4.000 italiani).

I problemi della collettività italiana sono stati uno degli argomenti principali dei colloqui italo-belgi, il più importante resta quello dell'assistenza scolastica (oggi durante la visita a Liegi vi è stata una distribuzione di manifestini di protesta).

Ieri sera, dopo l'incontro di Leone con la collettività, il ministro Moro ha ricevuto, in ambasciata, un gruppo di insegnanti italiani (reduci da uno sciopero che ha interessato tutto il Benelux) e di sindacalisti della Federazione scuola della Cgil-Cisl-Uil. Le richieste riguardano soprattutto il trattamento economico, ma anche lo "statuto degli emigrati", l'inserimento dell'italiano nei programmi dei paesi ospitanti, l'equipollenza dei titoli, l'adeguamento delle borse di studio.

F.P.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Stampa di Torino del 1-XI-73

Per Leone a Bruxelles laurea "honoris causa,,

"Un riconoscimento — ha detto il rettore dell'Università — che va ad un uomo che riunisce in sé il sapere dello studioso, il talento dell'avvocato e la dedizione alla cosa pubblica" - Una visita a Liegi

Bruxelles, 31 ottobre.

L'ultima giornata della permanenza in Belgio del presidente Leone ha registrato un avvenimento probabilmente senza precedenti in un'occasione quale una visita di Stato: la concessione al «penalista» Giovanni Leone della laurea *honoris causa* in scienze giuridiche alla Libera Università di Bruxelles. Leone, in toga e tocco, ha ricevuto la pergamena dalle mani del presidente del Consiglio di amministrazione dell'Università, Lamaire, alla presenza del rettore Jaumotte, del preside della facoltà di Diritto, Foriers, e del ministro dell'Istruzione, Toussaint. *«Un riconoscimento* — ha detto Jaumotte — *che va ad un uomo che unisce in sé il sapere dello studioso, il talento dell'avvocato e la dedizione alla cosa pubblica».*

Leone, la cui carriera scientifica e accademica è stata ricordata da Foriers, ha tratto da questa occasione lo spunto per svolgere una specie di breve «tesi» sugli influssi recenti della giurisprudenza italiana e belga in materia penale. Tutti i Paesi, ha detto tra l'altro, debbono affrontare con decisione il problema della criminalità. Ma questo significa soprattutto rimuoverne le cause, perché *«la repressione segna un momento di fallimento dell'azione dello Stato»*, una chiamata di correo per tutta la società. Un rafforzamento dei contatti tra i popoli anche in campo scientifico, può contribuire, ha detto, a quella unità europea *« cui i nostri due Paesi hanno dato sin dal primo momento un contributo convinto e appassionato».*

La cerimonia si è svolta nell'Aula Magna dell'istituto di Sociologia, alla presenza del corpo accademico.

Successivamente il Capo dello Stato e la signora Vittoria sono rientrati a palazzo reale, dove hanno preso congedo dai reali belgi. Quindi si sono recati a Liegi, accompagnati dai principi Alberto e Paola di Liegi.

Nella città vallona il Presidente della Repubblica è stato accolto dal governatore della provincia nel *Palais des princes Evêque*, un edificio che risale al X secolo. Subito dopo Leone ha raggiunto, a piedi, il municipio, salutato da una numerosa folla, tra cui vi erano molti italiani. Nella regione, infatti, vivono circa 70 mila connazionali, anche se con il declino dei bacini carboniferi il numero degli emigrati è sceso notevolmente (attualmente i minatori italiani sono circa 4000).

I problemi della collettività italiana sono stati uno degli argomenti principali dei colloqui italo-belgi; il più importante resta quello della assistenza scolastica (oggi, durante la visita a Liegi, vi è stata una distribuzione di manifestini di protesta).

Ieri sera, dopo l'incontro di Leone con la collettività, il ministro Moro ha ricevuto, in ambasciata, un gruppo di insegnanti italiani (reduci da uno sciopero che ha interessato tutto il Benelux) e di sindacalisti della federazione scuola della Cgil-Cisl-Uil. Le richieste riguardano soprattutto il trattamento economico, ma anche lo «Statuto degli emigrati», l'inserimento dell'italiano nei programmi dei Paesi ospitanti, l'equipollenza dei titoli, l'adeguamento delle borse di studio.

Dopo la visita alla Ferblatil (dove ha fatto gli onori di casa il presidente del consiglio di amministrazione, Clerdent) il presidente Leone e la signora Vittoria hanno raggiunto l'aeroporto di Liegi-Bierset, da dove faranno ritorno a Roma. Erano a salutarli il ministro dell'Interno, Close, il ministro degli Affari Valloni, Grafe, i principi di Liegi e altre personalità. La visita di Leone ha suscitato molto interesse in Belgio. La stampa ha pubblicato, ieri ed oggi, ampi servizi, spesso in prima pagina.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Popolo *di* Roma *del* 1-XI-73

Granelli: imminente la conferenza dell'emigrazione

« La conferenza nazionale dell'emigrazione si farà al più presto possibile nel 1974 e la sua adeguata preparazione dovrà consentire di collegare l'analisi dei problemi dei lavoratori italiani all'estero, alla politica generale del Paese nel campo della programmazione economica, della scuola, della formazione professionale, dell'assistenza sociale e di una normativa professionale che tuteli l'emigrante su di un piano di parità e favorisca il suo desiderio di un eventuale rientro in Italia ».

Questa è, in sostanza, la risposta data al Senato dal sottosegretario agli Esteri on. Granelli ad una interrogazione presentata dai senatori Parri, Penna, Bonazzi, Giovanetti, Albertini.

Il sottosegretario Granelli ha poi ricordato che la decisione del Governo già annunciata alla Camera di costituire entro novembre il comitato preparatorio della Conferenza — con le rappresentanze dei ministeri interessati, del Parlamento, dei Sindacati, delle associazioni, delle regioni, dei partiti e dello stesso CCIE — rappresenta una netta conferma della volontà di mantenere gli impegni presi senza ricadere nei rinvii purtroppo effettuati nel passato.

« In una delle prime riunioni del Comitato preparatorio — ha assicurato concludendo il sottosegretario Granelli — verranno definitivamente fissate, d'intesa con le forze interessate, le modalità, il programma, gli incontri con le comunità, il calendario dettagliato e definitivo delle varie fasi di una discussione larga ed aperta sui problemi dell'emigrazione che sin da ora e fino alla conclusione della conferenza riveste per tutto il paese una particolare rilevanza politica ».

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Unità di Roma del 1-XI-73

Una commissione inizierà i lavori preparatori

Entro il 1974 la Conferenza nazionale sull'emigrazione

La conferenza nazionale dell'emigrazione dovrà svolgersi entro il 1974: lo ha affermato al Senato il sottosegretario agli esteri Granelli, rispondendo ad una interrogazione presentata unitariamente dai gruppi del PCI, del PSI e della sinistra indipendente.

L'on. Granelli ha riconosciuto che i precedenti governi sono stati inadempienti rispetto all'impegno di indire la Conferenza, aggiungendo che l'attuale governo intende adempiere a questo dovere. Pur non essendo in grado di stabilire una data precisa per la convocazione della conferenza che dovrà comunque svolgersi l'anno prossimo, l'intenzione è di iniziarne subito la preparazione.

Il sottosegretario ha assicurato che una apposita commissione sarà convocata nelle prossime settimane per iniziare i lavori preparatori: di essa faranno parte, oltre ai ministeri interessati, i rappresentanti del Parlamento, delle Regioni, dei sindacati, delle Associazioni degli emigrati.

Replicando a nome dei tre gruppi presentatori della interrogazione, il senatore Bonazzi si è dichiarato parzialmente soddisfatto e ha preso atto della determinazione del governo, assicurando che le forze di sinistra daranno tutta la loro collaborazione affinché l'iniziativa possa realizzarsi.

Infine, il ministro della Giustizia, Zagari, ha risposto ad alcune interrogazioni, fra cui una del gruppo comunista a firma dei compagni Fermariello, Petrella e Boldrini, intesa a chiarire i motivi del ritardo nella attuazione della riforma del processo per controversie di lavoro. Il ministro ha affermato che con la definitiva approvazione, da parte del Parlamento, del decreto legge che colma il vuoto di cancellieri e di altro personale giudiziario determinato dalla nota legge sull'esodo, potranno essere banditi subito i concorsi per l'assunzione straordinaria di cancellieri e di personale ausiliario. Egli ha inoltre assicurato che sarà egualmente bandito, a breve scadenza, il concorso per la assunzione dei 300 nuovi magistrati prevista dalla riforma per il processo del lavoro.

Conclusioni del Convegno europeo sulla pastorale dell'Emigrazione

I Vescovi Presidenti delle Commissioni episcopali nazionali, i Promotori episcopali e i Direttori nazionali, riuniti a Roma per il I Convegno europeo sulla Pastorale dei Migranti, organizzato dalla Pontificia Commissione per la Pastorale delle Migrazioni e del Turismo, dopo ampio e approfondito dibattito sulle Relazioni, tenendo presenti i risultati dei Gruppi di studio, a conclusione si sono trovati d'accordo sui punti seguenti:

I

Le dimensioni del movimento migratorio in Europa, a parte le migrazioni interne, sono molto elevate: i migranti superano i 13 milioni, e non sembrano esistere le premesse perché il fenomeno possa segnare contrazioni degne di nota.

Negli ultimi tempi si è accentuata, sotto la spinta della necessità, la molteplicità delle componenti. Il maggior numero di migranti è costituito da lavoratori in cerca di occupazione o di miglioramento delle condizioni di vita, ma vi è anche un numero considerevole (oltre un milione) di migranti per motivi ideologici, in cerca di libertà, e cresce il numero dei giovani studenti che vengono nelle Università europee.

Le diversità etniche e culturali si sono notevolmente moltiplicate. Sempre numerosi sono gli afflussi dai Paesi in via di sviluppo, specialmente dall'Asia e dall'Africa: questi emigrati si trovano, spesso, in condizioni di grave disagio, quasi sub-umane. La loro partenza, poi, non giova, di solito, alla promozione umana e sociale del loro Paese. A questo fenomeno corrisponde un elemento nuovo del pluralismo religioso che già contrassegna il movimento migratorio, ed è l'accresciuta presenza specialmente di cristiani non cattolici, buddisti e, soprattutto, di musulmani.

Accanto alla caratteristica di sempre, ossia l'urto della civiltà rurale con quella urbano-industriale, ve ne sono altre che contraddistinguono le migrazioni odierne: la temporaneità, la mobilità nell'ambito del medesimo paese e dall'uno all'altro dei paesi di immigrazione, la crescita della componente giovanile.

L'incontro tra genti di diversa estrazione etnica e culturale, è fonte di reciproco arricchimento per i popoli: al di sopra dei confini nazionali si costruisce una società più universale, e si promuove l'unità della famiglia umana. I migranti pertanto non sono soltanto preziosi e insostituibili cooperatori delle economie dei paesi in cui prestano il loro lavoro, e, più generalmente, del benessere europeo; sono soprattutto coartefici del mondo nuovo.

Ma il loro contributo alla nascita del mondo nuovo è accompagnato da pene e dolori. La loro condizione umana e sociale spesso non corrisponde alle esigenze della giustizia. Si lamenta il mancato rispetto di diritti umani fondamentali, la divisione forzata delle famiglie dovuta a regolamentazioni restrittive o alla penuria di alloggi accessibili, le difficoltà frapposte all'educazione e alla scolarizzazione dei figli, la tendenza a sfruttare l'uomo come puro mezzo di produzione, i pregiudizi nazionalistici e razzistici che creano gravi barriere psicologiche e talvolta sfociano in manifestazioni di rigetto.

II

Le migrazioni, come si presentano oggi, costituiscono un appello urgente per le chiese locali a diventare ciò che teologicamente sono.

Le chiese particolari partecipano al mistero della Chiesa una e universale; ognuna è chiamata alla sollecitudine comune, e a condividere i pesi delle altre.

Di più «l'unico popolo di Dio è presente in tutte le nazioni della terra, poiché di mezzo a tutte le stirpi egli prende i suoi cittadini... e infatti tutti i fedeli sparsi nel mondo sono in comunione gli uni con gli altri nello Spirito Santo, e così chi sta in Roma, come diceva il Crisostomo, sa che gli abitanti dell'India sono sue membra» (Lumen Gentium, *n. 13*).

La missione di salvezza della Chiesa, come ricorda ancora il Vaticano II (Lumen Gentium, *n. 30*), *non può essere assunta soltanto dai membri della gerarchia, Vescovi e sacerdoti. I laici vi partecipano; anzi «essi hanno il primo posto», quando si tratta di edificare e di organizzare la città terrestre nella giustizia e nella carità, in conformità al disegno di Dio* (Lumen Gentium, *n. 36*).

III

Di fronte alla situazione ed ai princìpi ricordati, tenendo conto che l'emigrazione è un invito permanente delle Chiese locali ad aprirsi e a ritrovare il senso del pel-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Osservatore Romano del 8-11-73
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI
Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE

pellegrinaggio terreno, Vescovi, Sacerdoti, Religiosi e laici, in comunione con il Papa e alla luce dei Suoi insegnamenti,

— si interrogano *sulla loro testimonianza di vita e si domandano se i loro atti sono in armonia con ciò che proclamano, specialmente nell'incontro degli uni con gli altri, nelle situazioni di indifferenza, di segregazione, di razzismo, di imposta superiorità culturale, ecc.;*

— si impegnano *a fondo a creare un clima favorevole ai migranti, promuovendo un'educazione permanente in spirito veramente cattolico, capace di influire sulla mentalità collettiva e sulle disposizioni normative delle autorità competenti;*

— cercano *il modo con cui annunziare nel momento presente Gesù Cristo unico Salvatore nell'intimo degli eventi vissuti dai migranti e da coloro che li accolgono;*

— condividono *tutte le ricerche e tutti gli sforzi intesi ad apportare più giustizia nella condizione dei migranti, nella linea del Vangelo, scoprendo lo Spirito di Dio che opera nel cuore degli uomini in lotta per rendere il mondo più abitabile e più fraterno, nella speranza della vita eterna;*

— *in modo particolare* intendono attuare *nella celebrazione dell'Eucarestia, sacramento di unità e di vita, la realtà dell'unica famiglia, senza discriminazioni, e di stimolarsi reciprocamente per una comunione sincera e concreta nella vita di ogni giorno.*

IV

I convegnisti, tenendo conto dell'aspirazione, emersa soprattutto dai Paesi più provati dall'esodo, di aver vicina la Chiesa nella vicenda migratoria, esprimono il vivo desiderio che i principi e le norme contenuti nell'Istruzione « De Pastorali Migratorum Cura » siano ovunque rispettati e messi in pratica con uniformità di criteri, almeno nell'ambito della medesima nazione.

In particolare rilevano l'importanza dei contatti internazionali, d'intesa con la Pontificia Commissione, delle Conferenze Episcopali e rispettivamente dei loro organismi, ossia delle Commissioni Episcopali e dei Direttori Nazionali, come pure dei contatti regolari del Direttore Nazionale con i Delegati. Propongono che venga meglio precisato il ruolo dei Delegati.

Chiese locali di partenza: *i Convegnisti attirano l'attenzione sulla necessità di* preparare i fedeli alla emigrazione, *cercando i metodi adatti a fornire un'istruzione ed una formazione religiosa che li renda capaci di vivere profondamente i valori della fede nell'ambiente di immigrazione, nuovo e non alieno da pericoli. E' pure necessario formare gli emigranti all'autentica e completa concezione della Chiesa.*

Alle Diocesi di partenza s'impone una rinnovata presa di coscienza del dovere di seguire i fedeli emigrati, sia mettendo a disposizione missionari, sia fornendo agli emigranti le informazioni necessarie per i primi contatti con i missionari, sia mantenendosi in collegamento con quei loro fedeli che si trovano all'estero.

Chiese locali di arrivo: *i Convegnisti mettono in luce l'*importanza decisiva della prima accoglienza, *con cui ha inizio la collaborazione tra la missione e la parrocchia locale.*

In riferimento alla Parrocchia locale, vien rilevato il ruolo della « Missione » come base della prima accoglienza e come punto di preparazione degli emigrati all'incontro con la comunità della Chiesa che li riceve.

Questa concezione esclude, da una parte, l'isolamento dei gruppi etnici in se stessi, dall'altra, l'assimilazione forzata, diretta o indiretta.

Un importante elemento della collaborazione tra « Missioni » e Chiesa d'accoglienza, consiste nel favorire, fornendo le opportune informazioni, la partecipazione dei migranti, come membri autentici della Chiesa locale, alla vita della comunità ed a quanto riguarda le decisioni che toccano tutta la comunità ecclesiale. E' particolarmente auspicabile che i migranti abbiano una equa rappresentanza degli organismi da cui dipende l'elaborazione di tali decisioni.

Speciale attenzione è stata attribuita all'emigrazione ideologica per cui il servizio pastorale assume sempre più un significato missionario verso quei migranti che per ragioni diverse non hanno potuto godere dell'assistenza religiosa in patria.

Religiosi: *i Convegnisti hanno preso atto con soddisfazione del* contributo dato dagli Ordini e dalle Congregazioni religiose *maschili e femminili; e rivolgono alla Pontificia Commissione l'invito a interessarsi presso le Unioni dei Superiori Generali, per l'intensificazione di tale impegno, specialmente delle Religiose.*

Viene pure rilevato vivamente il ruolo degli Istituti Secolari, e lo specifico apporto che essi possono dare ad alcuni settori della pastorale per i migranti.

Missionari: *I partecipanti al Convegno hanno espresso cordiale apprezzamento per l'opera dei Missionari, e ne hanno valutato la figura della prospettiva futura.*

E' importante che sia il clero locale sia i Missionari siano adeguatamente formati alle esigenze di questo apostolato. La formazione dovrebbe incominciare già nei Seminari, tanto dei Paesi di partenza quanto di quelli di arrivo: pare necessario che l'insegnamento teologico, specialmente della teologia pastorale, *tenga conto di tali esigenze. Le medesime esigenze dovrebbero essere presenti in sede di revisione del Diritto Canonico.*

Il compito pastorale tra i migranti richiede nei Missionari, insieme alle doti spirituali e morali, speciali attitudini, quali l'apertura al dialogo, la conoscenza della lingua, degli ordinamenti e della mentalità del posto. Perciò è auspicabile che, una volta fatta la selezione dei candidati, le Conferenze Episcopali a qua et ad quam collaborino in iniziative comuni, possibilmente nei Paesi di arrivo, per la migliore preparazione dei Missionari.

Nello spirito dei Decreti « Christus Dominus » e « Presbiterorum Ordinis », come pure del Motu Proprio « Ecclesiae Sanctae » e secondo l'Istruzione « De Pastorali Migratorum Cura », i partecipanti si sforzeranno per quanto possibile di assicurare ai Missionari i mezzi necessari sia allo svolgimento dell'attività pastorale, sia alla loro sicurezza sociale, ed in primo luogo a quelli che non possono contare sull'appoggio della Chiesa di partenza.

Laici: *è necessario che le Chiese locali aiutino* gli stessi migranti *a prendere maggiore consapevolezza della loro vocazione apostolica, nella persuasione che è meno necessario lavorare per loro o al loro posto, che di farlo « con » loro e farlo fare « da » loro.*

Anche le Organizzazioni cattoliche dei laici, *sia nazionali sia internazionali, devono favorire il pieno impegno apostolico dei singoli, per quanto riguarda le loro responsabilità nella Chiesa e nel mondo.*

La realtà della diaspora e l'impossibilità di partecipare — in mancanza di un sacerdote cattolico — alla Liturgia Eucaristica in certi Paesi, suggeriscono la preparazione di persone adatte a presiedere, con l'approvazione dell'Ordinario del luogo e sotto la guida spirituale del Missionario — la Liturgia della Parola per cui i fedeli lodevolmente possono riunirsi nelle domeniche e nelle festività.

Il Convegno ha preso atto con soddisfazione dell'impiego da parte della Chiesa di assistenti e operatori sociali, che consentono al Missionario di dedicarsi al suo ministero pastorale, ed offrono agli immigrati un servizio specifico e qualificato.

Pur nel rispetto dell'autonomia

LI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DE

Ritaglio dal Giornale .....

UFFICIO VII

..... del .....

degli Assistenti Sociali, si ritiene indispensabile che essi siano forniti di una seria preparazione apostolica, e siano animati da spirito di collaborazione con i Missionari nell'intento di contribuire efficacemente alla promozione umana e cristiana dei migranti.

Migranti di diversa confessione religiosa: *nello spirito del Decreto « Unitatis redintegratio » e del « Direttorio Ecumenico » vengano fraternamente accolti i cristiani che non hanno la piena comunione con la Chiesa cattolica e spesso mancano dell'assistenza dei ministri della propria Chiesa o comunità.*

Di fronte all'immigrazione massiccia di non-cristiani, sembra necessario sottolineare, tra le principali condizioni dell'incontro e della testimonianza comunitaria della Chiesa nei loro confronti, l'importanza di contribuire al loro sviluppo umano, di aiutarli praticamente, mettendo a loro disposizione ambienti per le loro riunioni culturali e religiose, e di coltivare un profondo rispetto per le loro persone e la loro cultura.

Promozione umana: *per la promozione effettiva dei diritti umani, i Convegnisti auspicano, secondo la indicazione del Santo Padre Paolo VI, « un vero e proprio statuto dei lavoratori migranti ».*

A tale scopo l'Assemblea ritiene molto utile la collaborazione tra la Pontificia Commissione e la Commissione Internazionale Cattolica delle Migrazioni di Ginevra.

Coordinamento degli studi: *i Convegnisti suggeriscono l'opportunità che la Pontificia Commissione promuova un coordinamento tra i Centri di Studio e di Ricerca a disposizione, in varie parti d'Europa, delle Commissioni Episcopali, per una più organica articolazione ed un maggior contributo di tali Centri all'approfondimento degli aspetti pastorali e sociali delle migrazioni.*

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III e IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Giornale di Brescia di Brescia del 2-11-73

L'ODISSEA DI UN VALSABBINO SETTANTENNE

Un emigrato da Sant'Andrea di Agnosine dopo cinquant'anni torna dall'Australia

Orazio Orelli, vive ora a Morwell, nello stato di Victoria, felice e pensionato - L'abbraccio con i fratelli Rosina e Baldassarre dopo le laboriose ricerche - Farà presto ritorno oltre oceano

Agnosine, 1 novembre

Cinquantun'anni fa, giusto il 7 settembre 1922, Orazio Orelli lasciava Sant'Andrea di Agnosine (una piccolissima frazione allora, due case, più legno che pietra, mantenute in contatto con la valle da un filo di sentiero) come tanti al tempo espulsi dalla violenta tormenta sociale, dal terribile mostro della disoccupazione, alla ricerca di fortuna oltre oceano. Il giovane Orelli, nato all'affacciarsi del secolo, appena ventiduenne (nove agosto 1900 segna l'anagrafe), con altri quattro compagni veniva coinvolto nel turbine e, imbarcato su nave inglese, salpava dal porto di Napoli; destinazione Sidney, nel lontanissimo continente Nuovo, sull'altra faccia della Terra.

Dieci lustri dopo, quando la ferita della nostalgia già non aveva lasciato alcun segno, quasi d'improvviso, spinto dall'innato istinto della madre patria, ormai libero da impegni di lavoro, il settantatreenne Orazio Orelli (australianizzato Horace), dà ragione alla voce del cuore e torna al suo angolo d'Italia, a Sant'Andrea di Agnosine dove ancora vivono i fratelli Rosina e Baldassarre.

Cinquantun'anni è una vita di un uomo; Orazio fatica a parlare la sua lingua d'origine, nè sa più intendere quell'idioma paesano, tanto amaro nel ricordo di giorni disperati. A Sant'Andrea ha trovato pochi compagni sopravvissuti alle tragedie belliche e all'inesorabile legge della vita; i figli e i nipoti della sua gente gli han riservato un'accoglienza impensata. Orazio non se l'aspettava e vive questi giorni di vacanza come in un paese di meraviglie.

La prima impressione?

« Magnifica, risponde Orazio lesto col suo inglese italianizzato. Era una giornata di splendida primavera, un verde intenso, un azzurro smagliante. La nave doveva far tappa a Melbourne tre giorni e così decidemmo di stabilirci nella zona. A Sidney andai solo dopo trentacinque anni, da turista...».

E la suggestiva Odissea si svolge quasi in incanto di favola delineando i contorni di un uomo cui non ha fatto difetto coraggio e infinita buona volontà. « Io ho studiato all'« università » di Sant'Andrea; la terza elementare e qualche lezione serale di quarta. Nonostante ciò nel nuovo continente mi inserii a meraviglia. Fui prima bracciante in una compagnia italiana dedita alla lavorazione del legno; poi contadino presso una famiglia della Valtellina le cui figlie, maestre elementari, mi insegnarono l'inglese. All'inizio rimasi in stretto contatto epistolare con i congiunti; poi, messa su casa, con una fattoria tutta mia, preoccupazioni e gran lavoro, persi i contatti con la mia gente e dal '46 lasciai di scrivere.

« Furono le insistenti ricerche di Carmelita Dioni (ricerche rese particolarmente difficili, poichè il mio nome era stato tradotto in Horace) un'amica di famiglia. Dopo diciott'anni torna a scrivere alla sorella Rosina. Lo stesso industriale Aristide Reguitti, già emigrato dal mio paese, si prodigò molto nelle mie ricerche. Nel '70 poi decisi di far ritorno in Italia, pungolato quasi da... come dire, un senso di missione. Fu la mia figlia Angelina a caldeggiare la decisione ».

Oreste Orelli vive ora a Morwell, una cittadina di 27 mila abitanti, nella Latrabe Valley, Stato di Victoria, con la moglie Elen e appunto la figlia Angelina di trentun'anni. I figli Ron (34 anni), Malco (29) e Katy (28) sono tutti impiegati in grosse industrie della regione, felicemente sposati. A metà del mese Orazio lascerà per la seconda volta (e forse per l'ultima) il suo paese, ora industre e popoloso, per tornare alla sua terra d'adozione «sono soddisfatto di questa mia visita; ho compiuto la mia missione. Devo ringraziare i fratelli Rosina e Baldassarre, il cognato Egidio Richini e la nipote Gigliola, gli amici tutti, il parroco don Enrico, che tanto hanno fatto per me. Molto devo soprattutto a Carmelita Dioni e ad Aristide Reguitti ».

Parole di commiato che nascondono nella sua voce il sussulto della nostalgia di un italiano che lascia la sua terra e il richiamo all'australiano dalla sua patria d'adozione.

Enrico Moreschi

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agenzia AUSI di Roma del 2-XI-73

2212. - INCIDENTE MORTALE SUL LAVORO IN UN CANTIERE IN SVIZZERA

- Telegramma della Federazione lavoratori delle costruzioni

Roma, 2 nov. (ausi). - Segreteria nazionale Federazione lavoratori costruzioni esprime le più vive condoglianze e solidarietà ai familiari dei 3 lavoratori emigrati italiani e lavoratore svizzero periti tragicamente nel gravissimo incidente funicolare del cantiere Goppenstein in Svizzera.

La segreteria nazionale Federazione lavoratori costruzioni mentre sollecita fermo e immediato intervento delle autorità italiane e governative e consolari e, appoggia passi e iniziative del sindacato svizzero edilizia per immediato sostegno e aiuto congiunti vittime ribadisce esigenza energico intervento per apertura inchiesta scopo accertamento responsabilità per radicale miglioramento misure sicurezza e condizioni lavori cantieri e per adottare necessari provvedimenti atti a prevenire efficacemente grave e continuo ripetersi incidenti lavoro cantieri.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ANSA di Roma del 2-11-83

ansa 85/1 - riunione per problemi politica sociale cee -

roma, 2 nov (ansa) - l'8 novembre prossimo si svolgera' nella sede del ministero del lavoro, un incontro tra il ministro bertoldi e i rappresentanti italiani nel parlamento europeo e nel comitato economico e sociale della cee. scopo della riunione e' un ampio scambio di idee sugli argomenti che saranno discussi dal parlamento europeo (che si riunira' a strasburgo a meta' novembre), dal comitato economico e sociale (che si riunira', sempre a strasburgo, alla fine del mese) e dal consiglio dei ministri della cee, in merito alla politica sociale della comunita' e in particolare ai problemi riguardanti l'emigrazione, i diritti sindacali, la politica comunitaria dell'occupazione, la partecipazione dei lavoratori all'organizzazione del lavoro, la demoratizzazione delle istituzioni comunitarie.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Gazzette del Popolo di Torino del 2-11-73

L'EMIGRAZIONE: UN DRAMMA CHE QUALCHE VOLTA FINISCE BENE

Pizza, spaghetti e polenta per gli italiani in Canada

ono circa un milione, di cui trecentomila concentrati nella sola Toronto - Molti vengono dal Piemonte, dal Veneto, dall'Abruzzo e dalla Sicilia - Le difficoltà dell'integrazione - Associazioni rivali

NOSTRO SERVIZIO

Guelph (Canadà), novembre

Guelph: una città universitaria (in cui su 60 mila abitanti 10 mila sono italiani), situata nell'Ontario, lo Stato più densamente popolato di tutto il Canada. Non ho mai mangiato tanta polenta, lasagne, pizza e bevuto grappa e amaretto di Saronno come da quando sono qui. In Canada gli italiani sono tanti: un milione in totale, 455 mila nell'Ontario, di cui 300 mila concentrati nella sola Toronto e gli altri sparsi nel Quebec (a Montreal soprattutto) e nella British Columbia. In genere tutti quanti sono molto ospitali, desiderosi di raccontare le proprie storie, alcune alquanto patetiche, le difficoltà (all'inizio vivevano in una specie di ghetto) e i successi che hanno incontrato da quando hanno lasciato il loro luogo di origine. Essi provengono solitamente da piccoli paesi di campagna del Veneto, dell'Abruzzo, della Calabria e della Sicilia e, in minore quantità, dal Piemonte (dall'Astigiano, Vercellese, Canavese).

« Sono venuta in Canada — *racconta Carmela G. di Cigliano* — con mio marito 19 anni fa, quando in Italia era difficile trovare un lavoro; però appena arrivati qui abbiamo avuto problemi enormi con la lingua; per 10 mesi praticamente siamo stati disoccupati e abbiamo dovuto appoggiarci a parenti che ci avevano preceduti in questa nazione. Mio marito lavora in una fabbrica di vetro e io come cuoca in un motel di proprietà di un milanese sposato ad una alessandrina. Abbiamo avuto cinque figli. Quando ritorno in Italia, una volta ogni 3-4 anni, stento ad abituarmi al rumore *(che chiama "noiso", da "noise")* che c'è negli "storo" *(per "store", magazzini)* e nei ristoranti. I miei figli invece quando è il momento della partenza non vogliono più ritornare in Canada, li devo trascinare a forza per farli salire sull'aereo perchè sono sempre conquistati dall'allegria e dalla cordialità della gente in Italia ».

In questa nazione c'è troppa «competizione», dicono in molti, si deve cambiare l'auto ogni due anni, è necessario avere due televisori e una bella casa, è tutta una corsa verso un consumismo incalzante, però si guadagna bene. « E' il paradiso dell'operaio » *sostiene Benito F. che prima lavorava a Torino* « per pochi scudi », *mentre qui è riuscito a farsi in cinque anni una casa che è il suo orgoglio.*

« I canadesi ci hanno accolti bene — *afferma Valeriano P. un friulano venuto nell'Ontario con nove fratelli in cerca di lavoro* —, però per un anno abbiamo dovuto accontentarci di salari più bassi degli altri per via della lingua che non riuscivamo nè a comprendere nè a parlare ». *Giuliana, la bella proprietaria di una agenzia di viaggi, venuta da Bra nel 1950, all'età di 12 anni, dopo che il padre aveva abbandonato il Piemonte l'anno prima alla ricerca di fortuna che voleva dire essenzialmente un lavoro che gli permettesse di allevare e dare una istruzione ad una famiglia numerosa, ricorda i suoi problemi iniziali.* « Appena arrivata a Toronto non dicevo una sola parola di inglese, sono stata messa in una classe di prima elementare, quindi essendo molto alta non riuscivo a stare nel banco, mi sentivo ridicola. Il primo anno di vita canadese è stato assai triste, avevo un "menthal block" che mi impediva di imparare la nuova lingua. Non desideravo comunicare con le persone che incontravo, avevo il pensiero fisso alle amiche che avevo lasciato e ai nonni a cui ero molto legata. Avevo compreso perfettamente, al momento di partire, che era una decisione importante e che stavo per abbandonare tutto in cambio di una nuova vita. Oggi sono felice e faccio una vita migliore che se fossi in Italia».

Una madre di famiglia di Brescia mi parla di un problema che sentirò discutere da molte altre persone ed è il « social gap », cioè una netta incomprensione che si crea tra i genitori italiani e i figli nati in Canada. Questi ultimi vogliono vestire come i canadesi, essere liberi di uscire, partecipare alle feste che le varie scuole organizzano, ma trovano ostacoli nei genitori che vorrebbero allevarli come sono stati allevati loro, con il concetto che la vita è insicura, e difficile, che bisogna fare di ogni necessità virtù, che un ragazzo deve essere preparato al peggio, principio che qui è sconosciuto a chiunque.

Parlare in dialetto

Kurt Danziger, un insegnante elementare di un quartiere italiano è costretto ad applicare metodi speciali, particolarmente nel primo anno, perchè i ragazzi abituati a parlare in casa con i genitori il dialetto del paese di origine non conoscono l'inglese. Inoltre dice di dovere essere molto paziente non con i bambini, ma con le madri: « Dovrebbero rendersi conto — *egli sostiene* — che è per il benessere dei loro figli, per assicurare loro una vita migliore che si trovano in Canada. Non capiscono che i ragazzi si adattano più rapidamente alla nuova vita, agli usi e costumi diversi, mentre essi sono troppo ancorati al passato, alle tradizioni e tendono ad essere possessivi e a soffocare le naturali aspirazioni dei figli ».

Ministero degli Affari Esteri

2

IGRA

A

..... del .....

Tutti gli italiani che in contro sono curiosi di sapere che cosa è cambiato in Italia, se i prezzi sono elevati come qui, se « c'è lavoro per tutti», qual è la situazione della squadra di calcio del cuore, anche se, in effetti, sono abbastanza aggiornati avendo due giornali, il « Corriere Canadese » divenuto da trisettimanale quotidiano (molti ricordano i festeggiamenti che ci sono stati per quell'avvenimento, con il monsignore venuto appositamente dall'Italia per benedire l'evento) e il «Giornale di Toronto », settimanale. Inoltre, la stazione radio CHIN trasmette 14 ore al giorno programmi in italiano sotto la direzione di Johnny Lombardi che, nato a Toronto da genitori italiani, ha iniziato la sua carriera con un negozietto di « pasta » e vari altri generi alimentari situato nel quartiere italiano, in seguito trasformatosi in Lombard's Supermarket tra la Grace e College Street, dove all'ultimo piano ha installato la stazione radio a cui via via si sono aggiunti nuovi studi. I programmi televisivi in italiano trasmessi ogni domenica per due ore consecutive sono, invece, ben più deludenti: solo show musicali, dal Festival di Sanremo, al Disco per l'estate, a « Studio uno », il tutto frammisto a pubblicità di minestroni, conserve e vini.

Ogni avvenimento italiano richiama sempre in Toronto folle entusiaste: all'ultimo picnic organizzato in occasione dell'Italian day che si è tenuto a fine luglio ed è durato da venerdì a domenica, all'isola di Toronto sono intervenute migliaia di persone. Qui, dopo i discorsi dei presidenti dell'Italian Immigrant Club », Nunzio Giambattista e Emilio Mascia si è potuto assistere ad incredibili gare: chi riusciva a mangiare più ricotta, peperoni piccanti, sardine, pizza. Un sessantaseienne ha vinto un viaggio in Florida per avere ingoiato 2 libbre (1 kg.) di ricotta in pochi minuti, sconfiggendo 19 concorrenti. Secondo alcuni recenti dati statistici sembra che gli italiani spendano per il vitto ben 22 dollari (14 mila lire) per settimana più dei canadesi, anche se hanno ormai rinunciato al vino e sono passati alla birra, bevanda nazionale canadese.

Il motivo di queste maggiori spese si comprende facilmente: le donne italiane di mezza età, tranne una esigua percentuale, non parlano l'inglese, non l'hanno imparato anche perchè vivendo raggruppate negli stessi quartieri non hanno sentito nessuno stimolo a studiarlo, quindi non sono in grado di fare acquisti nei grandi supermarkets dove, ovviamente, i prezzi sono molto più convenienti, dato il grande smercio.

Inoltre continuano a cucinare come nel loro paese, ed è tutta una ricerca, dal parmigiano alle melanzane introvabili, al tipo di pelati particolari e così via, che hanno prezzi assai elevati. Non comprendere la lingua del paese ospitante crea, però, altri ben più gravi problemi: andare all'ospedale, ad esempio, diviene un dramma. Il parto è, per molte, a distanza di anni, un ricordo poco piacevole proprio per l'incomprensione totale della lingua.

Molte organizzazioni

Ci sono, naturalmente, parecchie organizzazioni che aiutano gli italiani. Le due più antiche, « The Order of Sons of Italy » e « The order of Italo-Canadians », sono ancora operanti, anche se accanto ad esse ne sono sorte molte altre nuove, come la Dante Alighieri, la « Società Veneta », il « Club Calabria », il « John Caboto Club », quest'ultimo sorto con l'intenzione di fornire la possibilità di praticare i più differenti sport. Queste associazioni hanno avuto soprattutto nel passato una funzione determinante come soccorso non solo materiale, ma anche spirituale.

I figli di italiani nati in Canada si sentono più vicini ai canadesi, partecipano alle attività del paese che li ospita, sono in sostanza inseriti nella nuova società. Sono perciò nate associazioni con tendenze e scopi differenti. Ad esempio, nel 1952 sono sorte la Canadian Italian Businessmen' Association che raggruppa i professionisti e serve per fornire lavoro ai nuovi arrivati, la Famiglia Friulana per mantenere le tradizioni di quella regione, l'Italian Garden, un centro aperto recentemente e dotato di campi da bocce, sale da ballo e un teatro per concerti. Sono stati fatti molti tentativi per riunire le differenti organizzazioni in una o due larghe federazioni, ma non hanno avuto successo. Le varie organizzazioni, cosa che colpisce negativamente i canadesi, sono in conflitto tra loro, vogliono rimanere indipendenti, con il risultato che mentre insieme potrebbero rappresentare una potenza notevole, fare valere certi diritti e ottenere molti vantaggi, disunite perdono la loro importanza.

Il frazionamento è improduttivo, basta al riguardo citare un esempio: l'Alitalia, non appoggiata dagli immigranti in modo serio, ha impiegato ben 7 anni per ottenere di atterrare a Toronto, nonostante il numero di italiani presenti; prima, infatti, si arrestava a Montreal e di qui l'emigrante si doveva servire di un aereo canadese. Un altro aspetto negativo riguarda il finanziamento considerevole che il ministro della Cultura stanzia ogni anno per i vari gruppi etnici in modo che le tradizioni ed il folklore non vadano persi, ma anzi conservino intatto il loro fascino. Ebbene, per gli italiani questo contributo non è affatto utile, in quanto ogni gruppo regionale vuole prevalere sugli altri e quindi il fondo viene suddiviso in decine di rivoli diversi divenendo troppo esiguo.

Su un punto tutti gli italiani sono d'accordo: l'assoluta inefficienza del consolato italiano di Toronto che, mi dicono, rispetta tutti i giorni di vacanza previsti dal calendario canadese (non molti per la verità) e segue scrupolosamente tutte le festività civili e religiose italiane, che non sono certo poche. Inoltre i funzionari sono pochi e mal pagati e non certo troppo pazienti e disposti alla comprensione di chi ha problemi. Una organizzazione invece assai interessante è sorta nel 1961 a Toronto, si chiama COSTI (Centro Organizzazioni Scuole Tecniche Italiane). E' stata fondata da un gruppo di volonterosi che hanno usato come prima sede il sotterraneo di una chiesa. L'intento, come spiega l'attuale direttore Lucio Appolloni nella nuova e imponente sede di Beverly Street, è quello di specializzare i lavoratori senza alcuna preparazione, di indirizzarli verso l'attività più adatta a loro e di inserirli nella vita di una grande città.

Elena Garibaldi

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL LAVORO *di* Genova *del* 2-11-73

Nell'abbandono assistenziale gli immigrati in Europa

I lavoratori all'estero hanno contro di loro, oltre ad avverse condizioni ambientali, una pesante incidenza di malattie psicofisiche - Imminente una riunione promossa ad Algeri dall'OMS

[illegible] immigrati con le loro famiglie nei Paesi dell'Europa Occidentale raggiungerebbero (familiari compresi) la cifra di circa 11 milioni. Nei sette paesi maggiori importatori di mano d'opera il numero dei lavoratori immigrati residenti si aggira attualmente intorno ai 7 milioni, così ripartiti: Repubblica Federale Tedesca, 2.350.000; Belgio 220.000; Francia 1.700.000; Paesi Bassi, 125.000; Regno Unito, 1.560.000; Svezia, 220.000; Svizzera, 900.000».

Questo è quanto si legge in un recente rapporto della Organizzazione Mondiale del Lavoro.

Gli immigrati provengono soprattutto dalla Spagna, dalla Grecia, dall'Italia, dal Portogallo, dalla Turchia, dalla Jugoslavia, dall'Africa del Nord (principalmente dalla Algeria), dall'Africa sub - sahariana, dal Pakistan e dalle Antille, tenendo presente che ognuna di queste provenienze ha le sue destinazioni preferenziali (la Germania per italiani, turchi e spagnoli, la Francia per algerini, la Gran Bretagna per i pakistani e per gli immigrati dalle Antille).

Il fenomeno delle grandi migrazioni non è nuovo nella storia. Così, tra il 1846 ed il 1915, oltre 31 milioni di emigranti si sono stabiliti negli Stati Uniti. Tuttavia queste migrazioni avevano un carattere diverso da quelle che avvengono oggi. Gli immigrati di un tempo venivano più rapidamente integrati nei Paesi ospiti e molti, nella vita attiva, partivano su un piede di parità nei confronti dei loro nuovi concittadini. Troppo spesso, invece, ai giorni nostri i lavoratori immigrati sono costretti a vivere nelle condizioni più ingrate.

Essi costituiscono — nei paesi che li ospitano — una minoranza sotto - privilegiata che presenta problemi sanitari specifici. Intanto, la precarietà con cui sono alloggiati — spesso in ambienti stretti e malsani — condiziona in loro una maggior predisposizione alle affezioni dell'apparato respiratorio. Quando, poi, anche l'alimentazione sia insufficiente, non tarda a fare la sua apparizione la tubercolosi (un vero flagello tra gli immigrati di colore in Gran Bretagna, anche a causa del clima umido e freddo a cui non sono abituati).

Un altro duro tributo viene pagato fatalmente alle malattie veneree, ma il fenomeno non ammette considerazioni moralistiche; attende, se mai, soluzioni sociali propiziabili con provvedimenti che favoriscano l'approdo — o il ricongiungimento — della intera famiglia nel paese ospite.

Inevitabile per ogni immigrato — almeno nei primi tempi — e variamente correlata ai modi e ai momenti della fase di «ambientamento» è una instabilità emotiva quasi costantemente associata ad una intonazione depressiva dell'umore, perché «per ogni uomo che si trova lontano dalla famiglia e dagli amici — ha osservato uno studioso — la solitudine in una terra straniera è una prova quanto mai dolorosa».

Gli immigrati hanno dunque contro di loro — oltre ad avverse condizioni ambientali — una pesante patologia psicofisica. Tuttavia, e questo è stato rilevato in tutti i paesi che li accolgono, isolati come sono dal resto della popolazione, tendono a rifiuare o a rinunciare ai servizi assistenziali la cui fruizione è consueta da parte della popolazione locale. Eppure, in linea di principio, i lavoratori immigrati hanno accesso ai servizi sanitari allo stesso titolo degli altri cittadini. Di fatto, però, forse perché male informati, a causa della lingua o di una certa xenofobia con la quale essi temono di scontrarsi, vi ricorrono solo in casi estremi. Accade così che condizioni di disagio o di malattia siano subite o vissute in silenzio o, peggio, nell'abbandono: ad ulteriore dolorosa riprova di quanto costi andare a guadagnarsi di che vivere lontano dalla propria terra.

Proprio allo scopo di studiare e varare iniziative miranti a meglio garantire all'immigrato il «diritto alla salute», l'ufficio regionale per l'Europa della Organizzazione Mondiale della Sanità ha indetto una riunione che si terrà ad Algeri nel corso di questo mese. Le decisioni che verranno prese in questa sede dovranno restituire una condizione più civile e un destino più umano agli immigrati nei vari paesi europei.

Giulio Pierallini

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Unità di Roma del 2-11-73

AUSTRALIA

Domani una Conferenza a Sydney

Dopo il successo della Conferenza dell'emigrazione tenutasi un mese fa a Melbourne, una nuova assise dei lavoratori stranieri immigrati in Australia si apre domani a Sydney. Anche questa iniziativa è promossa dai sindacati e dalle associazioni dei lavoratori stranieri. Per assicurare una proficua partecipazione dei lavoratori italiani, numerose assemblee e comizi sono stati organizzati in diverse fabbriche e località della regione di Sydney dove maggiore è la presenza dei nostri connazionali. Affollati comizi si sono svolti a Wollongong, Brookwill, Leikard e Port Kembla, dove, a nome della FILEF, ha parlato il compagno Ignazio Salemi.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'UNITÀ *di* Roma *del* 2-11-83

REPUBBLICA FEDERALE TEDESCA

Un'azione unitaria per applicare il contratto

Il contributo degli emigrati alla lotta dei quattrocentomila metallurgici - Una nota dell'IG Metall

La lotta condotta con estrema fermezza e compattezza dai 57.000 lavoratori dei colossi industriali del Nord-Baden e Nord-Württemberg, la Bosch e la Daimler Benz, scesi in sciopero per 8 giorni consecutivi, ha piegato l'ostinata resistenza padronale che ha accettato di trattare con la delegazione dell'IG. Metall. I datori di lavoro si erano resi conto che se non avessero accettato di trattare, si sarebbero trovati di fronte alla totale scesa in sciopero dei 400.000 lavoratori della metallurgia e si sarebbe paralizzata tutta l'attività produttiva.

Ma certamente un altro dato, e molto importante, ha definitivamente convinto i datori di lavoro che non restava altra scelta oltre a quella della trattativa: la constatazione, cioè, che lo sciopero era compatto e che non si è verificato nessun caso di crumiraggio. Ciò dimostra l'alta coscienza e la maturità raggiunta dai lavoratori, e primi fra essi gli immigrati italiani e di altre nazionalità; questi, infatti, hanno attivamente contribuito all'azione del «picchettaggio» davanti agli stabilimenti in sciopero, facendo crollare il segreto disegno padronale, di poter contrapporre i lavoratori emigrati a quelli tedeschi.

Le votazioni per constatare se l'accordo raggiunto veniva accettato dai lavoratori, hanno dato questi risultati: su un totale di 256 mila 019 votanti dei quali 224.195 voti validi, si sono registrati 182.872 «sì» e 38 mila 046 «no». Le percentuali sono pertanto dell'81 e 57 per cento per i «sì», del 16,97 per cento i «no» (1,46 per cento voti non validi). Come mai vi è stata una abbastanza elevata quota di voti contrari all'accordo stipulato? La risposta è da ricercarsi nel fatto che i lavoratori stanno sempre più rendendosi conto che con una lotta ancora più serrata e vigorosa, si sarebbe potuto ottenere di più, e il «no» vuole significare che ai dirigenti sindacali si chiede più fermezza nella trattativa e di non cedere sui punti fondamentali proposti. Ma al di sopra delle valutazioni sul come impostare meglio la lotta in avvenire — cosa che faranno i fiduciari di reparto, riportando le valutazioni degli operai — dobbiamo riconoscere che la battaglia operaia ha ottenuto dei notevoli successi, anche se su alcuni punti ci sono stati «cedimenti», come ad esempio quello per portare i tempi di cadenza al limite minimo del minuto e mezzo. Complessivamente la trattazione normativa ha avuto come esito la accettazione di 37 punti avanzati dall'IG. Metall, mentre su 3 punti si è restati al di sotto, su 4 si è ottenuto di più e su altri 14 del contratto normativo esistente, si sono avuti buoni miglioramenti.

Si può adesso dormire sugli allori? Certamente no, e bisogna dire a tutti i lavoratori che ora si debbono tenere gli occhi bene aperti, altrimenti si corre il rischio di veder uscire dalla finestra quello che è entrato dalla porta. Giustamente nel foglio dell'IG. Metall si faceva rilevare: «*Abbiamo strappato agli imprenditori un migliore contratto collettivo. Adesso si tratta di realizzare questo nuovo contratto collettivo, perchè anche i migliori contratti non servono molto se non si riesce a dargli un contenuto nella pratica*».

LORIS ATTI

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale l'Unità di Roma del 2-11-83

ARGENTINA

Assemblee e conferenze degli emigrati italiani

Sono oltre un milione i connazionali che lavorano in questo Paese - Indicate le loro rivendicazioni

Si stanno tenendo da alcuni mesi, in Argentina, dove si contano oltre un milione di lavoratori con passaporto italiano, decine di assemblee e conferenze di emigrati italiani in preparazione della Conferenza nazionale dell'emigrazione, che deve tenersi in Italia con delegazioni di emigrati dai vari paesi del mondo. Ad ognuna di queste assemblee partecipano da 2 mila a 3.000 lavoratori italiani. I principali centri dove si sono tenute sinora sono La Plata, Rosario, Cordoba, Quilmes, Santos Lugaros, Villa Bosch, alcuni quartieri di Buenos Aires.

Nel corso delle assemblee, vengono costituiti ed eletti comitati locali di coordinamento degli emigrati ed i delegati alla Conferenza argentina della emigrazione italiana. Le principali rivendicazioni e richieste, inoltrate, negli ultimi tempi, anche al governo e ai sindacati italiani CGIL-CISL-UIL, sono le seguenti: immediata convocazione della Conferenza nazionale della emigrazione in Italia, come richiesto dagli emigrati, dai sindacati, dal CNEL e dalla Camera dei deputati; misure per assicurare un'effettiva parità di trattamento e di diritti, come la pensione sociale, l'assistenza malattia e vecchiaia a tutti gli emigrati, riconoscimento a tutti gli effetti degli anni di lavoro in Italia e del servizio militare; insegnamento dell'italiano e della cultura italiana ai figli degli emigrati attraverso corsi di lingua e formazione, riconoscimento dei titoli di studio; misure per potenziare e democratizzare la rete consolare, ora assolutamente insufficiente, male organizzata e inadeguata per tutelare 1 milione e 300.000 italiani su un territorio dieci volte più grande dell'Italia; profonde riforme e seri piani di sviluppo per la rinascita del Mezzogiorno d'Italia e il riassorbimento della emigrazione forzata; moltiplicazione delle iniziative di scambi informativi e della collaborazione culturale ed economica tra l'Argentina e l'Italia.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1/

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale l'Unità di Roma del 2-11-73

Durante i viaggi all'estero del Presidente Leone

Si sono fatti sentire i «figli di nessuno»

Così si sono qualificati i nostri emigrati in Lussemburgo - I risultati dell'azione unitaria delle organizzazioni dei lavoratori italiani all'estero

Le visite del Presidente Leone in Francia prima e nei Paesi del Benelux poi hanno offerto ai giornali cosiddetti indipendenti l'occasione per ricordarsi, finalmente, dei nostri emigranti, anche se in chiave fortemente «europeistica». A parte le consuete concessioni alla retorica e le smaccate forzature propagandistiche, si ammette qua e là l'esistenza di problemi gravi e della necessità di risolverli. Ciò di cui si preferisce tacere è l'azione unitaria portata avanti dalle associazioni democratiche dei lavoratori italiani all'estero, e sintetizzata nei documenti rivendicativi consegnati al Presidente della Repubblica, per affermare il diritto alla parità e la dignità dei nostri connazionali, seriamente menomati anche nei Paesi della Comunità in barba a tutte le clausole paritarie dei trattati di Roma.

Per ciascun paese di immigrazione la collettività italiana ha problemi propri, specifici, la cui soluzione richiede una cura assidua e una linea di condotta chiara da parte del governo italiano. E' quanto è mancato e manca tuttora, come dimostrano le decisioni del governo federale svizzero in materia di «statuto degli stagionali». E' vero che, in proposito, si è avuta recentemente una interessante presa di posizione del sottosegretario Granelli; ma, a quanto pare, manca una visione organica della questione, altrimenti non ci si limiterebbe a considerarla solo per ciò che attiene al contingentamento di quei lavoratori che sarebbero destinati ad essere e rimanere stagionali. Tutti gli altri aspetti riguardanti le condizioni di vita e di alloggio, le discriminazioni salariali, la separazione delle famiglie ecc., non vengono affrontati nè dal governo nè dalle nostre rappresentanze diplomatiche e consolari. E, ancora una volta, sono le associazioni degli emigrati a dare prova di sensibilità e maturità politica come hanno fatto le Colonie libere in Svizzera organizzando a Bienne un articolato convegno sulla intera questione degli stagionali.

Alcuni deputati dc hanno chiesto al Parlamento europeo di esaminare se le misure del governo di Berna siano compatibili con l'accordo per l'associazione della Svizzera alla CEE; un passo che potrebbe risultare di scarsa vitalità se mirasse ad eludere le responsabilità del governo italiano. Per noi il problema è di tale portata che non può essere limitato alla sola Svizzera. La partecipazione dei nostri connazionali alle lotte operaie in Germania ha contribuito ad imporre al mondo politico tedesco la scoperta dell'esistenza di una questione dei «lavoratori stranieri e loro familiari», con tutto ciò che essa rappresenta in fatto di ineguaglianze, discriminazioni, mercato nero della mano d'opera, emarginazione dalla società tedesca e, persino, xenofobia. Importanti sono i riconoscimenti giunti in tal senso dai giornali del partito di Brandt, *Vorwaerts* e *Neue gesellschaft*, anche se poi, in armonia con una sorta di «numerus clausus» approvato in giugno dal governo di Bonn per limitare la presenza di lavoratori stranieri, i padroni licenziano gli italiani e al loro posto assumono lavoratori di Paesi extra-comunitari.

Di fronte a questa realtà non pensiamo che basti dichiarare — come ha fatto l'on. Granelli in una intervista concessa in vista del suo imminente viaggio nella RFT — che «*nell'area disciplinata dalla normativa comunitaria, vi è già una sufficiente normativa giuridica ispirata al giudizio della parità di trattamento*». Non basta perchè è assente la azione del governo italiano per difendere e far rispettare il diritto dei nostri lavoratori alla parità. Ma ciò che maggiormente sorprende, è che le nostre rappresentanze diplomatiche e consolari in Germania — vedi le preferenze «culturali» del console di Stoccarda per gli uomini del MSI — preferiscono fare da tirapiedi ai fascisti anzichè occuparsi dei problemi dei nostri emigrati e soprattutto sorprende che al governo non ci sia nessuno che si mostri preoccupato per queste inclinazioni nostalgiche. Lo si è visto del resto anche a Lussemburgo dove la nostra rappresentanza diplomatica e consolare si è talmente distinta in questo atteggiamento di indifferenza verso i problemi dei nostri immigrati da far dire a questi, in occasione della visita di Leone: «Ci sentiamo figli di nessuno». La verità è che nei Paesi del Benelux come in Germania, in Francia come in Svizzera, quanto si è ottenuto e si ottiene nella affermazione dei diritti e degli interessi dei nostri connazionali e nella difesa della loro dignità è più frutto della opera unitaria delle associazioni degli emigrati e delle loro lotte, che non dell'azione e degli interventi delle autorità italiane. E' questa una situazione che deve cambiare per chi vuole che gli emigrati credano negli appelli che si rivolgono loro e che guardino con giustificate speranze alla promessa Conferenza nazionale dell'emigrazione. *(d.p.)*

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Secolo d'Italia di Roma del 2-XI-73

NON MANTENUTE LE PROMESSE

Abbandonati ed ingannati i nostri emigrati

NEL corso della esposizione delle linee programmatiche del nuovo governo di centro-sinistra, il Presidente del Consiglio riservò ai problemi dell'emigrazione brevi e generiche frasi.

Forse aveva paura di promettere sapendo di non poter mantenere, forse non era sicuro di poter attuare una seria politica in materia, la quale interessa oltre il dieci per cento della popolazione nazionale.

Tutti ignorano o fingono di ignorare l'importante problema e nessuno si preoccupa minimamente delle esigenze di milioni d'italiani sparsi nel mondo i quali vanamente attendono — da molti anni — quelle fantomatiche nuove prospettive di lavoro che consentirebbero il loro rientro in Italia.

Da diverso tempo le autorità governative hanno annunciato la Conferenza Nazionale per l'Emigrazione. Ma fino ad ora non si ha notizia di simile iniziativa.

Quali le finalità che si propone la Conferenza Nazionale per l'Emigrazione? Un amichevole incontro fra « alti papaveri » pronti a sfruttare con qualsiasi mezzo le disgrazie altrui

Noi non ci creiamo facili illusioni. Sappiamo benissimo che la Conferenza non apporterà nulla di nuovo. Sarà una brutta copia della sessione del C.C.I.E. (Comitato Consultivo degli Italiani all'Estero), debitamente allargata, con potere unicamente consultivo e priva di quello decisionale.

La verità è che il governo non vuole ascoltare la parola degli emigrati. Ha paura di quello che potrebbero dire. Preferisce, pertanto, ascoltare i soliti demagoghi della triplice sindacale, sempre pronti al compromesso in danno dei lavoratori.

Si rende necessaria, a questo punto, una precisa denuncia dei tentativi che si stanno perpetrando ai danni degli italiani emigrati.

Consci di tutto ciò, i nostri lavoratori guardano e seguono attentamente e con fiducia la battaglia che il MSI-DN ha intrapreso in favore dei connazionali che vivono abbandonati fuori dei confini della Patria.

BRUNO ZORATTO

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Sole d'Italie *di* Bruxelles *del* 3-XI-73

Dalle associazioni italiane

CONSEGNATO UN DOCUMENTO A LEONE

Signor Presidente della Repubblica.

« In occasione della Sua visita in Belgio, le Associazioni ed i Patronati dei lavoratori Le rivolgono il più sentito e caloroso saluto.

Essi vedono in questa visita non soltanto il significato di rinsaldare l'amicizia tra due popoli ma anche quello di ricevere con la Sua presenza l'immagine più viva del nostro Paese.

In tal senso, interpreti dei desideri della nostra collettività si onorano di sottoporre alla Sua attenzione quelli che ritengono i problemi più urgenti.

Sig. Presidente,

La collettività in Belgio, dopo i duri e sofferti anni dell'emigrazione del dopoguerra segnati anche dal sacrificio di tanti suoi figli, per le occasioni di lavoro differenziate dalla miniera e per le misure di accoglienza riassunte nella politica di immigrazione familiare di questo Paese, ha superato la fase di precarietà, pur subendo ancora nella vita civica e politica le condizioni di emarginazione proprie all'emigrazione.

I problemi di questa collettività si identificano dunque in primo luogo, nella rivendicazione di maggiori diritti di partecipazione e di promozione sociale.

L'inserimento nella vita aziendale illustrato non solo da una militanza sindacale ma anche da una qualificante partecipazione alle elezioni degli organismi rappresentativi d'azienda, e gli esempi anche attuali di partecipazione consultiva alla vita comunale costituiscono le fasi di maturazione e di sviluppo di una coscienza che ha come obiettivo finale quello di una vera e propria cittadinanza.

Quanto viene fatto per favorire l'integrazione politica di un'Europa che noi auspichiamo democratica e realizzata con uguaglianza di doveri e di diritti per tutti coloro che, di qualunque nazionalità siano, hanno in essa motivo di residenza e di lavoro, trova consenso ed alimenta le speranze di questa collettività.

Presupposto essenziale di questa prospettiva, che in tempi ravvicinati costituisce per gli italiani qui residenti un crescente riconoscimento di possibilità di partecipazione, è la promozione scolastico-culturale, che non è soltanto l'accesso — attraverso la scuola d'obbligo — al ciclo scolastico, ma anche l'effettiva possibilità di portare a compimento gli studi fino ai più alti gradi universitari.

In questo senso — Sig. Presidente — ci sembra opportuno chiedere che l'utilizzazione della lingua italiana nell'età prescolare e negli anni della scuola primaria venga inserita a pieno titolo nei programmi della scuola locale. Si agevolerebbe in tal modo il superamento delle prime difficoltà all'apprendimento rappresentate per il bambino dalla necessità di doversi servire di una lingua che non è quella materna.

A tal proposito fa riscontro la necessità che sia data organica risposta alla precaria situazione degli insegnanti italiani all'estero, le cui rivendicazioni sono da ascrivere non soltanto come riconoscimento di un loro stato normativo e retributivo nel quadro della riforma scolastica italiana ma anche come qualificante richiesta di maggiori interventi atti a favorire i loro necessari aggiornamenti professionali.

Cosi' non puo' essere dimenticato quanto è necessario per un equilibrato ed armonioso orientamento dei giovani sia nel campo tecnico-professionale (oggi in gran misura prevalente tra i giovani italiani), sia in quello umanistico e scientifico. Presupposto per una reale possibilità di lavoro è il riconoscimento dei diplomi e l'esercizio delle relative professioni.

Per ultimo desideriamo ricordare in questo campo il diritto di poter effettuare — anche in vista di un eventuale rientro in Italia — la scelta di una carriera scolastica prevalentemente sviluppata in lingua italiana. In tal senso è sentita l'urgenza d'istituire in Belgio una scuola superiore italiana o di rendere possibile a tutti l'ammissione alla sezione italiana della Scuola Europea senza discriminazione alcuna.

Sig. Presidente,

Il problema della promozione scolastica e culturale proprio ad una collettività che fonda il suo avvenire sui giovani non puo' farci tuttavia trascurare gli altri problemi di cui la tanto auspicata Conferenza dell'Emigrazione costituirà l'assise più idonea di esame e di dibattito.

La nostra attenzione ed il nostro interesse sono rivolti anche agli sforzi che sono in corso di sviluppo perchè l'emigrazione non costituisca più una scelta disperata: la valorizzazione del Mezzogiorno d'Italia rappresenta per tanti dei nostri connazionali una concreta speranza di un possibile rientro.

In questa speranza si colloca il problema della valorizzazione delle rimesse, per l'acquisizione della casa o come primo elemento di risparmio per una nuova sistemazione.

Per ultimo ci consenta, Sig. Presidente, di richiamare solo succintamente alcune considerazioni in materia di Sicurezza Sociale. Su questo piano si constata che i Regolamenti del Consiglio della C.E.E. mantengono tuttora disparità di trattamento fra i lavoratori che sono stati occupati in più Stati della Comunità, e che i lunghi ritardi nella trattazione delle domande di prestazioni, imputabili in larga parte alle istituzioni italiane, sono causa di profondo disagio per gli aventi diritto, soprattutto per le persone anziane, per gli invalidi, le vedove e gli orfani.

Si auspica percio' che si adottino le misure appropriate per eliminare gli ostacoli e le carenze burocratico-amministravive che ritardano l'esercizio e il riconoscimento dei diritti acquisiti nell'arco di una vita lavorativa e che si dia la più larga interpretazione possibile ai Regolamenti di Sicurezza Sociale della CEE, affinché si realizzino l'effettivo miglioramento delle condizioni di vita e di lavoro della manodopera migrante e la parificazione nel progresso, in conformità alle disposizioni sociali del Trattato di Roma.

Rivolgendoci a Lei Sig. Presidente che dell'Italia è il più alto rappresentante, confidiamo di trovare il migliore ed autorevole interprete presso il Governo ed il Parlamento delle nostre rivendicazioni e dei nostri problemi. »

— Per le A.C.L.I. (G. Garlazzo) — per la F.I.L.E.F. (E. Paolini) — per la Ferdinando Santi (S. Cantarelli) — — per l'U.N.A.I.E. (R. Gentile) — per il Patronato INAS (R. Ridolfo) — per il Patronato INCA (A. Marzari) per il Patronato ACLI (D. Rossini).

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1/

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Sole d'Italie *di* Bruxelles *del* 3-XI-73

Granelli tra i connazionali in Germania dal 5 al 9 novembre

Il Sottosegretario agli Esteri per i problemi dell'emigrazione, on. Luigi Granelli, si recherà nella Repubblica Federale di Germania dal 5 al 9 novembre per una visita di cinque giorni alle collettività italiane residenti nelle zone di Bonn, Colonia, Francoforte, Stoccarda, Norimberga e Monaco. Durante la sua permanenza in Germania il Sottosegretario — che sarà accompagnato dal Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali, Ambasciatore Vincenzo Tornetta, dal Capo dell'Ufficio X (Germania), Consigliere Lucio Foratti, e dal Capo della Segreteria, Consigliere Bruno Zappavigna — terrà una riunione consolare per un esame della situazione e dei problemi locali dei nostri emigrati nella Repubblica Federale. L'on. Granelli si incontrerà con le autorità preposte al settore del lavoro, in particolare con il Presidente dell'Istituto federale per il lavoro di Norimberga, con esponenti della collettività italiana, rappresentanti sindacali dirigenti di enti e istituzioni italiane, con i quali esaminerà le esigenze dei lavoratori e delle loro famiglie, specie in riferimento ai problemi delle scuole e degli alloggi.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere della Sera *di* Milano *del* 3-XI-73

LE ASSICURAZIONI DEL PERSONALE DOMESTICO

Procedure automatizzate per le Colf degli ambasciatori

Previsti versamenti sul conto corrente alle collaboratrici familiari dei rappresentanti diplomatici all'estero

Con l'entrata in vigore del decreto presidenziale numero 1403, del 31 dicembre 1971, riguardante le assicurazioni sociali per il personale domestico, l'INPS ha dovuto rivedere le disposizioni che regolavano il versamento dei contributi per i lavoratori domestici di nazionalità italiana, addetti al servizio privato di rappresentanti diplomatici e consolari della Repubblica accreditati presso gli Stati esteri.

Questi i nuovi criteri adottati per inserire tali «collaboratori e collaboratrici familiari» nelle procedure automatizzate in uso per l'assicurazione della categoria. Le sedi provinciali dell'Istituto di previdenza inviano ai rappresentanti diplomatici — man mano che pervengono le loro richieste o le comunicazioni di scelta dell'assicurazione italiana da parte dei lavoratori oppure le rimesse di versamento secondo le vecchie norme — i modelli L.D. 09 (denuncia di rapporto di lavoro domestico); i modelli in questione devono essere restituiti al più presto all'Istituto, con lettera raccomandata, completi di tutti i dati e le notizie richiesti. Qualora vi siano difficoltà ad allegare un certificato anagrafico del lavoratore o della lavoratrice, i «datori di lavoro» devono indicare gli estremi del documento dal quale sono state rilevate le generalità complete dei lavoratori stessi (utilizzando a questo scopo lo spazio contrassegnato dal numero 22 del modello L.D. 09).

Le sedi dell'Istituto di previdenza, una volta ricevuta la denuncia ed accertata la regolarità della stessa, la trasmettono ai Centri di acquisizione ed inviano al datore di lavoro interessato il fascicolo dei bollettini di conto corrente postale, con le debite spiegazioni per la loro corretta utilizzazione. Un modulo a parte è previsto per regolarizzare i periodi scaduti: il datore di lavoro lo dovrà trasmettere, completo dei dati richiesti, insieme alla rimessa di versamento dei contributi.

Nel caso in cui la rimessa (vaglia internazionale o altra forma di pagamento in moneta estera) non giunga contemporaneamente al bollettino debitamente compilato, il controvalore in lire italiane — ricavato dalla negoziazione della divisa estera — viene incassato ad un conto di transito, dal quale sarà poi immediatamente stornato al ricevimento del bollettino stesso. E' quindi molto importante precisare, sul predetto bollettino, l'importo della cifra versata.

G. D. I.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Mattino di Napoli del 3-11-73

UN ALLUCINANTE DRAMMA FAMILIARE

Un giovane emigrato lucano uccide il padre in Germania

La vittima è Savino Di Conzo, 41 anni, di Palazzo San Gervasio (Potenza) Alcoolizzato, espulso dal territorio tedesco, vi era rientrato clandestinamente - Ucciso a colpi di stampella durante una lite, bruciato e sepolto

Dal nostro corrispondente

BONN, 2 novembre

Nello spazio di pochi giorni, la Foresta Nera, nella Germania meridionale, è stata teatro di due tragedie famigliari i cui protagonisti sono emigrati italiani provenienti l'uno dalla Puglia e l'altro dalla Lucania. Il vice consolato italiano di Friburgo, che si è dovuto occupare dei due casi nello spazio di pochi giorni, è ancora sotto schock per la triste successione dei due eventi che hanno sconvolto la vita di due operose famiglie del nostro Sud.

La prima tragedia si era svolta nella serata del 25 ottobre scorso a Santa Georgia della Foresta Nera, dove Giovanni Antonio Tartaglia, di 38 anni, nativo di Chieuti (Foggia) ha ucciso la giovane moglie, Anna Maria Comes, di 26 anni, recandosi quindi con i due figlioletti, a bordo della propria auto in Italia, a Chieuti, dove veniva arrestato e confessava il delitto. Il Tartaglia avrebbe dichiarato agli inquirenti italiani di aver ucciso per gelosia e di soffocato la moglie con un cuscino, ma secondo quanto risulterebbe alla polizia del comune di Santa Georgia — la quale ha comunque archiviato ogni altra indagine, rimettendo le pratiche alle autorità italiane — la morte della giovane donna sarebbe avvenuta per strangolamento.

Inoltre non risulterebbe alla polizia di quel comune che sullo sfondo della tragedia ci fosse realmente un terzo uomo, della quale la donna si sarebbe innamorata. La polizia non esclude l'esistenza di un tale uomo, ma non le era riuscito, nel corso delle sue prime indagini, di appurarne l'identità.

Quasi sordido, allucinante, è invece il dramma che si verificava ieri — e la fatalità ha voluto che anche quel giorno fosse un giovedì — nel paesino di Fridingen, ad una sessantina di chilometri da Santa Georgia, in una famiglia di emigrati di Palazzo San Gervasio (Potenza): la vittima è Savino Di Conzo, di 41 anni padre di sette figli, di cui il più anziano è sposato e residente in Germania, il più piccolo ha solo 3 anni.

Espulso 4 anni fa dal territorio tedesco per diverse condanne subite « in seguito a reati connessi al suo cronico stato di etilismo » (vale a dire, l'uomo era in perenne stato di ubbriachezza) il Di Conzo si era recato in questi ultimi tempi a lavorare in Svizzera, dove aveva trovato un posto in una fabbrica di Losanna. Ricoverato all'ospedale di Vevey, in seguito ad un incidente che gli aveva procurato una grave lesione ad una gamba, l'uomo scappava il 7 ottobre scorso prima che fosse terminata la convalescenza, pur dovendo usare ormai una stampella per sorreggersi, e raggiungeva la famiglia a Fridinger, penetrando così illegalmente in territorio tedesco.

Moglie e figli acconsentivano a nasconderlo ed a proteggerlo, pur avendo egli ripreso a tiranneggiare la famiglia, pretendendo che gli venissero procurate continuamente bevande alcooliche. All'alba di giovedì scorso, verso le ore 5, dopo una tremenda lite, il figlio Domenico, di 19 anni, afferrava la stampella e colpiva ripetutamente il padre alla testa « sino a quando — egli ha confessato — non dava più segni di vita ».

Fuori non era ancora giorno, col favore delle ombre il giovane — probabilmente aiutato dal fratello Vito, di 20 anni — sospetta la polizia — trascinava il corpo dell'uomo nella sua auto e lo portava su una strada di periferia ai limitari di un bosco, dove lo seppelliva sotto un cumulo di immondizie, dopo avervi dato fuoco con litri di benzina contenuti nel bidoncino di riserva della sua macchina.

Poco prima delle nove dello stesso giorno, gli addetti al furgone che si reca periodicamente a raccogliere la spazzatura, scorgevano una mano affiorare dal cumulo dei rifiuti. La polizia, accorsa subito dopo, estraeva il cadavere dell'uomo, orribilmente sfigurato dalle fiamme: all'esame medico, si scopriva, nella gamba rotta, a presenza di un pezzo di metallo, inserito evidentemente nell'arto dai chirurghi per ripristinarne la deambulazione: il numero da cui era contrassegnato il pezzo, portava gli inquirenti sulle tracce dell'ospedale di Vevey e quindi all'identificazione dell'uomo. tutta la famiglia è stata arrestata in attesa che le indagini possano stabilire le precise responsabilità.

P. S.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Secolo d'Italia *di* Roma *del* 3-XI-73

Il Segretario Generale del Comitato Tricolore fra le comunità italiane del Sud America

L'on. Mirko Tremaglia, Segretario Generale del C.T.I.M. e Vice presidente del Comitato Interparlamentare degli italiani all'estero è partito alla volta dell'America Latina, dove si incontrerà con i nostri connazionali, esaminerà la situazione delle nostre collettività, svilupperà i rapporti di collaborazione fra queste e i Paesi che li ospitano e assumerà dati di prima mano sui problemi politici, sociali e culturali degli italiani residenti nell'America del Sud.

E' confermato che l'on. Tremaglia visiterà Argentina, Uruguay, Cile, Brasile, Perù e Venezuela.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Tempo di Roma del 3-XI-43

Armistizio a New York fra le famiglie mafiose

I clan rivali dei Gallo e dei Colombo insidiati da altri gruppi hanno sospeso le ostilità che si protraevano dagli Anni Cinquanta

NOSTRO SERVIZIO PARTICOLARE
New York, 2 novembre

« *Non va dimenticato che si tratta di gente soprattutto pratica, di mafiosi al passo con i tempi attuali, cioè pronti a mettere da parte rivalità ed odi personali, il che sarebbe stato impensabile ancora vent'anni fa, quando entravano in ballo fattori "economici" se non proprio l'esistenza dello stesso* racket. » Il tenente di polizia George Piccirilli, un « veterano » della lotta contro la malavita organizzata — venticinque anni di attività nella giungla d'asfalto newyorkese, dieci dei quali in qualità di vice-capo della « Squadra detectives » di Brooklyn — non ha dubbi in proposito nello spiegare i motivi che a suo dire hanno spinto le « famiglie » mafiose dei Gallo e dei Colombo a rinunciare alla loro sanguinosa rivalità per stabilire un armistizio e quindi un ferreo accordo di collaborazione

Le due bande, i cui scontri solo l'anno scorso sono costati la vita a diciotto *mobsters* ed a due innocenti uomini d'affari scambiati per mafiosi, da qualche mese a questa parte controllano insieme ogni attività — dal gioco d'azzardo alla prostituzione, dallo strozzinaggio al traffico della droga — nelle zone di Benson Hurst e Red Hook, vale a dire due fra le più importanti « piazze » della popolosa Brooklyn.

L'armonia fra i due clan, spiega ancora il Piccirilli, non è stata ristabilita su due piedi, ma è scaturita da una lunga serie di convegni segreti fra Vincent Aloi — il capo *pro tempore* della famiglia Colombo — ed Albert Gallo, l'ultimo dei tre famosi fratelli brooklynesi, ed i buoni uffici di tre *boss* della costa nord-orientale. Una serie di fattori diversi, infine cementati da una seduta della cosiddetta « commissione dei capi », hanno avuto il loro peso, nessuno però come il fatto che entrambe le bande continuavano a perdere entrate e uomini al punto da correre il rischio di scomparire.

Secondo fonti dirette della malavita, la « famiglia Colombo » aveva dovuto trascurare il *racket* a tal punto da perdere il controllo di tutte le bische e case di tolleranza clandestine organizzate nell'ultimo decennio nella zona negra brooklynese di Bedford - Stuyvesant. « *Quando ci si deve guardare le spalle* — dice il tenente Piccirilli — *è difficile curare gli... affari. Ciò spiega la facilità con cui il* racket *negro è riuscito a soppiantarli.* » I Gallo dal canto loro avevano grossi guai nelle « piazze » di Red Hook (bische e prostituzione) e nella zona del fronte del porto (droga e contrabbando).

Se a tutto ciò vanno infine aggiunti da un lato l'accentuata pressione delle forze dell'ordine — in particolare attraverso la costituzione della « Squadra speciale anti-racket » formata da agenti e detectives locali, statali e federali, e dall'altro la crisi al vertice del mondo sotterraneo (i capi, primo fra i quali « don Carlo » Gambino, il boss-dei-boss, vanno facendosi sempre più vecchi o scompaiono per morte naturale) è facile capire come e perché le due « famiglie » abbiano finito col rinunciare ad una sanguinosa rivalità risalente agli anni cinquanta e culminata nell'uccisione di «Crazy Joe» Gallo, e nella virtuale eliminazione di Joseph Colombo sr., rimasto paralizzato dai colpi di pistola sparatigli contro durante una manifestazione italo-americana a Columbus Circle nel cuore di Manhattan.

MIRKO MANZELLA
dell'Agenzia ANSA

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Tempo Illustrato *di* Milano *del* 4-XI-73

Storia fotografica della "grande migrazione" (1880-1914): vita e morte di milioni di italiani...

"...per terre assai lontane..."

a cura di Antonio Velíani

Nei primi anni Sessanta, quand'era imperante il "boom", ci fu chi presunse che entro il '70 l'Italia avrebbe avuto fame di mano d'opera, per la prima volta nella sua storia. Della questione — pochi, forse, lo ricordano — si discusse molto seriamente all'Accademia dei Lincei, nel maggio del '63. Quel convegno, di altissimo livello, ipotizzò che nel giro di un quinquennio si sarebbe realizzata anche qui, nel nostro Paese tradizionalmente tutt'altro che ricco, la piena occupazione. Dopodichè, che cosa avrebbe avuto interesse a fare, l'Italia? Avrebbe dovuto richiamare i propri figli, emigrati all'estero? O, piuttosto, favorire l'immigrazione dalla Spagna, dal Portogallo, dalla Grecia, dalla Turchia? Nella realtà il problema non si è posto: l'Italia non si è trasformata in importatrice di braccia; seguita a essere esportatrice.

2.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio

La "febbre dell'America" scoppiò l'indomani dell'Unità (1860): Unità mal fatta, mal nata sotto l'astuta regìa della classe borghese; e "febbre dell'America" forzosa, indotta, determinata non solo dall'eccedenza demografica ma anche dalla delusione, perchè nessuna delle "rivoluzioni sociali" promesse era poi seguita alla "rivoluzione politica". Da allora a oggi, 30 milioni d'italiani hanno lasciato l'Italia. I primi a farlo furono degli artigiani, dei commercianti. Poi, a legioni, i disperati: contadini, braccianti, manovali. Fu la "grande migrazione", fra il 1880 e il 1914. A essa si riferiscono le foto di queste pagine. Sono le stesse che costituiscono la mostra "L'altra Italia", ordinata con la collaborazione del Centro Studi Emigrazione di Roma da Gianfausto Rosoli e Oreste Grossi per la Sezione culturale del SICOF '73, il 5° Salone del cinema, fotografia, ottica e audiovisivi. Un album della cattiva coscienza nazionale: lo si può vedere in grande, e meditare, alla Fiera di Milano, dal 27 ottobre al 4 novembre.

(1)

(1) - Il settimanale riporta un ampio servizio fotografico

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere degli Italiani di Lugano del 4-12-73

IL PUNTO

Le dichiarazioni di G. Leone

Il Presidente della Repubblica Giovanni Leone, in visita di Stato in Olanda, ha incontrato, recentemente, la collettività italiana di Amsterdam. Giornale-radio e giornali non hanno mancato di dar rilievo all'avvenimento definendolo un degno coronamento di un'intensa giornata ufficiale del Presidente ed hanno sottolineato con soddisfazione il pensiero, espresso dal Presidente della Repubblica ai trentamila Italiani residente in Olanda. Questi Connazionali si sono bene inseriti nella società olandese, senza tuttavia perdere il loro attaccamento all'Italia. Essi non debbono più sentirsi «emigrati»; debbono piuttosto sentirsi messaggeri e cittadini di un'Europa, che sta faticosamente movendo i suoi passi verso l'unità.

Non mettiamo in dubbio le intenzioni e l'onestà di espressione del Presidente Leone: ne conosciamo la persona e la dirittura morale. Senz'altro Egli ha inteso rendere omaggio agli Italiani, residenti in Olanda per ragioni di lavoro e a tutti gli altri Lavoratori Italiani, sparsi in Europa e nel mondo.

Le buone intenzioni, tuttavia, non sono, purtroppo, la realtà. A noi Italiani, sparsi nel mondo, le parole del Presidente della Repubblica ripetono un ritornello che, da qualche tempo, sembra essere diventato la parola d'ordine dei Responsabili della politica italiana. I 5 milioni di Italiani, sparsi nel mondo, non sono più emigrati, ma Lavoratori che hanno fatto una libera scelta e che fanno onore al «lavoro italiano nel mondo». I 2,5 milioni di Lavoratori Italiani, sparsi in Europa, non sono più emigrati, ma cittadini della futura Europa, antesignani di una realtà politica, per ora solo auspicata, ma che pur si dovrà concretizzare. Parliamoci chiaro: non è che le belle parole e le belle espressioni ci esaltino; e nemmeno c'incantano perchè siamo troppo abituati a cogliere il vero significato che ci sta sotto. Purtroppo, sotto le belle parole del Governo, ripetute dal Presidente della Repubblica agli Italiani in Olanda, gli Italiani, sparsi nel mondo e in Europa, colgono facilmente alcune realtà che scottano. La prima: che l'Italia tenta, in tal modo, di liquidare il problema dell'emigrazione, delle sue cause e delle sue conseguenze; i fatti riguardanti la collettività italiana in Svizzera lo dimostrano ampiamente. La seconda: che i cosiddetti cittadini della futura Europa sono, a quanto pare, cittadini di una chimera. Su di loro gravano tutti i doveri, perchè sono cittadini. Essi, tuttavia, non possono avanzare alcun diritto, perchè l'Europa ancora non esiste.

E non solo non possono vantare diritti nei confronti dell'Europa, ma nemmeno dell'Italia. La Patria, infatti, considera questi suoi cittadini «occupati in trasferta».

Con buona pace di tutti e fatta salva la buona fede, sembra opportuno che, incontrando le collettività italiane all'estero, i nostri Governanti evitino di fare certe assurde affermazioni che suonano una beffa per chi conosce sulla propria pelle che cosa significhi emigrare.

••

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Lotta Continua di Roma del 4-XI-73

GLI STUDENTI STRANIERI CONTRO LA CIRCOLARE N. 30

Si sta sviluppando nelle università italiane la mobilitazione degli studenti stranieri contro le misure repressive che il governo ha preso contro di loro in evidente armonia con le direttive dei regimi reazionari e fascisti dei paesi di provenienza. In particolare, la famosa circolare n. 30 del 26 giugno scorso stabilisce: 1) che lo studente straniero per essere ammesso all'università italiana deve aver ottenuto una media non inferiore agli 80/100 al diploma di maturità, una condizione praticamente proibitiva; 2) la sede universitaria non può essere scelta dallo studente ma dal governo; 3) allo studente che non si laurea entro gli anni previsti non sarà rinnovato il permesso di soggiorno e verrà espulso di conseguenza.

Queste misure gravissime accentuano la già pesante selezione e aggravano le condizioni di controllo e repressione in cui vivono gli studenti stranieri in Italia.

E' in corso a Roma dal 1° novembre un convegno su questi problemi organizzato dall'UCSEI (Ufficio centrale degli studenti esteri in Italia), un organismo ufficiale creato nel '61 per rispondere alle esigenze dell'imperialismo italiano di selezionare e formare tecnici qualificati da inserire nei paesi di provenienza, un organismo quindi che non ha niente a che vedere con obiettivi di politicizzazione e organizzazione degli studenti stranieri in un corretto rapporto con la lotta di classe in Italia e nei rispettivi paesi.

Per questo motivo le organizzazioni antifasciste e antimperialiste degli studenti stranieri (Federazione studenti africani, Unione nazionale studenti somali, Unione generale studenti palestinesi, Unione studenti iraniani di Roma, Associazione studenti e intellettuali latino-americani, Schieramento antifascista antimperialista degli studenti greci di Roma) hanno denunciato in un comunicato stampa la manovra dell'UCSEI, hanno chiesto alle forze politiche che hanno aderito al convegno (PCI, PSI, PSDI, DC, PDUP e Manifesto) di chiarire la loro posizione nei confronti dell'UCSEI e della lotta degli studenti stranieri, e hanno convocato un'assemblea degli studenti stranieri a Roma per discutere il proseguimento della mobilitazione, che si terrà il 7 novembre alle 15 alla Casa dello studente in via Cesare De Lollis.

Ministero degli Affari Esteri

I

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere della Sera di Milano del 4-XI-73

Un documento per Leone

In riferimento all'articolo di Arturo Guatelli: «Gli emigrati italiani: ci sentiamo figli di nessuno», pubblicato sul *Corriere* del 28 ottobre, desideriamo precisare che il documento delle associazioni rappresentative dei lavoratori italiani di Lussemburgo indirizzato al presidente Leone, non è stato spedito per posta ma è stato consegnato dai sottoscritti all'addetto stampa del presidente dott. Valentino, nel corso di un cordiale colloquio.

Paolo Balbani
Mauro Giallombardo
Sergio Guccione
(Lussemburgo)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI
Ritaglio dal Giornale LA STAMPA di Torino del 4-11-63
Ministero degli Affari Esteri
I
1

Il Consolato di Mentone sarà soppresso dal 30 novembre

Senza assistenza i quattromila italiani che vanno a lavorare in Costa Azzurra

L'ufficio chiuso per esigenze di bilancio del ministero degli Esteri - I frontalieri protestano: "Ogni anno portiamo 5 miliardi in Italia; non siamo dei parassiti" - "Ventimiglia è ormai una città dormitorio — afferma il sindaco — abbiamo continui rapporti con Mentone, la delegazione consolare è indispensabile" - Il sen. Zaccari, del Parlamento europeo: "E' un gravissimo errore; si annullano anni di sacrifici per una migliore comprensione fra le popolazioni"

(Dal nostro inviato speciale)

Ventimiglia, 3 novembre.

Il 30 novembre il viceconsolato italiano di Mentone chiuderà i battenti. La decisione di sopprimere questo ufficio è stata presa dal ministero degli Esteri, nei giorni scorsi, e rientra nel quadro di ristrutturazine degli uffici e delle rappresentanze consolari all'estero. Tre sono le motivazioni addotte per la soppressione del viceconsolato di Mentone: la necessità di rafforzare i consolati d'Italia nella zona europea dove più intensamente si è sviluppata la nostra emigrazione; la politica di riduzione degli uffici periferici in territorio francese in atto da qualche tempo e infine esigenze di bilancio, direttamente connesse con la riduzione degli stanziamenti al ministero degli Esteri.

La notizia della chiusura di questo ufficio ha sollevato vivaci reazioni nell'opinione pubblica. I più accaniti sono i frontalieri, gli operai italiani che ogni giorno si recano a lavorare oltre confine, che si sentono maggiormente danneggiati da questa decisione che qui, a Ventimiglia, è giudicata almeno inopportuna e quanto mai impopolare. Sono circa quattromila i frontalieri che quotidianamente varcano la frontiera a Ponte S. Luigi, Ponte S. Ludovico, oppure servendosi della ferrovia. Questi, circa tremila, in maggioranza donne, lavorano in aziende monegasche e non sono direttamente interessati a questo provvedimento. Settecento, invece, sono occupati presso industrie francesi a Mentone, Nizza e in altre località della costa.

«*Questi pendolari del confine sono i diseredati del Paese* — dice Carlo Girondi, sindacalista della Cgil, che da anni si occupa del problema dei frontalieri —. *Non si può continuare a provocare altri disagi a gente che ne ha già un mucchio*». Girondi, che lavora in un'industria di Mentone, e perciò conosce per esperienza personale la vita e il disagio di questi pendolari, afferma che «*i frontalieri della provincia di Imperia, ogni anno, portano circa cinque miliardi alle casse dello Stato. Se non si può far nulla per motivi umanitari, bisognerebbe almeno che si tenesse conto di questo. Noi non siamo dei parassiti, con il nostro lavoro contribuiamo, in maniera notevole, all'economia nazionale. Invece, forse perché siamo pochi, forse perché lavoriamo all'estero, continuano a ignorarci: quando fanno qualcosa che ci riguarda, come in questo caso, è per crearci nuove difficoltà*».

Secondo Girondi il consolato di Mentone «*è una necessità effettiva. La sua opera è utilissima perché i frontalieri hanno sovente bisogno dell'ufficio per sbrigare pratiche, ottenere nulla osta o anche, soltanto, per interpretazioni di qualcuno dei vari problemi di frontiera collegati direttamente con la loro particolare posizione di lavoratori stranieri che vanno e vengono da una nazione all'altra*». Soppresso l'ufficio di Mentone, da dicembre i frontalieri per queste pratiche dovranno rivolgersi ai consolati di Nizza e Montecarlo. «*Distanti, scomodi da raggiungere e meno sensibili ai nostri problemi*».

Anche Albino Balestra, sindaco di Ventimiglia, è contrario alla chiusura del consolato di Mentone. «*Ventimiglia è una città dormitorio: non è in grado di offrire un lavoro, una sistemazione a tutti quelli che arrivano, perciò la gente va a cercare un'occupazione all'estero e torna qui la sera soltanto per dormire*». La maggioranza dei frontalieri, infatti, è formata da immigrati provenienti dalle regioni meridionali. «*Anche se da qualche tempo si nota una riduzione negli arrivi* — precisa il sindaco — *non bisogna dimenticare che questo fenomeno dura da vent'anni e i problemi con esso collegati sono molti e complessi. Tutti, o almeno in parte, collegati con i problemi di frontiera: per questo la presenza di un ufficio consolare a Mentone è quanto mai importante*».

Per Balestra, inoltre, la soppressione di questo ufficio avrà gravi ripercussioni anche in seno all'amministrazione comunale. «*Ventimiglia e Mentone hanno molti problemi in comune. Ricordo i due più importánti: l'uso delle acque del torrente Roia e la costruzione di un inceneritore in comune tra le due città a mezza strada tra loro. Il consolato rappresentava finora l'interprete ideale per la soluzione di questi problemi. Adésso che verrà a mancare questo trait-d'union, tutto andrà più a rilento*». Per il sindaco della città rivierasca, «*questo è un nuovo colpo inferto a tradimento. Tre mesi*

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... del .....

fo è già stato chiuso l'ufficio del Registro creando notevole disagio per tutta la popolazione. Prossimamente verrà soppresso anche quello delle imposte dirette».

Alberto Cassini, consigliere provinciale e segretario della consulta italo-francese, parla senza mezzi termini di *«insensibilità del governo verso i problemi della Riviera occidentale»*. Ventimiglia e Bordighera, con i loro comuni, hanno una popolazione di oltre 45 mila abitanti: *«Il nostro ufficio del Registro era considerato di prima classe. Di gran lunga più importante di quello di Imperia, eppure è stato chiuso. Così tutte queste persone adesso, per sbrigare i loro affari, dovranno andare a Sanremo, con grandi disagi e perdite di tempo notevoli. Il consolato di Mentone era un piccolo "toccasana" per i nostri frontalieri: la decisione di chiuderlo non fa altro che aumentare i loro disagi. Ma nessuno, a Roma, sembra rendersi conto di queste cose. Le decisioni vengono prese sulla carta: un tratto di penna e tutto è sistemato».*

Il sen. Raoul Zaccari, membro del Parlamento europeo e presidente della consulta italo-francese, si dice molto dispiaciuto per questo provvedimento che colpisce soprattutto gli interessi dei frontalieri e di tutti quegli operai italiani (circa settemila) che risiedono in territorio straniero. Secondo il senatore Zaccari, il provvedimento avrà anche riflessi negativi sul turismo. *«Secondo me, le motivazioni presentate dal ministro per la chiusura di questo consolato sono assai discutibili. Bisogna tener presente un fatto di grande importanza: la frontiera che separa il dipartimento delle Alpi Marittime dalle province di Imperia e Cuneo, è tuttora dilaniata da gravi problemi economici, sociali ed organizzativi. Dal 1956 stiamo lavorando per creare fra i due popoli una atmosfera di cordialità e di costruttiva collaborazione».*

«E' sufficiente ricoraare — conclude il senatore — *che durante l'ultima guerra qui si sono svolti i più aspri combattimenti e che questa frontiera ha subito forti spostamenti col trattato di pace del '47, per indicare quanto siano difficili i rapporti fra persone che adesso fanno parte dello stesso paese, ma provengono da nazioni diverse e un tempo nemiche. L'eliminazione del viceconsolato segnerebbe l'insuccesso di anni di lavoro. La Francia, quando ha soppresso il proprio consolato di Ventimiglia, ha commesso un grave errore. Oggi, l'Italia ne sta compiendo un altro ancora maggiore».*

Francesco Fornari

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I, IV e III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Unità di Roma del 4-XI-73

Vi partecipano delegazioni di 22 paesi d'Europa e del Mediterraneo

A Istanbul dal 7 novembre la Conferenza sindacale internazionale sull'emigrazione

Al centro dei lavori la lotta contro le discriminazioni e il mercato nero di manodopera, la garanzia dei diritti sindacali, civili e politici, la sindacalizzazione degli emigrati - La rappresentanza della CGIL-CISL-UIL

Dal 7 al 10 novembre si terrà a Istanbul la 2. Conferenza delle organizzazioni sindacali dei paesi d'emigrazione e di immigrazione d'Europa e del Mediterraneo. Sono state invitate oltre 30 centrali sindacali di 22 paesi, compresi quelli del Nord Africa (Algeria, Marocco e Tunisia) e la Turchia, che è il paese ospitante. L'iniziativa è stata preparata da un Comitato internazionale costituito nel '72, in occasione della 1. Conferenza tenutasi a Belgrado, di cui fanno parte rappresentanti della CGIL, CISL, UIL e dei sindacati tedeschi, algerini, francesi, jugoslavi e svedesi.

Della delegazione italiana fanno parte, oltre ai segretari confederali ed ai responsabili degli Uffici emigrazione: Vignola e Vercellino per la CGIL, Ciancaglini e Cavazzuti per la CISL, Torda e Ferioli per la UIL, anche numerosi sindacalisti, tra cui i segretari nazionali della Federazione unitaria dei lavoratori delle costruzioni Cerri Kirschen e Toni, una rappresentanza unitaria dei metalmeccanici, Angelini per l'INCA, Rocchi Rovizza e Degano per l'INAS, Russo Sommi e Marioli per l'ITAL, Lami e Zanier per gli Enti sindacali di formazione professionale (Ial e Ecap), dirigenti sindacali regionali della Sardegna, Lucania e Lombardia.

Il rilievo che la Conferenza assume è strettamente legato alla complessità dei problemi che i lavoratori emigrati hanno oggi di fronte, sia per i massicci spostamenti di mano d'opera (12 milioni in Europa), sia in relazione al grado di sviluppo economico nelle diverse regioni, alle forme illegali di sfruttamento della forza lavoro, al mercato nero della manodopera. Tutte questioni che stanno esplodendo e che sono quindi al centro della attenzione e della iniziativa sia dei sindacati che di numerosi governi e organizzazioni nazionali e internazionali.

Il tema all'ordine del giorno della Conferenza di Istanbul — la garanzia di un'effettiva parità di trattamento e di diritti per gli emigrati — verrà affrontato sulla base di un documento approvato dal Comitato promotore, e nel quale sono riassunte le principali posizioni, rivendicazioni e proposte delle centrali sindacali nazionali.

In particolare nel documento si sottolineano le esigenze di una lotta contro le discriminazioni e le forme di mercato nero della manodopera, il rispetto e l'adeguamento dei contratti collettivi alle esigenze degli emigrati, la creazione di un organismo della CEE con i paesi associati per il controllo dei movimenti migratori, nel quadro di una politica programmata del mercato del lavoro, la costituzione di un Ufficio europeo di coordinamento sui problemi dell'emigrazione, misure per garantire equi trattamenti previdenziali, per assicurare la formazione professionale, il riconoscimento delle qualifiche dei lavoratori emigrati e la scolarizzazione dei loro figli, la garanzia dei diritti sindacali, sociali e politici, infine lo sviluppo della collaborazione tra le centrali sindacali in questo campo, intensificando soprattutto l'azione per la sindacalizzazione degli emigrati.

Il documento avanza anche la proposta di rivolgere un appello agli emigrati e a tutti i lavoratori sulla attivizzazione e la difesa dei loro diritti.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avanti! di Roma del 4-XI-73

AVRA' LUOGO DAL 7 AL 10 NOVEMBRE

2ª conferenza sull'emigrazione a Istanbul

Preparata da un Comitato costituito nel 1972 alla prima conferenza di Belgrado, di cui fanno parte rappresentanti di CGIL-CISL e UIL, oltre che dei sindacati tedeschi, algerini, francesi, jugoslavi e svedesi, si terrà a Istanbul, dal 7 al 10 novembre, la seconda Conferenza dei sindacati dei paesi d'emigrazione e d'immigrazione d'Europa e del Mediterraneo.

Vi parteciperanno oltre trenta centrali sindacali di 22 paesi, compresi quelli del nord Africa (Algeria, Marocco, Tunisia) e la Turchia.

Della delegazione italiana fanno parte; oltre ai segretari confederali ed ai responsabili degli uffici emigrazione, Vignola e Vercellino per la CGIL, Ciancaglini e Cavazzuti per la CISL, Torda e Ferioli per la UIL, anche numerosi sindacalisti tra cui i segretari della federazione unitaria lavoratori delle costruzioni — Cerri, Kirschen e Toni —, una rappresentanza della federazione lavoratori metalmeccanici. Angelini per l'INCA, Rocchi, Rovizza e Degano per l'INAS, Russo, Sommi e Marioli per l'ITAL, Lami e Zanier per gli enti sindacali di formazione professionale (IAL e ECAP), dirigenti sindacali regionali della Sardegna, Lucania, Lombardia.

La conferenza e l'iniziativa sindacale in questo campo acquistano un rilievo e una risonanza particolare in questo momento in cui i problemi dei lavoratori emigrati, dei massicci spostamenti di lavoratori (12 milioni in tutta Europa), delle forme illegali di sfruttamento, di subappalto e mercato nero della manodopera stanno esplodendo e sono al centro dell'attenzione non solo dei sindacati e dei lavoratori, ma anche di numerosi governi e consessi nazionali, europei e internazionali.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IASM-NOTIZIE di Roma del 5-11-73

OCCUPAZIONE, MIGRAZIONI, FORMAZIONE

29. La situazione dei lavoratori italiani in Germania e la politica regionale comunitaria, sono al centro della visita del sottosegretario agli Esteri, Luigi Granelli, nella Repubblica federale tedesca. Lo ha messo in evidenza lo stesso Granelli in una intervista rilasciata a *Il Giorno*. "Mi propongo – ha detto – contatti diretti con il Governo di un Paese amico come la RFT e con una comunità italiana che è tra le più numerose in Europa. Il tema centrale è quello delle condizioni in cui avviene la nostra emigrazione. Sono finiti i tempi della retorica e dei facili trionfalismi. I nostri emigranti affrontano la loro esperienza di lavoro all'estero tra a grandi difficoltà, spinti da ragioni di vita più che da una libera scelta e dobbiamo fare ogni sforzo per garantire un'eguaglianza reale tra i nostri lavoratori e quelli dei Paesi ospitanti. La collaborazione con la Germania è, in genere, buona ma molti problemi attendono ancora di essere risolti.

"Essendo più di quattrocentomila i nostri lavoratori in Germania, pari a circa il 17,5 per cento della manodopera straniera – prosegue il sottosegretario –, è evidente che non sono di facile soluzione i complessi problemi degli alloggi, della formazione professionale, della scuola per i figli, dell'assistenza diretta e indiretta, della maggior partecipazione degli italiani alla vita sindacale e amministrativa del Paese. Delicato è anche il problema dei rapporti con i lavoratori extra-comunitari che non possono essere oggetto di discriminazione nè di sottoccupazione. E' in atto tra Italia e Germania uno sforzo comune che intendo intensificare nel reciproco interesse e con la speranza di addivenire a risultati concreti".

Parleremo anche – soggiunge Granelli – di politica europea "I nostri rapporti bilaterali vanno migliorati in un'ottica europea. Non ci stancheremo di affermare che in Europa è necessario esportare capitali nelle aree sottosviluppate più che continuare ad importare manodopera in zone industrializzate ad alto tasso di occupazione e di costi. Il Mezzogiorno italiano è un problema europeo e di esso avremo modo di parlare concretamente con i nostri amici. L'offerta di lavoro a molti nostri connazionali è, non solo nel caso della Germania, un contributo apprezzabile e di cui dobbiamo essere grati. Ma l'adeguamento della nostra rete consolare ai crescenti bisogni delle comunità italiane, come lo sviluppo di una politica economica che consenta eventuali rientri dei nostri emigranti ed una mobilità della manodopera effettivamente libera, sono compiti che richiedono un maggiore impegno italiano se vogliamo essere credibili nei rapporti bilaterali o in sede europea. Un dialogo diretto con i lavoratori italiani in Germania, in vista della Conferenza Nazionale dell'emigrazione, che è nostra intenzione realizzare senza ulteriori rinvii, sarà molto utile anche a questo proposito". (*Il Giorno*, 5 novembre).

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Friuli Sera *di* Udine *del* 5-XI-73

Lettera aperta sull'emigrazione

Egr. sig. assessore all'Emigrazione, chi le scrive, è un corregionale già emigrato e rientrato «definitivamente» qualche anno fa'.

All'estero, mi è sempre piaciuto utilizzare il proprio tempo libero nell'osservazione di quanto mi circondava, di quanto accadeva nel campo dell'emigrazione italiana e non soltanto quella, nella letteratura più o meno attenta della stampa sia locale che quella italiana in genere.

Tale del tutto, innocente mania chiamiamola così se permette, rimastami tuttora, è il motivo per cui seguo sempre con un certo interesse — ancorchè permeato da profondo scetticismo — ogni notizia ai miei ex colleghi di sfortuna, emigranti.

Le dico subito che tutte le attestazioni o manifestazioni a carattere più o meno trionfalistico (per usare un termine in... voga) che ho letto in questi ultimissimi tempi in materia, non hanno mai provocato in me lacrime di commozione, nè strilli di giubilo. Tutt'al più, ad essere sincero, ho provato un maggior senso di frustrazione. Non fosse altro, pel fatto di poter fare niente o quasi, per la cessazione radicale di un tale stato di cose.

Ed è appunto cercando di immedesimarsi in esse cose, che passo tranquillamente ad affermarle che qualora le molteplici intenzioni o promesse graziosamente e con somma larghezza elargite agli emigranti in questi trascorsi anni venissero tradotte in realtà, non v'è dubbio alcuno: per buona parte di essi, tutti, la strada del felice ritorno in famiglia, in Patria, risulterebbe lastricata di ...rose ed altri fiori. Ma lei sa benissimo che così non è!!

Fatte salve le cifre pubblicate e relative ai rientri (?) più o meno definitivi degli ultimi tre anni e in mancanza di altrettanta esattezza (?) per coloro che in analogo periodo di tempo sono dovuti espatriare, è quanto mai agevole affermare che i secondi sono pur sempre in maggior numero. Questa affermazione trova conferma nei dati dell'ultimo censimento della popolazione ed anche in quelli dell'occupazione.

Perchè allora parlare di «attenzione del fenomeno» o addirittura «pareggio tra arrivi e partenze»? Secondo me, chi così si esprime, usa termini «futuribili». Assai futuribili purtroppo. Termini che meglio si addicono poi se ne vanno. Anche se in termini inversi, nel campo dell'emigrazione non è così. Ne conviene?

Cifre alla mano, è ormai assodato che la nota legge 24 del '70 ha affatto contribuito in maniera determinante — come si sperava fosse — ai rientri. Ciò essendo questi nella maggior parte dei casi collegati a cause contingenti varie quando non addirittura imputabili a vera spontaneità o rotazione che dir si voglia.

Una sola differenza si può riscontrare tra l'oggi ed il passato: è finito il tempo in cui, orgogliosamente chiuso in se stesso, l'emigrante friulano non chiedeva altro che di poter lavorare. Ora esso ha capito che per ottenere un miglior destino per sé ed i propri discendenti bisogna chiedere, chiedere sempre più insistentemente finchè, finalmente, la sua voce venga sentita ed ascoltata da chi di dovere.

E' proprio in base a questa ultima considerazione che le chiedo di interessarsi ai miei ex compagni di sventura ed ai loro infiniti problemi in maniera meno superficiale e, perdoni, demagogica ossia più concreta e concludente sul piano della realtà numerica, che non i suoi predecessori.

Per esempio, direi sarebbe veramente ora di finirla con quel certo paternalismo di borbonica memoria, sinora sempre messo in opera nei confronti degli emigranti.

Per spiegarmi meglio le dirò che non ho mai inteso delegare il mio affetto di padre verso i figli all'estero, lontani, a chicchessia dei suoi conoscenti o colleghi che negli anni passati hanno girato il globo in lungo ed in largo, — con o senza registratori a valigetta — nell'interessato (ahimè!) intento di ....rastrellare simpatie in vista di future prossime elezioni.

Infine, non sarà di troppo ricordare, in questa sede, che, solo per dire, i connazionali rientrati dalla Libia hanno avuto provvidenze dell'ordine di mezzo milione di lire a testa e per componente familiare noti bene. oltre al diritto, se sono bene informato, a 45 gg. di permanenza in alberghi o pensioni di categoria a spese dello Stato. Per non parlare di agevolazioni in materia di concorsi pubblici e semipubblici come pure in campo commerciale ed industriale. Di recente, la apposita Commissione Finanze e Tesoro al Parlamento, ha proposto una proroga sino al 1977, delle norme cui cennavo prima. Non sono anch'essi da considerare emigranti a suo tempo per lavoro ed ora rientrati? Sia pure a causa delle bizze del dittatorello di turno laggiù?

Sotto questo profilo, vede dunque che la ripetuta legge 24 cui sembra le piaccia richiamarsi è alquanto carente o meglio, imperfetta. Come tale è abbisognevole di urgenti modifiche qualitative oltreché quantitative, se si vuole veramente dare un impulso ai rientri e, di seguito, estirpare la mala piaga che risponde al nome di emigrazione.

Da ultimo, mi permetta, faccia in modo che i problemi degli emigranti non vadano dimenticati per riapparire tali e quali tra qualche anno ovvero alla vigilia della prossima tornata eelttorale.

Ringraziandola per l'attenzione, distintamente la saluto.

Antonio Sperandio
ex emigrato

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Messaggero di Roma del 5-XI-73

MANCANO NOTIZIE DA 15 GIORNI

Altri quattro italiani dispersi nel Sahara

SERVIZIO DI **EZIO PASERO**

MILANO, 4 novembre — Altri quattro italiani sono scomparsi nel deserto del Sahara. « Stiamo facendo di tutto. Abbiamo messo in moto la nostra ambasciata di Abidjan, si sono interessati i governi del Mali, del Niger e dell'Alto Volta, sono state avvertite le frontiere e le emittenti radio locali, ma finora non abbiamo praticamente notizie ». A raccontare queste cose, con voce bassa e preoccupata, è il dr. Antonio Rineri, medico di Caponago (Milano); suo figlio e i suoi tre amici, partiti per un «raid» attraverso l'Africa, non hanno dato più alcuna notizia da quando si sono inoltrati nel deserto del Sahara. L'ultima comunicazione diretta risale a 15 giorni fa, anche se alcuni camionisti inglesi, una settimana più tardi, hanno fatto sapere di averli incrociati sulla pista che da Djamet porta a Tamanrasset, nel Sahara algerino, intenti a liberare il loro pulmino insabbiato. I quattro giovani sono Riccardo Rinieri, di 22 anni, Giordano Brambilla, di 32, abitante a Melzo (Milano) e i due mantovani Bruno ed Ermes Baroni, zio e nipote, tutti piuttosto esperti di simili viaggi.

Erano partiti con un pulmino Volkswagen con l'intenzione di attraversare l'Africa Occidentale dalla costa mediterranea al golfo di Guinea, lungo l'Algeria, il Niger e l'Alto Volta, percorrendo le piste battute dai mezzi transahariani. Nulla di particolarmente pericoloso, se si esclude il rischio di qualche incontro con le tribù di beduini vaganti nel deserto, che non sempre si dimostrano molto amichevoli. Ma è ovvio che il ruolino di marcia, soprattutto in questa stagione, ha solo un valore indicativo: basta una tempesta di sabbia ,o una «panne» qualsiasi, per costringere a bivacchi fuori programma. Resta il fatto ,comunque, che dal 26 ottobre scorso, quando era stata vista dai camionisti inglesi, la spedizione avrebbe dovuto comodamente raggiungere la capitale dell'Alto Volta, Quagadougou, mentre i quattro giovani non hanno ancora dato alcuna notizia di sé.

L'unica informazione consolante è giunta stamane da Tamanrasset: un telegramma inviato a Caponago afferma che la spedizione avrebbe superato il confine algerino.

A far pervenire il messaggio sono stati Emilio Colombo e Enzo Ragusa, i due impiegati della Lufthansa di Torino partiti nei giorni scorsi per cercare i loro quattro amici dispersi nel Sahara da oltre un mese. Si tratta del torinese Mario Armanni e dei milanesi Tullio Galimberti, Roberto Vitrani e Liliana Morani. Partiti da Tunisi con una «fuoristrada» di fabbricazione russa per raggiungere Città del Capo, i quattro avevano fatto sosta il 27 settembre a Tamanrasset, raggiungendo poi il posto di frontiera algerino e quello del Niger, situato ad Assamaka.

Le loro tracce si perdono qui, all'inizio di una pista di 500 chilometri difficilissima, dove basta una piccolissima deviazione per smarrirsi. Le ricerche sono ora coordinate da Giuseppe Zanini, un esploratore che conosce particolarmente bene quelle zone e che si avvale, in collaborazione con le autorità locali, di alcuni piccoli aerei da turismo, in grado di volare a bassa quota. Ma finora non è stato raggiunto alcun risultato. E' come cercare un ago in un pagliaio, dicono gli esperti del deserto, ma è molto più drammatico.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale La Nazione di Firenze del 5-XI-73

I DATI SULL'ESODO DEGLI ITALIANI

Emigrano i giovani

Oltre centocinquantamila espatriati in un anno, un contingente inferiore a quello del passato - Tre quarti hanno meno di quarant'anni

Roma, 4 novembre.

Le strade dell'emigrazione italiana all'estero sono sempre più popolate di giovani. Direi che la giovinezza è la prima caratteristica dell'emigrazione negli anni Settanta. Se ne ha l'impressione anche attraverso i contatti occasionali e superficiali, entrando nelle stazioni o avvicinando le zone industriali o percorrendo certe vie cittadine di centri stranieri: «Siamo di casa in tutto il mondo», dicevano una volta gli italiani non senza una punta di civetteria. E' così ancora oggi: ma l'accento della nostra lingua, che si coglie nella stazione di Zurigo o nelle officine della Volkswagen e simili, è un accento tipicamente giovanile e meridionale. Al carattere della giovinezza occorre aggiungere quello — inseparabile — della meridionalizzazione.

Non si tratta di un fenomeno soltanto italiano. Anche altri paesi, quelli specialmente di lunga tradizione migratoria, lo registrano in forme particolarmente accentuate: così la Spagna e il Portogallo.

Ora, questa tendenza giovanile incuneatasi in un fenomeno così vasto e molteplice qual è l'emigrazione estera merita la più grande attenzione. Sarebbe profondamente errato attribuirla al senso di avventura che muove talvolta una certa gioventù del nostro tempo.

Dimensioni

Fermiamoci all'Italia. Vediamo le dimensioni e il volto dell'emigrazione giovanile. I dati elaborati dall'istituto centrale di statistica per il 1970 indicano un totale di 151 mila 854 espatriati (in passato si registrarono cifre superiori). La maggior parte di questi è costituita da gente giovane, nel pieno vigore delle energie. Solo una quarta parte degli emigranti ha superato i quarant'anni, il resto appartiene a classi di età inferiore.

Vediamo un po' più particolareggiatamente il quadro. Stanno al primo posto i giovani in età compresa tra i venti e ventiquattro anni, che costituiscono il 15,4 per cento (23.438 persone). Seguono, nell'ordine, quelli compresi tra venticinque e ventinove anni (21.832); al terzo posto quelli tra trenta e trentaquattro anni (20.353). Si tratta, fin qui, di lavoratori. Ma si aggiunge loro una categoria nuova, quella dei familiari, composta di bambini e ragazzi al di sotto dei tredici anni, per un valore complessivo di 20.123 persone. Seguono poi quelli compresi tra i trentacinque e i trentanove anni (16.207).

Dei già ricordati centocinquantamila italiani espatriati, ben 115 mila 114 si sono diretti in Europa. Non è più il tempo in cui una massa di emigranti si dirigeva in America, dove «si va a cercar fortuna», come dice la canzone di Marechiaro. Anche qui il primato spetta ai lavoratori dai venti ai ventiquattro anni: sono stati 18.580, corrispondenti al 16,1 per cento.

Vediamo le conseguenze nelle zone di partenza. I fatalisti dicono che l'emigrazione giovanile rappresenta un alleggerimento del mercato di lavoro: più emigrati all'estero, meno disoccupati o sottoccupati in patria. Ma nella concezione moderna bisogna rilevare l'altro aspetto: l'esodo è un impoverimento della popolazione attiva, un impoverimento tanto più grave trattandosi di zone già povere e abitate ormai spesso da vecchi e da bambini. Nei dati statistici mancano indicazioni particolareggiate sulle terre di partenza dei giovani. Risulta che in termini generici le regioni più provate sono quelle meridionali. In testa la Puglia col 15,7 per cento, seguita a poca distanza dalla Campania (13,8 per cento), dalla Sicilia (12,6 per cento), dalla Calabria (11,4 per cento). Non ne vanno esenti le regioni settentrionali, soprattutto il Veneto (8,4 per cento) e la Lombardia (6,7 per cento), seguite da altre con valori molto inferiori, che denotano una configurazione diversa del fenomeno. Il problema più serio, insomma, proposto dalla componente giovanile, riguarda sempre il dissanguamento delle terre meno sviluppate.

Quanto alle nazioni di arrivo, questa iniezione di giovinezza nelle schiere migratorie sconvolge il volto tradizionale della nostra emigrazione all'estero. Si tratta di due mondi assai diversi, che devono convivere in terra straniera, a contatto con problemi comuni quali sono quelli della loro condizione giuridica e lavorativa, e con problemi diversi: quelli che scaturiscono dai rapporti tra generazioni.

E' chiaro che i giovani, in virtù della loro stessa età e mentalità, sono più in grado di intrattenere rapporti di amicizia, conoscenza, scambio di esperienze. Il processo di inserimento è per loro più facile. C'è invece il rischio della perdita di contatto con le radici originarie, e non è cosa di poco conto.

Il problema dei problemi riguarda il lavoro, e in particolare la formazione professionale, il patrimonio, cioè, che non dovrebbe mai mancare nella valigia dell'emigrante, e specialmente del giovane. La speranza di fare dell'esperienza migratoria l'occasione propizia per acquistare un'adeguata formazione professionale si dimostra fondata solo in casi eccezionali. In pratica è quasi un'utopia. L'immigrato all'estero deve accontentarsi almeno per molto tempo dei lavori più umili e assistere da lì allo sviluppo di una mobilità sociale, alla quale egli rimane estraneo.

Il rientro

Ma l'emigrazione europea presenta da anni un'accentuata rotazione. La forte immissione di correnti giovanili solleva quindi tutte le questioni connesse con questa caratteristica, compresa anche quella della preparazione dei rientri in patria.

Un altro ordine di idee riguarda la presenza dei bambini, e il problema scolastico, vero dramma delle famiglie immigrate, che popola i collegi di frontiera, separando drasticamente i figli dai genitori: e questa è ancora una soluzione del minor male. Per assicurare la scuola ai figli dei migranti c'è moltissima strada da fare.

F. D.

Ministero degli Affari Esteri

VII

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'UNITA' *di* Roma *del* 5-11-73

Riduzioni delle tariffe ferroviarie per le elezioni di novembre

ROMA, 4 novembre

In occasione delle elezioni del 18 novembre prossimo per il rinnovo del Consiglio regionale del Trentino Alto Adige e del 18 e 19 novembre per il rinnovo di alcuni Consigli provinciali e comunali, gli elettori residenti nel territorio nazionale hanno diritto — in base alla legge 26 maggio 1969 n. 241 — alla riduzione tariffaria del 70% per i viaggi sulle Ferrovie dello Stato sia in prima che in seconda classe, mentre gli elettori residenti all'estero per motivi di lavoro hanno diritto alla gratuità per i viaggi in seconda classe e alla riduzione del 70% per quelli in prima classe.

Analoghe facilitazioni sono previste per i viaggi effettuati sulle navi traghetto delle FS in servizio fra Civitavecchia e Golfo Aranci; in particolare, gli elettori provenienti dall'estero che utilizzeranno il posto di ponte hanno titolo alla gratuità del viaggio. Il rilascio dei biglietti di andata e ritorno da parte delle stazioni e delle agenzie di viaggio delle FS avrà luogo a partire dal prossimo 8 novembre, su presentazione del certificato elettorale, con validità di 20 giorni.

Per il viaggio di ritorno gli elettori dovranno esibire alla stazione di partenza, per la prescritta vidimazione del biglietto, il certificato elettorale timbrato dal seggio presso il quale hanno espresso il voto.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Globo *di* Melbourne *del* 6-XI-73

DAL 27 NOVEMBRE AL 4 DICEMBRE

Visita in Australia dell'on. Granelli

Sottosegretario per l'emigrazione

Canberra, 4 novembre

Il Sottosegretario italiano agli Esteri per i problemi dell'emigrazione, on. Luigi Granelli, ha accolto l'invito del Governo australiano, rivoltogli in occasione di una recente visita alla Farnesina dell'ambasciatore Booker, di effettuare una visita in Australia dal 27 novembre al 4 dicembre.

L'on. Granelli, oltre che a Canberra, si rechera' in visita ufficiale nelle capitali di Stato dell'Australia continentale e sara' ospite del Ministro federale dell'Immigrazione, Al Grassby, a Griffith, il centro dell'elettorato della Riverina che lo stesso Ministro rappresenta nel Parlamento nazionale e che vanta una fiorente comunita' italiana di produttori agricoli.

L'on Luigi Granelli

La visita, che dovrebbe coincidere con l'inizio dei lavori della "Commissione mista italo-australiana sull'emigrazione", consentira' al Sottosegretario di avere contatti con le autorita' federali e statali australiane e con la numerosa collettivita' italiana, composta di oltre mezzo milione di unita', di cui 150 mila conservano ancora la cittadinanza italiana.

L'on. Granelli sara' accompagnato dal direttore generale dell'Emigrazione e Affari Sociali del Ministero degli Esteri, ambasciatore Vincenzo Tornetta. Il programma dettagliato della visita non e' stato ancora finalizzato, e verra' comunicato nelle prossime settimane.

Il Sottosegretario Luigi Granelli, che parte domani da Roma per una visita di quattro giorni agli italiani nella Germania occidentale, e' un parlamentare democristiano della circoscrizione di Milano. Nato nel 1929 a Lovere (Milano) ed eletto alla Camera dei deputati la prima volta nel 1968, e' stato rieletto nelle elezioni generali dell'anno scorso.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

1

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia Montecitorio di Roma del 8-11-73

teleagenzia montecitorio 13 - quattromila tunisini nella sola trapani per rimpiazzare gli emigranti

trapani 8/11/73 (a.m.) - sono ormai piu' di quattromila i tunisini venuti in questi ultimi cinque anni nella provincia di trapani alla ricerca di un lavoro, e la cui attivita' si svolge (salvo rare eccezioni) nella completa clandestinita': nessun contratto di lavoro, niente previdenze e assistenza.

la legge italiana li ignora; eppure ogni domenica mattina regolarmente ne sbarcano a trapani, col piroscafo di tunisi, un centinaio: arrivati con brevi permessi di soggiorno turistico, si fermano poi per tre o quattro mesi per lavorare con salari che di rado superano le tremila lire giornaliere. il quadro di questa situazione, nel complesso assai poco conosciuta, e' stato arricchito da nuovi dati da una documentazione apparsa sul periodico del cese (centro emigrazione siciliana in europa).

come abbiamo gia' detto, il flusso di emigrati tunisini e' continuo, anche se piu' difficile e' individuare la loro destinazione: la maggior parte finisce a mazara, castelvetrano, salemi, impiegata sui motopescherecci, oppure nell'edilizia, nei vigneti, nelle campagne della costa sud-occidentale dell'isola, altri ancora vanno a partanna, santa ninfa, salemi, alcamo, ecc., tutti paesi fortemente colpiti dall'emigrazione. ma cio' che rivela chiaramente la logica capitalistica cui e' sottoposto lo sfruttamento degli emigrati tunisini e' il procedimento con il quale sono assunti: appena scesi dalla motonave sono gia' nelle mani di oscuri personaggi, legati ad una specie di ''organizzazione'' che avrebbe i suoi collegamenti in tunisia, i quali li smistano subito in provincia. collocatori clandestini girano in precedenza nei paesi, chiedendo ai grossi proprietari, ai grossi appaltatori, se hanno bisogno di manodopera, e, in caso di risposta po-

sitiva, contrattano l'affare in punti stabiliti dove faranno arrivare, una settimana dopo, uno o piu' tunisini.

per quelli non organizzati la faccenda e' piu' difficile. essi sono costretti a spostarsi da trapani nella zona ''ricca'' e andare in piazza a costituire un vero e proprio ''mercato delle braccia'' (a castelvetrano si svolge in un bar del porto, ecc.): l'ingaggio avviene alla spicciolata, la proposta e' di tremila lire o anche meno, ma al tunisino conviene accettare, se no e' la fame, e spesso non ci sono neppure i soldi per tornare a casa. sia nelle campagne che nei cantieri il lavoro e' molto duro, undici-dodici ore dall'alba al tramonto, senza protestare per non far ''parlare'' il padrone. poi tornano a casa: baracche abbandonate dai terremotati o case cadenti e senza servizi della periferia; a volte non c'e' acqua ne' luce come a salemi, ma intanto pero' c'e' l'affitto da pagare. spesso non hanno letto e dormono per terra come nel caso di rayahedi', un tunisino di castelvetrano con cinque figli (otto persone in due stanze), che ha deciso di restare in sicilia ed ha scritto a parenti e amici per farli venire, tipico esempio di un ''trapianto'' che va diffondendosi e che vede anche, a volte, l'inserimento degli emigrati in posti di responsabilita'. la loro occupazione principale resta comunque quella dell'agricoltura: tra il '61 e il '71 sono stati sessantamila gli emigrati dalle campagne del trapanese, per cui i tunisini costituiscono, soprattutto durante la vendemmia, un piccolo esercito di braccianti nelle aziende dei grandi agrari.

gli unici risultati ottenuti - si fa rilevare alla teleagenzia montecitorio - nel senso di una regolare assunzione tramite gli uffici di collocamento e per una regolare assistenza sindacale, sono stati raggiunti nel settore pesca (recentemte vi e' stato un accordo tra autorita' italiane e tunisine). altrove e' un disastro: inutili sono state le denunce presentate dai sindacati; la clandestinita' copre e legalizza tutto. recentemente la cgil - cisl - uil hanno denunciato un incidente avvenuto in un cantiere edile di s. margherita belice, in seguito al quale due tunisini hanno perso la vita. essi lavoravano in condizioni bestiali: in una cisterna di cemento armato profonda otto metri con un diametro

di due, e coperta da una soffitta alla quale si accede attraverso una botola di cm. 50 x 50''. una grossa lampada che illuminava l'ambiente rendeva piu' irrespirabile l'aria ricca di nitro - cellulosa che gli operai spruzzavano nelle tinture, per di piu' quest'ultimi erano sprovisti di ''maschere protettive e lavoravano su impalcature di legno insufficienti a garantire l'incolumita'.

in chiusura, per dare un'idea della situazione della quale i tunisini provengono, ricordiamo che la loro produzione nazionale

e' aumentata negli ultimi dieci anni solo del 4 per cento mentre nel '71 il 40 per cento della popolazione guadagna ancora meno di 70 dinari all'anno (un dinaro equivale a 1600 lire).
(mario torrini)
g/1615

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ANSA *di* Roma *del* 6.11.73

ecnio
convegno su occupazione straniera in germania

(ansa) - grottaferrata (roma), 6 nov - i problemi dell'occupazione straniera in germania sono il tema del convegno apertosi stamani in un albergo di grottaferrata (roma) per iniziativa della ''fondazione friedrich ebert'', sorta nel 1925 in onore del primo presidente socialdemocratico della repubblica di weimar.

al convegno, che si concludera' sabato 10 novembre, partecipano esperti del ministero del lavoro della repubblica federale tedesca, della lega dei sindacati, dell'organizzazione dei datori di lavoro, del partito socialdemocratico tedesco. gli italiani sono rappresentati da delegazioni del psi e del psdi.

i lavoratori stranieri in germania sono oggi 2 milioni quattrocentomila, 450 mila dei quali italiani; con i familiari il loro numero sale ad oltre 4 milioni.

i problemi che si presentano con maggiore urgenza sono quelli della integrazione, dell'abitazione e dell'istruzione. a tale proposito e' stato detto che il 30 per cento dei lavoratori italiani e' iscritto a un sindacato; ma - e' stato precisato - la ragione per la quale l'italiano inizia questa milizia e' soprattutto quella di inserirsi nel tessuto sociale nel quale lavora.

sul problema degli alloggi, rilevato che oltre 600 mila lavoratori vivono in costruzioni di massa, spesso costretti alla coabitazione con altri immigrati, e' stata messa in rilievo la difficolta' che essi incontrano nella ricerca di una casa.

infine, il problema scolastico. gli stranieri che arrivano in germania non conoscono il tedesco: bisogna quindi che venga aumentato e potenziato il numero delle scuole con insegnanti preparati anche psicologicamente al contatto con i lavoratori. per quanto riguarda poi la frequenza scolastica dei bambini fra i sei e i quindici anni (un quinto di questi giovani e' sottratto all'obbligo scolastico), la discussione ha rivelato che il 70 per cento dei lavoratori stranieri incontra difficolta' nello studio del tedesco, mentre la preoccupazione di non trovare poi un facile inserimento nella scuola del proprio paese fa si' che gli studenti vengano caricati di obblighi aggiuntivi che raggiungono l'unico risultato di creare ''analfabeti bilingui''.
(ansa)

le conclusioni della prima giornata di lavori sono state tratte dal rappresentante della lega dei sindacati. affermato che bisogna decidere di attuare una politica che faciliti l'immigrazione definitiva oppure quella temporanea, il rappresentante della dgb ha detto che ''bisogna raggiungere una concezione sindacale europea, la sola che possa risolvere i problemi dell'occupazione straniera''.
h 1910/gl

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Tempo di Roma del 6-XI-73

NEW YORK SCEGLIE IL NUOVO SINDACO

Ebreo o italiano il successore di Lindsay

Il democratico Beame è favorito nelle odierne elezioni su Marchi, Blumenthal e Biaggi

New York, 5 novembre

I cittadini di New York eleggono domani il loro centoquattresimo sindaco. Gli otto anni dell'era di John Lindsay si chiudono fra lo sciopero dei vigili del fuoco, quello del personale medico di 48 ospedali e quello dei giornalisti del *Daily News*. Il più favorito nella corsa all'ambita carica è il capo dei servizi finanziari della metropoli, Abraham Beame, 67enne militante nel Partito democratico. Il tradizionale sondaggio condotto dal *New York Daily News*, che di solito ha azzeccato le previsioni, afferma che Beame otterrà il successo con il 58 per cento dei voti.

Se eletto, sarà il primo sindaco ebreo di una città che ha più abitanti ebrei di qualunque altra in America (dove in tutto gli ebrei sono circa sei milioni) e in cui vivono più ebrei che nell'intero Stato di Israele. La sua vittoria riporterebbe per la prima volta dopo otto anni i democratici al potere effettivo della città. Lindsay, sindaco uscente, è passato ai democratici in occasione del suo secondo mandato, ma è stato frequentemente in contrasto con il partito.

L'indagine condotta dal *N.Y. Daily News* indica che John Marchi, il più forte candidato repubblicano, riceverà il 17 per cento dei voti, il conservatore Mario Biaggi il 12 e il liberale Albert Blumenthal il 12.

Beame ha partecipato alle elezioni comunali, per la prima volta, nel 1965, ma è stato allora nettamente superato da Lindsay, che ottenne il favore della città con la sua figura vigorosa e giovanile, con lo stile derivante dagli studi compiuti all'Università Yale, e con un comportamento che, dicevano allora i newyorkesi, *« sembra quello di un Kennedy »*. I cittadini, stanchi per gli innumerevoli scioperi municipali e per la criminalità che è in continua ascesa, superata soltanto dal vertiginoso aumento dei prezzi, sembrano aver volto speranze e fiducia a chi sembra l'antitesi di Lindsay, il cui fascino personale ha subito una lenta, inesorabile

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere della Sera di Milano del 6-XI-73

Un consolato da non sopprimere

Sul *Corriere* del 17 ottobre ho letto un appello di padre Vito Paglialonga affinché non sia chiuso il vice-consolato sotto cui si trovano i 18.000 italiani del dipartimento di Var-Tolone. Sarebbe veramente un provvedimento assurdo, perché qui a Tangeri, da dove scrivo, c'è un consolato generale per 400 famiglie, che diminuiscono con dati di fatto ogni giorno, e un altro consolato generale è a Casablanca per un numero di italiani forse minore.

(lettera firmata)

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Resto del Carlino *di* Bologna *del* 6-11-63

Salme di italiani «espulse» dalla Libia

Genova, 5 novembre

Sono giunte a Genova 343 salme di civili italiani morti in Libia. Sono state riesumate per ordine di quel governo ed « espulse », come indesiderabili, caricate su navi traghetto, le hanno fatte viaggiare con l'etichetta « merce da carico ». Le hanno sbarcate nel porto di Genova con le normali formalità in uso per le altre merci: macchinari, prodotti agricoli, ecc. Il primo « carico » è giunto il 10 ottobre scorso con il traghetto « Petrarca » a Ponte Colombo. C'erano 269 cassette contenenti i resti mortali di civili deceduti (operai, agricoltori, imprenditori) dopo una intensa vita di lavoro in terra libica negli anni passati. Successivamente, sempre con la stessa unità, ne sono arrivate altre 74, il giorno 17. I resti sono stati inumati nel cimitero genovese di Staglieno.

«E' veramente triste che nostri connazionali che hanno contribuito col loro lavoro a portare civiltà e progresso in Libia — ha commentato stamane un dirigente del comune — vengano scacciati, anche da morti, come malfattori e sfruttatori ».

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Secolo d'Italia di Roma del 6-12-73

Un messaggio dagli italiani in Cile

Gli italiani residenti in Cile hanno inviato, tramite il rappresentante del Comitato Tricolore Italiani all'Estero, Luigi Di Castri, il seguente messaggio al Segretario del MSI-DN:

« Grande entusiastica assemblea italiani del Tricolore in Santiago del Cile salutano nel Movimento Sociale Italiano la Bandiera delle grandi speranze della nostra Patria oggi fuori del cammino della sua storia. Cileni di progenie italiana ti ringraziano per quanto hai fatto e farai per difendere cristallina legittimità governo militare cileno ». Per tutti Luigi Di Castri.

Da parte sua l'onorevole Almirante ha risposto con un messaggio in cui si auspica che « la collettività italiana contribuirà a quella pacificazione interna che è nei voti di tutti e che costituisce il primo obbiettivo morale e politico della Destra Nazionale ».

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GLOBO di Roma del 6-11-73

EST-OVEST

La RDT accresce le restrizioni per gli stranieri

BERLINO, 5. — Le autorità della Germania orientale hanno comunicato che viene fatto obbligo agli occidentali che vogliano recarsi a Berlino Est o altrove nella Germania orientale di acquistare valuta locale pari a dieci marchi per ogni giorno di permanenza nella Germania orientale vera e propria. Con ciò le quote giornaliere ufficiali di acquisto della valuta della Repubblica democratica tedesca vengono esattamente raddoppiate rispetto a quanto disposto per i risitatori occidentali dalle norme precedentemente in vigore.

La mossa, apparentemente decisa senza che le autorità di Berlino ovest e della Repubblica federale ne fossero precedentemente informate, parrebbe esser stata voluta allo scopo di rallentare il flusso di cittadini della Repubblica federale che in numero notevolissimo visitano la Germania orientale.

Quest'anno gli occidentali che si sono recati in Germania orientale sono già più di otto milioni, per la gran parte provenienti dalla Repubblica federale.

La Germania orientale cambia il marco di Bonn alla pari con il proprio. Le banche occidentali, invece, per un marco della Repubblica federale ne danno tre della Germania orientale.

Intanto tre tedeschi occidentali sono stati condannati a lunghe pene detentive per avere aiutato profughi della Germania est a raggiungere, dietro compenso, il settore occidentale. I tre imputati, in età fra i 19 e i 30 anni, sono stati condannati a pene varianti da sei mesi a undici anni di reclusione. Sono le più dure comminate da un tribunale di Berlino est negli ultimi sette anni, a quanto si rileva in occidente.

Al processo è stata data grande e insolita pubblicità per sottolineare il problema degli esodi illegali dalla Repubblica democratica tedesca, possibili grazie alle facilitazioni nel traffico tra i due Stati tedeschi previste dal recente trattato di normalizzazione. Questo tipo di evasioni viene praticamente eseguito con autoveicoli muniti di vani segreti ove si nascondono i fuggiaschi, per la maggior parte medici, ingegneri e personale altamente qualificato. Ciò è possibile perché alle uscite delle autostrade, al confine della RFT, i controlli da parte delle guardie tedesco-orientali sono ridotti al minimo.

Il processo ha avuto implicazioni politiche perché le autorità tedesco-orientali hanno voluto ribadire quella che sarebbe, nelle fughe, la responsabilità del governo di Bonn. Lo stesso segretario del partito unificato Honecker, in recenti interviste e discorsi ha più volte affermato che Bonn « tollera, se non addirittura favorisce » le organizzazioni tedesco-occidentali che promuovono le fughe. Accuse che si inseriscono nel generale contenzioso fra le due Germanie, soprattutto relativo a Berlino e alla sua rappresentatività consolare.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avvenire di Milano del 6-XI-73

FERITI NELL'INCENDIO 10 ITALIANI

FRANCOFORTE — Un pompiere esamina le macerie della casa di Francoforte che ospitava lavoratori italiani e che è stata distrutta da un incendio. Sembra escluso che abbia origine dolosa. Dieci nostri connazionali sono stati ricoverati all'ospedale. (Telef. ANSA).

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Osservatore Romano di Città del Vatic. del 5/6 - XI - 73

Sulle scuole degli emigrati italiani in Belgio

Rispondendo ad una interrogazione parlamentare sul problema della scuola a favore degli emigranti in Belgio, il Sottosegretario agli esteri on. Granelli ha precisato che « nell'anno scolastico '72-'73 gli allievi delle scuole europee di Bruxelles e di Mol, aperte ai dipendenti degli organismi comunitari e, nei limiti dei posti disponibili, anche ai figli dei cittadini degli Stati membri, non dipendenti dagli organismi comunitari, sono stati 876, di cui 594 « comunitari » e 282 « non comunitari », nella quasi totalità figli di lavoratori emigranti in Belgio.

« Secondo i dati del Ministero del tesoro — ha ancora precisato il Sottosegretario — le spese sostenute da parte italiana per dette scuole ammontano a 495 milioni 530 mila 938 lire pari a 565 mila lire per allievo. Per gli alunni italiani frequentanti le scuole belghe, che sono stati 14 mila, nello stesso periodo, lo Stato italiano ha speso complessivamente 836 milioni 700 mila 350 lire, pari a una spesa procapite di 60 mila lire circa ».

Tornano a casa sconvolti

Storie di uomini delusi da una società nemica - Alto indice di malattie mentali - Un "guardiano di relitti"

di GIANNI FLAMINI

CAGLIARI, novembre

C'è chi ne ha già contati diecimila, ma sono certamente molti di più. Quanti, nessuno sa dire. E domani cresceranno ancora di numero. Sono gli emigrati sardi rientrati nell'isola malati di mente. Che tra emigrazione e follia esistesse un rapporto stretto, era noto da tempo. Mai però il fenomeno aveva assunto proporzioni così drammatiche. La Sardegna più povera, quella che da sempre paga il benessere degli altri, riempie ora con la sua gente i manicomi isolani e quelli sparsi per l'Europa. Dice Giuseppe Uccheddu, direttore dell'ospedale psichiatrico di Cagliari: « La prima ondata di emigrati che rientravano o venivano rimandati indietro perchè, stroncati dalla nuova esperienza, avevano accusato squilibri mentali, l'abbiamo avuta attorno al 1965. Poi, di anno in anno, il fenomeno è andato sempre più aggravandosi ». Tra i suoi pazienti, Uccheddu si è visto passare davanti un migliaio di lavoratori che erano espatriati per cercare il pane all'estero o nel nord Italia. Sulle cartelle cliniche la condizione di emigrante è così venuta associandosi a quella di « schizofrenico » o di « paranoico ». Però l'emigrazione, ormai chiaramente identificata come una delle grandi « fabbriche della follia », prosegue incessante. E non resta che scoprire l'esistenza del « delirio dell'emigrante ».

Infinite storie personali e aggrovigliate di uomini schiantati da una società nemica che, da loro e da tutti gli altri, hanno preteso soltanto braccia, lavoro e produzione. Tutto il resto è un peso che non l'ha mai riguardata. Nessuno, nè in fabbrica nè fuori dalla fabbrica, si è mai seriamente preoccupato di trattare gli emigranti come persone ancor più bisognose delle altre, perchè scaraventate in un mondo sconosciuto e spesso ostile. E infatti racconta Marco, 36 anni, nato in Barbagia e rientrato dal Belgio dove gli facevano fare il manovale, lui che è un discreto meccanico: « In fabbrica il capo mi diceva continuamente "op, op". Per farmi lavorare più in fretta. Io mi sentivo un cavallo ». Adesso Marco è in manicomio, a Cagliari.

Solo un caso tra tanti. « Il nostro è forse il più alto indice regionale di malati di mente », conferma il direttore Uccheddu. E prosegue: « La causa maggiore è l'emigrazione. Qui non c'è lavoro e la gente abbandona l'isola per andarne in cerca. Ma l'impatto con un ambiente estraneo è spesso fatale. Moltissimi sono tornati qui dalla Germania e dal Belgio come schizofrenici. Non c'è formula migliore per diventare matto che sentirsi estraneo all'ambiente.

I sardi « che vanno su », come qualcuno definisce gli emigranti, sono impreparati allo scontro; lo Stato non ha fatto niente per qualificarli, li manda allo sbaraglio. Una volta arrivati scoprono abitudini, usi e costumi, lingue o dialetti profondamente diversi dai loro: cioè scoprono un muro spesso invalicabile. Si accorgono immediatamente di essere considerati, in sostanza, solo braccia di manovali da sfruttare. In molti casi lo scontro ha esiti patologici. Nasce il cosiddetto « delirio dell'emigrato ».

A questo punto, secondo il professor Uccheddu, l'individuo si muove su due linee di reazione. « O si convince che l'ambiente gli è contro, e allora si stabilisce in lui un gruppo di idee di tipo persecutorio; pensa che tutto dipenda dalla propria incapacità e resta vittima di un complesso di colpa che può portarlo anche al suicidio. Oppure l'individuo, per difendersi, rifiuta le regole della nuova società, accusandola di carenze e di persecuzione. Reagisce con la violenza, cioè diventa paranoico ».

Ma, come si vede, nasce prima la violenza della società che la paranoia dell'individuo. Gli emigrati pagano un conto che non è loro. E lo pagano dovunque, anche in casa propria. C'è infatti il caso del vecchio padre contadino che con i risparmi di tutta la vita è riuscito a comprarsi due fazzoletti di terra. Ma non bastano per i cinque figli che ha, i quali sono costretti ad emigrare sul continente. Vissuti in una cultura secolare mai riformata, i cinque fratelli trovano un altro mondo. Quando tornano al paese, il padre si accorge che non riesce più a comunicare con loro, a trasmettergli come una volta la sua esperienza. La famiglia si è sfasciata e il più debole, cioè il vecchio, finisce al manicomio.

In questo caso la situazione è rovesciata: il sardo è impazzito in casa sua. Allo psichiatra, solo che voglia mettere in discussione il proprio ruolo di « guardiano di relitti », non resta che concludere: « La tecnica, piegata agli interessi di pochi, scardina gli uomini. In Sardegna succedono le stesse cose che avvengono in tutte le altre regioni economicamente uguali a questa ». Lo sa Giuseppe C., operaio siciliano di 43 anni. Mentre con tutta la famiglia tornava in treno dal Belgio a Caltanissetta, è impazzito. Dal treno l'hanno portato direttamente al manicomio di Palermo.

(1 - continua)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Avvenire di Milano del 6-XI-73

Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL POPOLO di Roma del 6-11-63

Granelli in Germania per i problemi degli emigrati

Il sottosegretario agli Esteri on. Luigi Granelli, accompagnato dal direttore generale dell'emigrazione del ministero degli Esteri, ministro Tornetta, è partito ieri per la Repubblica federale di Germania dove si tratterrà fino al 9 novembre.

L'on. Granelli, che visiterà Bonn, Colonia, Francoforte, Hoffembach, Norimberga e Stoccarda, si incontrerà durante il suo soggiorno con gli esponenti governativi tedeschi più direttamente interessati ai problemi dei lavoratori italiani, le Comunità italiane che risiedono in Germania e le associazioni e i sindacati che le rappresentano. Come è noto, la collettività italiana nella Repubblica federale ammonta a circa 600 mila persone, di cui 410 mila lavoratori.

Nel corso del suo viaggio, l'onorevole Granelli, che visiterà oltre ad alcuni stabilimenti industriali, asili, scuole e alloggi sociali avrà numerosi contatti con i nostri lavoratori sui luoghi di lavoro e nei centri di riunione nelle varie città visitate. Fra i problemi maggiori che verranno esaminati vi sono quelli dell'assistenza scolastica e professionale e quelli dell'alloggio.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agenzia S.I.M. *di* Roma *del* 7-XI-73

EMIGRAZIONE PILOTATA

Una interessante proposta per iniziare la costruzione di una politica emigratoria è attualmente in discussione e all'esame degli ambienti interessati.

La proposta è stata formulata, in sede CSER, da Nino Falchi, il quale, partendo dalla premessa che oggi i movimenti migratori sono essenzialmente temporanei, sottolinea la necessità di prevedere un esodo rotativo e formativo dei giovani.

In poche parole tutti i giovani dai 21 ai 26 anni di età che desiderino emigrare per un periodo di tre anni avrebbero diritto alla frequenza di uno specifico corso di formazione professionale, ovviamente finanziato anche, o soprattutto, dai Paesi riceventi e dai competenti organismi internazionali. Durante la frequenza di questi corsi della durata media di 6 mesi, effettuabili in Italia o anche all'estero, i candidati all'emigrazione riceveranno il salario base della categoria professionale con la cui qualifica intendono trovar lavoro all'estero, detratta una certa percentuale da corrispondersi, quale premio di fedeltà, dopo un anno di lavoro all'estero.

Il collocamento all'estero sarebbe pregarantito in Italia da parte dei rappresentanti dei Paesi interessati che offrirebbero ai giovani contratti di lavoro o durante il corso o al massimo al momento del superamento degli esami finali.

Il viaggio di trasferimento all'estero sarebbe a carico dello Stato o degli enti interessati all'emigrazione del giovane, al quale sarebbero anche fornite garanzie circa un alloggio corrispondente a standards concordati. Il Falchi qui rileva che schemi di questo genere sono già in atto tra Germania e vari Paesi non aderenti alla CEE e funzionanti così bene che sottraggono posti di lavoro ai nostri emigranti, che pur dovrebbero godere della fatiscente priorità comunitaria.

Compiuti tre anni di lavoro all'estero (non necessariamente nello stesso Paese) il lavoratore emigrato avrà diritto a rientrare in Italia, usufruendo del massimo possibile di priorità di collocamento nell'ambito della regione di origine.

La proposta ci sembra interessante, soprattutto perchè viene a dare ragione a chi, come noi, ha sostenuto la pericolosa inutilità della "libera circolazione della manodopera" in ambito CEE.

Visto che il Falchi è il Vice Direttore dell'emigrazione, c'è da sperare che alla Farnesina i responsabili della nostra politica migratoria abbiano finalmente aperto gli occhi. (G.B.)

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Stampa Italiana nel Mondo di Roma del 7-XI-73

PER UNA POLITICA EMIGRATORIA

LA SPERANZA DEL RIMPATRIO

Questa storia della "speranza del rimpatrio" è indubbiamente dura a morire. Anche se molti, all'estero, hanno ormai capito che è giunta l'ora di guardare in faccia la realtà economico-sociale del nostro Paese e di accettare, conseguentemente, la necessità dell'emigrazione, non mancano ancora, probabilmente in buona fede, i corifei della "grande illusione". Quasi patetici, nella loro superficialità, li ritrovi periodicamente sulla stampa italiana all'estero e sembrano sempre più i forzati portavoce ottimisti di una guerra perduta.

Ci vengono a mente queste considerazioni scorrendo un lungo articolo in prima pagina su "La Voce degli Italiani" di Londra, dove fra l'altro si afferma:

"Il fenomeno dei rimpatri è malvisto da coloro che pensano di sanare l'Italia attraverso l'emorragia emigratoria. Ma questa arcaica e miope concezione viene smentita da quelle regioni italiane in cui è quasi cessato il flusso emigratorio e per la cui espansione industriale già si conta sul rientro degli emigrati.

"Del resto la stessa Italia Meridionale, se dovesse proprio venire il giorno della sua redenzione per merito degli italiani o degli europei o di chi sa chi, dovrebbe rifare le proprie comunità dissanguate, richiamando in Patria quelle forze vive che oggi garantiscono lo sviluppo altrui. Ma l'attuale classe politica italiana è disposta a por mano a una seria politica dei rientri? Sembrerebbe di sì, stando almeno ai progetti di legge che ha in cantiere".

L'estensore dell'articolo, evidentemente, è un inguaribile ottimista o molto male informato. Se, ad esempio, avesse letto lo studio di Nino Falchi, alto funzionario del Ministero degli Esteri, pubblicato su "Studi Emigrazione" del CSER, avrebbe appreso che il Ministero del Lavoro prevede per il 1980 4 milioni di disoccupati i quali, per almeno i prossimi 15 anni, dovranno emigrare semplicemente perchè non troveranno lavoro in Italia.

Scrive Falchi: "Il fenomeno strutturale dell'emigrazione - così come ha caratterizzato il primo secolo della nostra vita di nazione - continuerà a premere sulla nostra realtà sociale ed economica, almeno sino alla metà degli anni '80".

E sicuramente anche questa valutazione è ottimistica.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III e V

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ARI *di* Roma *del* 7.11.73

NUOVI CORSI SCOLASTICI IN ITALIANO
NELLE SCUOLE CATTOLICHE DI TORONTO.

Roma, 7 - ARI - Lo scorso anno il "Metropolitan Separate School Board" (Commissione delle scuole cattoliche della Toronto metropolitana) ha organizzato un corso speciale in lingua italiana presso la scuola "St.Clare" di Toronto per i figli dei nostri immigrati, frequentato da dodici ragazzi.

L'iniziativa ha avuto lo scopo di permettere ai ragazzi italiani giunti da poco in Canada di proseguire i loro studi come se si fossero trovati ancora in Patria. Infatti essi hanno seguito il programma di studi in italiano, studiando poi l'inglese come in Italia si studia la "lingua straniera", con la variante di divenire poi la lingua principale di comunicazione tra l'insegnante e gli alunni, una volta che questi ultimi hanno raggiunto un livello di comprensione e di espressione tale da permettere il passaggio dall'uso stabile di una lingua all'altra. I soddisfacenti risultati raggiunti da questo primo corso, hanno indotto il "Metropolitan Separate School Board" ad organizzare per l'anno scolastico 1973-74 due nuovi corsi, l'uno presso la scuola "St.Clare" e il secondo nella "R.N. Scott".

In tal modo i bambini, giunti recentemente dall'Italia, si inseriscono a poco a poco negli usi e costumi scolastici canadesi così che il passaggio non appare loro brusco e traumatico, come è avvenuto per altri loro coetanei.(ARI)

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Emigrazione Italiana di Zurigo del 7-XI-73

Grossa manifestazione domenica 11 a Zurigo nel XXX° di fondazione della FCLI

«Emigrazione e regioni italiane»

1943-1973: la Federazione delle Colonie Libere Italiane celebra quest'anno il suo trentesimo di fondazione. I festeggiamenti di questa importante ricorrenza stanno avvenendo nel modo meno commemorativo possibile, ma attraverso l'approfondimento dell'impegno della più grossa organizzazione di emigrati per la difesa degli interessi e la promozione sociale dei lavoratori. Tale impostazione è stata confermata, tra le altre cose, dal convegno culturale e da quello promosso per ribadire la lotta contro il disumano statuto degli stagionali. Dopo tutta una serie di iniziative locali realizzate nell'ambito delle celebrazioni del Trentesimo, un momento significativo per ricordare questa data è rappresentato dalla grossa manifestazione che avrà luogo domenica mattina 11 novembre, alle ore 10, alla Casa d'Italia di Zurigo. L'assemblea si aprirà con una relazione sulla storia, le attività e le battaglie unitarie delle CLI. Verrà poi aperto il dibattito sul tema: "Emigrazione e regioni italiane". La conclusione dei lavori è prevista per le 13. Oltre alle delegazioni delle CLI, confluiranno alla Casa d'Italia i rappresentanti di numerose altre associazioni ed esponenti e responsabili delle regioni italiane maggiormente coinvolte nei problemi dell'emigrazione.

Il ciclo delle manifestazioni che in modo particolare vogliono caratterizzare i trent'anni di vita delle CLI, continuerà con altri due grossi dibattiti su temi di fondamentale interesse: "Emigrazione e sindacati" (domenica 18 novembre a Ginevra) e "Emigrazione e realtà sociale, economica e politica in Svizzera" (domenica 25, sempre in questo mese, ad Olten).

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Tempo di Roma del 7-XI-73

Italiano sposa una principessa malese

MOSCA, 6 — Eccezionale avvenimento mondano a Mosca: un giovane tecnico della Fiat che lavora nella Capitale sovietica, Antonio Delogu, ha sposato questa sera la figlia dell'ambasciatore della Malaysia, Tengku — cioè principessa — Nor Azizah.

Gli italiani di Mosca, che ben conoscono Delogu perché da anni ricorrono a lui per avere assistenza per le loro automobili, erano presenti in gran numero alla cerimonia svoltasi nell'Ambasciata della Malaysia. Anche il personale dell'Ambasciata italiana era presente al completo. Assistevano una decina di ambasciatori di Paesi asiatici, e la moglie dell'ambasciatore canadese Robert Ford, decano del corpo diplomatico a Mosca.

Il rito è avvenuto secondo la tradizione malese, e i due sposi indossavano costumi nazionali della Malaysia. La principessa Nor Azizah, una avvenente ventunenne, appartiene ad una nobile ed antica famiglia malese, di discendenza reale, proveniente dalla costa orientale della penisola malese. I due giovani si sono conosciuti a Mosca un anno fa.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA VOCE REPUBBLICANA di Roma del 7-11-73

Il nuovo programma sociale europeo

Gli obiettivi principali — Le prime misure dovrebbero essere applicate nel 1974

Il nuovo programma sociale europeo presentato dalla Commissione al consiglio dei Ministri sarà presto formalizzato in proposte concrete relative alla piena occupazione e al miglioramento del livello degli impieghi e delle condizioni di vita e di lavoro, che dovrebbero trovare applicazione prima del 1. aprile 1974.

A queste misure iniziali la Commissione ne ha aggiunto una seconda serie che riguardano: lavoratori migranti, la creazione di un centro europeo di formazione professionale, una direttiva per proteggere i lavoratori nei servizi di noleggio di manodopera a tempo parziale, l'adozione di una direttiva mirante a proteggere gli interessi dei lavoratori

Nella sua relazione il vicepresidente Hillery ha tenuto soprattutto a sottolineare che questo programma della Commissione si basava sulla dichiarazione dei capi di Stato e di governo al vertice di Parigi, tenendo tuttavia a restare realistica. La sua preoccupazione non è stata di fare del perfezionismo ma di ottenere un primo risultato rapido e concreto.

Hillery ha particolarmente insistito sulla consultazione delle parti sociali. Anche se una conferenza tripartita non è prevedibile attualmente (benchè non sia compito della Commissione ma del Consiglio), la Commissione ha consultato strettamente l'insieme delle parti sociali durante tutto il processo di elaborazione di questo progetto di programma. E' un punto sul quale Hillery sembra particolarmente attaccato soprattutto per quanto attiene ai sindacati che, a suo avviso, non hanno sempre i mezzi di difendere i loro interessi come hanno i datori di lavoro.

Tra le azioni prioritarie, Hillery ha precisato che la parità dei salari maschili e femminili sarebbe rafforzata nell'ambito di una direttiva, cosa che faciliterebbe un'azione giudiziaria della Commissione in caso di non rispetto. Per quanto riguarda la settimana di 40 ore e le quattro settimane di ferie pagate, Hillery non ha nascosto che i datori di lavoro non sono affatto inclini ad accettare un'applicazione rapida di questo principio, ma lo ammettono in quanto obiettivo.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Globo *di* Roma *del* 7-XI-73

unto di forza l'antirazzismo; punto debole i finanziamenti agevolati

Perché l'Italia vince gli appalti all'estero

Nostro servizio

HE la costruzione del si-
stema idroelettrico del
Mantaro sia stato un
evole successo per l'im-
nditoria italiana è fuor di
bbio; così come è risapu-
che l'imprenditoria italiana
una rilevante presenza in
po internazionale.
ale la pena di cercare
capire il perchè di questo
evole successo del nostro
se sul piano internaziona-
e, più in particolare nei
fronti dei Paesi in via di
uppo. I motivi principali
o due, e prescindono dalla
tà della nostra tecnica co-
dalla competitività dei no-
prezzi — non che questi
omenti, naturalmente, non
iano il loro peso, come
remo, —: innanzitutto ne-
italiani è ammirata la ca-
tà di fraternizzazione con
naestranze locali. Può sem-
re cosa da poco, ma pro-
a pensare ad anni di
oro, ad esempio, nel cuore
e Ande, lontanissimi dal
vicino centro abitato, go-
o a gomito tra gente che
sente diversa e che non
ce a fraternizzare. Nella
liore delle ipotesi il lavo-
andrebbe avanti lento e
e, sempre che non fosse
ellato da incidenti.
altro motivo che ci pone
posizione di relativo pri-
gio è il fatto che in
tra Nazione non è in
spetto di imperialismo».
eralmente, nei Paesi in via
viluppo, — tranne qualcu-
che cinicamente mira ad un
n industriale «tout court»,
a curarsi per niente dei
blemi sociali — c'è il co-
te timore che il vero prez-

zo da pagare alle grandi ditte, quasi sempre multinazionali, che operano sul loro suolo quello politico: che, cioè, un relativo ed eventuale risparmio nei tempi e nella spesa richieda come merce di scambio quella molto più pesante del condizionamento nelle scelte strategiche generali.

L'imprenditoria italiana non fa sorgere questi timori, anzi è particolarmente gradita, e ciò anche in virtù di una tradizione che, quantomeno, affonda le sue origini con i primi timidi tentativi di politica petrolifera nazionale: quella di appoggio e di legame con i Paesi in via di sviluppo, che talvolta erano addirittura in via di formazione, una strategia, quella, giova ricordarlo, che era allora addirittura in molti casi diversa da quella ufficiale dello Stato.

E di questi problemi si chiacchierava molto con i numerosi esperti della GIE-IMPREGILO che si trovavano a Lima per l'inaugurazione della diga del Mantaro.

Nella gigantesca quanto gelida — in senso fisico e metafisico — hall dello Sheraton hotel, quello dei lavori italiani all'estero era infatti uno degli argomenti preferiti: e tutti i discorsi muovevano — come è giusto e come noi stessi abbiamo fatto — dalla considerazione delle sue affermazioni prestigiose, e dei nostri principali sulla base di queste.

Poi però l'analisi si approfondiva. E veniva fuori un rovescio della medaglia. Dapprima qualche citazione di alcuni singoli appalti persi per «miopia creditizia». E dopo questi singoli esempi emergeva il problema chiave nel suo complesso, quello dei finanziamenti.

I Paesi in via di sviluppo per concedere un appalto infrastrutturale fanno si le opche, valutano il costo e la fattibilità del progetto — e fin qui le nostre ditte sono sovente ai primissimi posti, come abbiamo visto — ma poi pongono un argomento centrale: quello del finanziamento. Queste nazioni in linea di massima, non sono in grado, né disposte, a far direttamente fronte ai pagamenti: chiedono alle stesse ditte che debbono attendere alle opere di garantirne il finanziamento, stabilendo poi di rimborsarle in un certo periodo ed a certe condizioni.

Le ditte, generalmente, e quelle italiane in particolare, non sono in grado di far fronte in prima persona a queste esigenze: debbono quindi, a loro volta, ricorrere alla propria banca. Un procedimento normale, che viaggia spedito finchè la banca non accerta la fattibilità dell'opera, si garantisce, e stabilisce se concedere o meno il credito.

Il problema sorge quando la Banca, ammesso che sia convinta della validità dell'investimento, al momento di concedere il credito, chiede il normale tasso di interesse anzicchè concederne uno privilegiato: e ciò è quanto, purtroppo, avviene di solito in Italia. Quando i Paesi committenti si sentono proporre queste condizioni, finiscono col reclinare cortesemente l'offerta poichè da altre parti ne sono avanzate di migliori; per loro, infatti, è più vantaggioso dover far fronte ad un costo teorico iniziale magari maggiore ma offerto a condizioni di sconto migliori.

Di qui una serie enorme di problemi e di polemiche che coinvolgono il nostro mondo imprenditoriale impegnato all'estero con le banche. C'è tutta un'anneddotica, facilmente immaginabile, sulle riunioni nel corso delle quali si concorda il tasso del credito: ma al di là dei singoli episodi resta la realtà di fondo, quella cioè dei non pochi lavori che si perdono per questa posizione, che diviene di fatto una precisa scelta di politica creditizia.

Probabilmente, alla base del problema, è l'ottica meramente «contabile» con cui si guarda talvolta alla concessione del credito per finanziare opere infrastrutturali nei Paesi in via di sviluppo. Se da un canto è evidente, infatti, che — soprattutto in periodi come quelli in cui l'Italia si sta dibattendo — i cordoni della borsa non possono essere troppo larghi; d'altro canto appare altrettanto evidente che questo tipo di imprese dovrebbe essere maggiormente facilitato, soprattutto per dare ancora maggior corpo ad una più moderna e dinamica visione della strategia dei rapporti tra il nostro Paese e quelli in via di sviluppo.

Siamo in una posizione ottimale per poter avere un posto sempre più prestigioso all'interno di questo quadro; ed è abbastanza accertato che una economia moderna necessita di strette interconnessioni tra le nazioni più sviluppate — con largo potenziamento tecnico — e quelle che solo ora si avviano sulla strada dell'industrializzazione, bisognose e desiderose di collaborazione — a patto, ripetiamo, che dietro questa non si adombri alcun ricatto politico — quanto in grado di fornire ad esempio quelle materie prime di cui i Paesi avanzati sono normalportune considerazioni politimente privi.

Luciano Causa

LIMA, *novembre*

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ROMA di Napoli del 7-11-73

Deputati del M.S.I.-D.N. in missione in Argentina

BUENOS AIRES, 7

Due deputati italiani l'onorevole Mirko Tremaglia e l'onorevole Giovanni Borromeo d'Adda, del MSI-Destra Nazionale, si trovano a Buenos Aires per una serie di contatti con le autorità locali e la collettività italiana.

I due parlamentari si sono incontrati con il segretario di stato all'informazione, Emilio Abras, discutendo sulle possibilità di stringere ulteriormente i legami fra l'Italia e l'Argentina. Altri incontri sono avvenuti con il primate dell'Argentina card. Antonio Caggiano, con il nunzio apostolico mons. Lino Zanin, e con membri delle rappresentanze diplomatiche e consolari italiane.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Tempo di Roma del 7-XI-73

Vano sorvolo del Sahara alla ricerca degli italiani

Le tracce dei quattro milanesi si perdono dopo 70 km da Tamanrasset - Altri quattro connazionali sono stati invece rintracciati

Tamanrasset, 6 novembre

Per oltre cinque ore un aereo « Beechcraft » che il governo algerino ha requisito per le ricerche di Roberto Vitrani, Liliana Morani, Mario Armanni e Tullio Galimberti, i quattro milanesi scomparsi da oltre un mese nel Sahara, ha sorvolato la zona compresa tra Tamanrasset e la frontiera del Niger, ma senza esito: il Sahara è immenso, la zona da setacciare vastissima. Le ricerche devono procedere sistematicamente, se si vuole arrivare a un risultato, ed è probabile che si protrarranno

La giornata ha comunque offerto due fatti positivi. Dal Niger si è saputo che anche le autorità di quel Paese hanno messo a disposizione dei soccorritori un aereo. D'altra parte, si è stabilito, grazie a testimonianze dirette e sicure che i quattro milanesi, lasciando Tamanrasset, avevano imboccato la pista di In-Guezzam che è la più facile tra quelle che partono verso i Sud. E' possibile che successivamente essi l'abbiano abbandonata. Ma sembra ormai da escludere che abbiano voluto percorrere la pista del Mali che si prende qualche chilometro a Nord di Tamanrasset, e che è senz'altro una delle più pericolose della regione. Il « Beechcraft » che ha compiuto le ricerche sul Sahara algerino è rimasto in volo per cinque ore.

La zona sorvolata aveva la forma di un triangolo rettangolo, di cui la pista fra Tamanrasset e In-Guezzam (420 chilometri) costituiva l'ipotenusa, il tratto lungo il confine del Niger da In-Guezzam a In-Azaoua (250 chilometri) il cateto minore e una vecchia pista, difficile e praticamente abbandonata, fra In-Azaoua, In-Ebeggi e Tamanrasset (350 chilometri) l'altro cateto. Soltanto sulla pista principale è stato visto qualche veicolo: una « Volkswagen », ferma con il cofano alzato, e due camion in marcia verso il Sud. Per il resto, non è stata scorta anima viva.

Complessivamente sono stati percorsi più di 1500 km. Sotto si vedevano rocce e sabbia, sabbia e rocce, in una regione non certo uniforme (il deserto è molto più vario di quanto comunemente si pensi), ma totalmente priva di validi punti di riferimento.

Al ritorno a Tamanrasset si è saputo che i quattro milanesi erano partiti il 26 settembre per Agades. Lo hanno affermato tre giovani malgasci, Leon Arimanana, sua moglie e suo fratello, che erano tornati sabato sera a Tamanrasset dopo un viaggio fino alla frontiera del Niger. Leon Arimanana, che ha riconosciuto nelle fotografie pubblicate dai giornali italiani Roberto Vitrani e Liliana Morani, ha raccontato: « *Abbiamo incontrato Roberto e i suoi amici al camping di Tamanrasset il 25 settembre. Stavano lavando la loro Gaz ed erano in perfetta forma. L'indomani mattina abbiamo imboccato, quasi in colonna, la pista per In-Guezzam. Noi davanti, loro dietro, e quindi due veicoli di spagnoli, una due cavalli* Citroën *e una* Land Rover. *Al 72. chilometro il portapacchi della nostra* Land Rover *si è staccato e ci siamo dovuti fermare. I milanesi sono arrivati qualche minuto più tardi, ma abbiamo fatto loro cenno di continuare. Da allora non li abbiamo più rivisti. Arrivati nel Niger, l'indomani, abbiamo chiesto loro notizie, ma senza successo. Al posto di frontiera di Assamaka, inoltre, non erano stati registrati* ».

Che da Assamaka il Vitrani e i suoi amici non siano passati è stato riconfermato anche da altri quattro italiani, giunti sabato sera a Tamanrasset dal Niger: Giordano Brambilla e Riccardo Romani di Caponago (Milano), e Bruno ed Ermes Baroni di Valeggio (Verona). Anche per loro erano mancate notizie per alcuni giorni e le famiglie si erano allarmate. Ma stanno tutti bene ed hanno già cominciato il viaggio di ritorno

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Resto del Carlino di Bologna del 7-11-73

L'italiano osservatore ONU

Identificata la salma del capitano Olivieri

TEL AVIV, 6 novembre

E' finita nel peggiore dei modi la tragica incertezza sulla sorte di due osservatori delle Nazioni Unite, fra i quali un italiano, scomparsi e dati per dispersi fin dai primi giorni della « guerra dei kippur ».

Il capitano C. Olivieri, italiano, ed il capitano francese G. Anse sono periti in circostanze non chiarite, e le loro salme, a quanto ha riferito stasera un portavoce del quartier generale delle Nazioni Unite a Gerusalemme, sono state consegnate ai rappresentanti delle Nazioni Unite dagli egiziani.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I, II e III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale l'Unità di Roma del 7-XI-73

A Istanbul

Inizia oggi la conferenza sull'emigrazione

ISTANBUL, 6

La conferenza sindacale internazionale sui problemi dell'emigrazione avrà inizio domani a Istanbul alla presenza dei delegati di 22 paesi dell'Europa e del Mediterraneo, compresi l'Algeria, il Marocco e la Turchia.

L'Italia è rappresentata da una qualificata delegazione delle tre confederazioni e da una serie di organizzazioni sindacali periferiche e settoriali.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale CORRIERE d'ITALIA ... di Francoforte ... del 2.11.73

Dal Consiglio Regionale Veneto

Qualcosa si muove per gli emigrati

Una legge regionale che si inserisce in modo assai dinamico nel contesto umano del problema migratorio è stata di recente approvata con 32 voti favorevoli e 11 contrari.

Si tratta di una legge la cui importanza non va sottovalutata perchè oltre a prevedere tutta una concreta e, a nostro giudizio, positiva serie di interventi, non si limita a prendere atto del fenomeno migratorio ma afferma in fase di premessa che "la Regione Veneta, consapevole che il fenomeno dell'emigrazione ha assunto nelle terre venete aspetti sempre più preoccupanti e tali da condizionare l'assetto socio-economico della regione, intende fermamente operare per una inversione di tendenza, che consenta di rimuovere le cause di tale fenomeno".

Dunque in certo senso una legge che augura a se stessa di divenire al più presto inoperante, grazie alla rimozione, mediante opportuni strumenti, delle motivazioni che sono alle radici del flusso migratorio.

Per il momento si afferma che "La Regione Veneta.... in armonia con i principi del proprio statuto e nel quadro di una politica volta a rinsaldare i rapporti tra i lavoratori emigrati e la terra veneta nonchè a favorirne il rientro promuove iniziative di carattere sociale e culturale al fine di concorrere ad assicurare la tutela morale, l'assistenza materiale e l'elevazione sociale dei lavoratori veneti emigrati e delle loro famiglie".

L'articolo 2 della legge (i cui benefici sono applicabili dal gennaio prossimo) prevede queste forme di intervento per gli emigrati e per le loro famiglie in condizioni economiche disagiate:

a) rimborso delle spese di viaggio e di trasporto delle masserizie al lavoratore emigrato e ai suoi familiari che, dopo non meno di un biennio di assenza, rientrino definitivamente nel Veneto;

b) contributi ai lavoratori emigrati che rientrino definitivamente nel Veneto per invalidità o vecchiaia, anche a titolo di concorso nella spesa di ricovero in case di riposo o presso famiglie;

c) contributi per l'assistenza sanitaria e ospedaliera con esclusione dei casi in cui tali spese per legge o per altro titolo devono essere assunte integralmente da altri Enti o Istituzioni;

d) sussidi straordinari alle famiglie di lavoratori emigrati le quali risiedono nel territorio regionale o vi rientrino definitivamente;

e) contributi per l'assistenza e la riabilitazione ai lavoratori emigrati affetti da malattie professionali, con particolare riguardo alla silicosi;

f) concorso nelle spese per la traslazione delle spoglie dei lavoratori e loro familiari deceduti all'estero, qualora queste non facciano carico ad altri Enti o Istituzioni pubbliche o private;

g) assegni di studio a favore di orfani emigrati che non abbiano diritto all'assistenza ENAOLI.

Le richieste dirette ad ottenere tali interventi vanno presentate al Sindaco del comune di residenza o di origine. Sarà poi specifica competenza del Sindaco curarne l'istruttoria e trasmetterla con motivato parere al Presidente regionale.

L'articolo 6 esamina il finanziamento di tale legge. Gli oneri sono previsti in 100 milioni annui. A questa spesa si farà fronte mediante prelievo di pari importo dal fondo spettante alla Regione a norma dell'art. 8 della legge 16 marzo 1970, n. 281.

Va sottolineato a questo punto lo spirito di una legge che si inserisce con una precisa volontà costruttiva nel problema. Non si tratta in verità di un fatto isolato, ma di una testimonianza dell'attenzione più volte ribadita alle problematiche umane connesse al fenomeno migratorio. Ricordiamo infatti che, ad esempio, la legge recente sulla casa prevede particolari agevolazioni a favore dei lavoratori emigrati.

Nella Relazione della Quinta Commissione Consiliare che ha presentato la legge (relatore è stato il consigliere Gaetano Costa) si sottolinea, a conferma di quanto detto all'inizio, che "l'emigrazione non va considerata come un dato permanente non eliminabile dalla situazione della regione Veneta".

Nella realtà comunque il fenomeno va evidenziato in tutta la sua gravità. Esso nasce infatti "là dove la domanda di lavoro trova maggiori difficoltà per il suo accoglimento, per gli squilibri tra popolazione e risorse, per varie insufficienze ambientali...".

Purtroppo esiste un pericolo di ordine squisitamente psicologico che, avendo tutta una serie concreta di implicazioni, va sradicato alle origini. " Permane... la passiva accettazione del fatto migratorio come "male congenito" di talune regioni o zone cui fa riscontro il pauroso incremento demografico di altre aree cosiddette metropolitane, che sembrano caratterizzarsi più per la complessità e la drammaticità delle tensioni in atto provocate dalla vastità dei fenomeni di immigrazione...".

I dati non sono confortanti. Statisticamente è comprovato che sono i più giovani ad andarsene. La popolazione che rimane vede salire repentinamente la propria età media. Il fenomeno comunque ha, oggi come oggi, dimensioni meno preoccupanti che per il passato. I dati relativi all'emigrazione temporanea all'estero, ad esempio, parlano di 28 mila unità nel 1968 e di 11.204 nel 1972.

Ma devono, ancora di fatto, essere rimosse le cause che determinano il flusso migratorio e quindi l'auspicata "inversione di tendenza" è ancora molto lontana.

Giandomenico Mazzocato

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avvenire dei lavoratori di Lugano del 8-XI-73

Walter Cerfeda al convegno dell'emigrazione

ECCO COME INTENDIAMO LA CONFERENZA NAZIONALE!

Ecco il testo integrale dell'intervento che il compagno Walter Cerfeda, membro della segreteria di Federazione, ha svolto al recente convegno nazionale dell'emigrazione organizzato dalla FSIS.

I problemi globali dell'emigrazione nel doppio fenomeno di esodo forzato e di inserimento nei luoghi d'immigrazione, mantengono inalterati i loro caratteri d'urgenza e di gravità, così come il comportamento degli organi governativi ci sembrano, a tutt'oggi, estremamente lontani da una corretta valutazione del fenomeno, che, non dimentichiamocene, coinvolge i destini di oltre cinque milioni di lavoratori italiani.

L'impegno costante del P.S.I. in Svizzera, è teso al superamento di questa impostazione, nell'obiettivo di fondo di collocare la problematica dell'emigrazione in una dimensione generale, affrontarla cioè non come fenomeno esterno alla società italiana, bensì come questione nazionale, frutto inevitabile delle contraddizioni e delle distorsioni di quel meccanismo di sviluppo economico e sociale del nostro Paese, che ogni giorno di più dimostra la sua incapacità a risolvere in modo soddisfacente i problemi fondamentali della nostra società, prima fra tutti quelli del mezzogiorno e dell'occupazione.

In quest'ottica i nostri sforzi sono da tempo tesi a che venga realizzata una Conferenza Nazionale dell'Emigrazione, intesa come occasione di estrema importanza per la puntualizzazione e la definizione di una piattaforma nuova sui problemi dell'emigrazione.

Una conferenza dunque che per essere sull'emigrazione, non può non essere che dell'emigrazione, gestita direttamente dagli emigrati come momento unitario atto a fornite l'occasione per l'elaborazione delle loro proposte, sulla base delle loro esperienze e delle loro analisi.

Un'opportunità dunque, non per uno scialbo incontro verticistico e burocratico che inquadri il problema nell'ambito della solita liturgia assistenziale e paternalistica, ma che si possa tradurre sul terreno di un ampio confronto tra chi è direttamente interessato e triste protagonista del fenomeno, con tutta quell'ampia fascia di forze democratiche che da tempo collaborano concretamente, con contributi altamente qualificati, per l'analisi e il superamento del problema in questione.

E' in questo senso che accanto alle delegazioni delle associazioni italiane operanti all'estero, auspichiamo la partecipazione alla conferenza dei partiti politici, delle forze sindacali e sociali, degli enti locali, delle associazioni nazionali dei lavoratori interessati all'emigrazione, delle organizzazioni sindacali internazionali.

Il compagno Cerfeda, membro della segreteria di federazione, illustra la sua relazione.

Un discorso particolare inoltre intendiamo giusto rivolgere alle regioni, vittime anch'esse del distorto processo di sviluppo del sistema capitalisico, presenti li con zone di esodo e di spopolamento, li invece soffocate dalla congestione e dall'eccessivo inurbamento. Regioni che, in una analisi sono le protagoniste a monte del fenomeno migratorio, e in quanto tali quindi indubbiamente in grado di esprimere tutta una serie di analisi e di proposte che possono contribuire a focalizzare il problema in una prospettiva di sempre più ampio respiro.

Riteniamo all'uopo, che l'organizzazione del più alto numero possibile di conferenze regionali dell'emigrazione possono rappresentare un'ulteriore strumento primario di dibattito e di analisi, dove avrebbe l'occasione di esprimersi, in prima persona, componenti democratiche e forze di base, che in un discorso verticistico correrebbero il rischio di venire soffocate, inficiando così, sin dall'impostazione, il corretto modo di intendere l'emigrazione.

Compagni, la conferenza nazionale dell'emigrazione, così come noi la vediamo è quindi parte terminale, sbocco ineluttabile di tutta una serie articolate d'iniziative, organicamente legate fra loro, che non ne fanno un fatto isolato a sè stante.

L'emigrazione, così come il Partito Socialista Italiano in Svizzera, fermamente intende, è chiamata dunque a definire i tempi, le modalità, i contenuti e gli obiettivi della conferenza stessa, coinvolgendo nella realtà in cui opera, la più ampia fascia possibile di forze democratiche, nella prospettiva di una presa di coscienza collettiva, si da tradursi nell'impostazione di una politica organica nei confronti dell'emigrazione.

Sul piano operativo comporta la necessità di una programmazione economica vincolante e non basata sugli incentivi, che si ponga come obiettivo prioritario l'industrializzazione del mezzogiorno e delle altre zone sottosviluppate, il risanamento dei processi produttivi agricoli, l'armonioso sviluppo del settore terziario.

Si devono inoltre varare delle disposizioni legislative che rimuovano gli ostacoli tuttora esistenti per la piena parità degli emigrati e delle loro famiglie con gli altri lavoratori in Italia; interventi particolari devono poi essere emanati dalle regioni.

Si deve operare nel senso di una decisa tutela dell'emigrazione da parte del governo italiano sia dal lato politico, con il pieno riconoscimento dei diritti civili e politici dell'emigrato anche nel Paese di accoglimento, sia dal lato amministrativo, con la ristrutturazione del Ministero degli Esteri ed il potenziamento e la democratizzazione della rete estera concernente consolati e ambasciate.

Vi sono molti problemi particolari sui quali da molti anni si batte l'emigrazione organizzata e per i quali ci potrebbe essere un maggiore impegno da parte del governo italiano.

Citiamo solo schematicamente;

- l'utilizzazione delle rimesse in modo che queste vengano convogliate in un Istituto di credito e quindi utilizzate nel quadro dello sviluppo del mezzogiorno;
- la creazione di cooperative di lavoratori emigrati per gestire in Italia piccole imprese industriali o agricole cui andrebbero la facilitazioni previste dalla Cassa per il Mezzogiorno e dalle leggi regionali;
- le concessioni di poteri reali alle regioni a statuto ordinario, in base all'art 117 della Costituzione, e l'autorizzazione ad operare almeno in forma assistenziale in favore dei lavoratori emigrati e di quelli che rientrano nella regione d'origine;
- un nuovo accordo generale italo-svizzero che assicuri l'effettiva parità di

Ritaglio dal Giornale ... . del .....

RASSEGNA DELLA STAMPA

trattamento tra lavoratori italiani e svizzeri ed elimini in particolare le indecorose restrizioni vigenti per gli stagionali ed i frontalieri;

- una convenzione sulla doppia imposizione che risolva l'iniqua situazione fiscale dei lavoratori frontalieri;
- un accordo che garantisca ai lavoratori italiani più decorose condizioni di alloggio e stabilisca il divieto di utilizzare costruzioni in legno (baracche) come alloggi permanenti;
- un impegno dell'autorità federale svizzera affinché la normativa di applicazione della legge sulle casse pensioni aziendali (secondo pilastro) che andrà in vigore il 1. gennaio 1975 tenga conto delle legittime aspettative dei lavoratori italiani tra cui in primo luogo la completa trasferibilità in Italia delle prestazioni sia del lavoratore che del datore di lavoro;
- completo rimborso delle spese sostenute dai familiari per il trasporto salma in occasione di incidenti professionali ed anche non professionali;
- una più rigida osservanza delle norme concernenti gli infortuni sul lavoro;
- eliminazione del sistema della imposizione alla fonte e concessione di particolari facilitazioni ai lavoratori stagionali e frontalieri perché essi non usufruiscono quasi per niente delle infrastrutture sociali svizzere;
- un maggior impegno finanziario e organizzativo della Svizzera, così come anche da parte italiana, per la scolarizzazione dei figli dei lavoratori emigrati;
- la piena applicazione della legge 153 come correttivo democratico alla giusta scelta dell'integrazione dei bambini italiani nel sistema scolastico elvetico.

Bisogna inoltre, per favorire una saldatura a tutti i livelli tra l'emigrazione e le sue organizzazioni da un lato e tutte le istanze politiche, economiche e amministrative della società italiana, istituire un "Consiglio Nazionale dell'Emigrazione" con poteri effettivi.

Compagni, questa è la conferenza così come noi l'intendiamo.

Una Conferenza Nazionale dell'Emigrazione della quale, tuttavia, non per qualunquistica disillusione, ma in base a tutta una serie di esperienze e di concrete realtà, siamo ben lungi da farne un mito.

I socialisti non credono ai miti.

I socialisti credono alla gestione autonoma, seria e democratica dei problemi che affrontano, in una prospettiva nella quale non viene mai demandata ad altre sedi, ad altre forze ed ad altre occasioni, la realtà nella quale sono chiamati ad operare.

Noi siamo convinti inoltre che, per un'iniziativa politica, qualificante non sia il modo più o meno altisonante, più o meno suasivo, in cui essa si presenta, ma i contenuti stessi di cui beneficia ed ai quali si appella.

Non facciamo né faremo mai, dunque, una questione di etichetta bensì di strutture.

E siamo convinti che la struttura di una conferenza nazionale dell'emigrazione, non possa esprimersi rinunciando ai contributi di quanti da sempre, perchè protagonisti e vittime stesse del fenomeno, operano nell'emigrazione.

Una conferenza nazionale dell'emigrazione che questo ignorasse, una conferenza che rifiutasse i contributi delle forze dell'emigrazione e delle forze democratiche che le sono accanto, rischierebbe forse di qualificarsi per una conferenza contro l'emigrazione e contro le forze democratiche.

Consci di questo pericolo facciamo qui appello a quanti, pur nel contesto delle rispettive autonomie, condividono la giustezza di fondo di tale impostazione e degli obiettivi che perseguiamo, affinché, tutti insieme, si possa concretamente operare per il compimento di un balzo qualitativo in avanti e di una reale e definitiva inversione di tendenza; inversione che possa finalmente schiudere all'emigrazione, così come merita, gli orizzonti di un domani diverso: più giusto e più umano.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Friuli Sera *di* Udine *del* 8-XI-73

Folclore friulano nelle città argentine

Il gruppo folcloristico « Federico Angelica » dei danzerini di Aviano partirà il 15 novembre prossimo dall'aeroporto di Ronchi dei Legionari alla volta dell'Argentina con il quartetto « Stella Alpina » di Cordenons. Il gruppo e il quartetto effettueranno una « tournée » di 21 giorni attraverso le maggiori città di quella repubblica. Il viaggio è stato organizzato dall'ente « Friuli nel mondo » in occasione del XII congresso delle società friulane dell'Argentina, che si terrà il 22 e 23 novembre prossimi a Villa Regina, nella provincia di Rio Negro, in Patagonia.

L'incontro con i numerosi friulani riuniti nei « Fogolars furlans ») e le esibizioni avverranno a Buenos Aires (Avellaneda), La Plata, Villa Regina, Bariloche, Mendoza, Cordoba, Colonia, Caroya, Santa Fè, Paranà, Rosario e Florencio Varela. Il debutto è previsto per il 17 novembre al Teatro Coliseo di Buenos Aires, che sarà ripresa dalla TV argentina. Il ritorno in Italia è previsto per il 6 dicembre. Accompagneranno i due complessi assessori provinciali e sindaci dei comuni di Aviano e Cordenons, i dirigenti dell'ente « Friuli nel mondo », il presentatore ufficiale Nevio Ferraro e oltre 300 persone, che, con due voli « charter », raggiungeranno congiunti e amici da tempo residenti in Sud America.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agence "Europe" *di* Bruxelles *del* 8-XI-73

EN 1972 LES CHARGES SALARIALES ETAIENT LES PLUS LOURDES EN ALLEMAGNE SUIVIE DU BENELUX, L'ITALIE ET LA FRANCE

BRUXELLES (EU), mercredi 7 novembre 1973 - L'Office statistique de la Communauté européenne vient de publier le premier volume de ses statistiques sociales de l'année 1973, basé sur les données de l'année 1972. Ces statistiques permettent notamment de comparer l'évolution à court terme dans les six Etats membres de la CEE sur des bases identiques. Ce volume contient des informations sur les gains horaires et la durée de travail des ouvriers de l'industrie ainsi que sur l'emploi salarié.

Coûts de main-d'oeuvre des ouvriers dans l'industrie: en avril 1972, pour l'industrie considérée dans son ensemble, le coût horaire des ouvriers, exprimé en monnaie nationale, dépassait le niveau correspondant de l'année 1969 de 57% en Italie, de 48% aux Pays-Bas, de 46% en Belgique, de 40% en Allemagne et en France de 36% au Luxembourg. Par rapport à 1969 les augmentations dans les différentes industries varient de 35 à 52% en Allemagne, de 29 à 46% en France, de 42 à 72% en Italie, de 37 à 59% aux Pays-Bas, de 26 à 52% en Belgique et de 10 à 51% au Luxembourg.

Par rapport à octobre 1971, la plus forte augmentation du coût est constaté en Allemagne et en Italie dans l'industrie électrique (respectivement 8 et 13%) en France dans les raffineries de pétrole (13%), aux Pays-Bas dans l'imprimerie (10%), en Belgique dans l'industrie des corps gras (13%) et au Luxembourg dans la sidérurgie (12%).

Comme en octobre 1971, l'Office des statistiques constate que pour l'industrie considérée dans son ensemble, les charges salariales en avril 1972 paraissent les plus lourdes en Allemagne (153FB) suivie des pays du Benelux (141 à 145 FB). Elles sont les moins lourdes en France (107FB) tandis que l'Italie prend une position intermédiaire (120FB).

La position relative des coûts nationaux par rapport au pays où le coût est le plus élevé confirme la tendance d'une dispersion croissante de ces coûts depuis 1969. Ce phénomène a probablement sa source principale dans les modifications intervenues dans les parités monétaires, source d'instabilité pour les bases de calcul.

En avril 1972, pour l'ensemble de l'industrie par rapport au coût calculé pour l'Allemagne, pays où ce coût est le plus élevé, les coûts horaires de la main-d'oeuvre n'en représentent en France que 70%, alors que cette proportion atteint de 92 à 95% dans les pays du Benelux et 72% en Italie.

Les chiffres globaux cachent toutefois des différences importantes selon les secteurs. Dans certains secteurs (combustibles solides, pétrole brut, imprimerie et édition) c'est en Italie que le coût de travail est plus cher; dans d'autres (certains minéraux, tourbières), en France; dans d'autres encore aux Pays-Bas (industries alimentaires, boissons, textile, papier, cuir, caoutchouc, bâtiment) ou en Belgique (pétrochimie, métaux). Mais pour l'essentiel de l'industrie de transformation (chimie, machines électriques, et non électriques, matériel de transport, industries manufacturières diverses)ainsi que pour l'habillement, le bois, les ouvrages en métaux, c'est l'Allemagne qui vient en tête.

Ces statistiques concernent, c'est évident, la Communauté à "Six". L'Office Statistique des Communautés espère de pouvoir étendre prochainement les mêmes enquêtes aux trois nouveaux Etats membres.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Giornale d'Italia di Roma del 7/8-XI-73

AL CAMPO «LE FRASCHETTE» DI ALATRI

Ridotti alla fame duecento profughi

Da quattro mesi non ricevono la diaria (665 lire pro capite) dagli organi regionali - Proibito l'uso del telefono - Una situazione insostenibile

corrispondente

FROSINONE, 7

E' un'autentica vergogna: duecento profughi dall'Africa, tra i quali molti bambini del campo «Le Fraschette» di Alatri, da quattro mesi non ricevono la diaria giornaliera di 665 lire pro capite, che per legge dovrebbe essere pagata loro dagli organi regionali: da 120 giorni, quindi, sono costretti alla fame.

Sono ormai al limite della sopportazione. Ce lo ha detto il loro rappresentante, Angelo Curreli, uno dei «libici» vittime di Gheddafi, nel corso di un colloquio avuto in una stanzetta fredda e buia che costituisce il suo alloggio al campo.

Un altro gruppo composto da almeno cento persone si accontenta per ora del «pranzo crudo» cioè il vitto indispensabile senza condimenti, mentre i rimanenti quaranta profughi, per particolari condizioni di età e di salute, sono costretti ad accettare quello che passa la cucina comune, cioè una ignobile «sbobba».

Il problema è grosso ed investe altissimi valori. Nel «lager» delle Fraschette —perché è proprio un «lager» — ci sono famiglie con numerosi bambini che hanno bisogno di cure.

Angelo Curreli ci parla anche dell'assistenza sanitaria: «Prima al campo veniva l'ufficiale sanitario di Alatri; adesso è stato sostituito dal dott. Lancella, una persona rispettabilissima, che è però uno specialista in neurologia». A questo proposito c'è da dire che i profughi possono usufruire di assistenza ospedaliera, ma tutte le altre piccole necessità, come cerotti, antipiretici, pomate, antidolorifici, debbono acquistarsele; ma con quali soldi se son privi della diaria?

Alle «Fraschette», un luogo malsano, sito a più di sette chilometri dal centro di Alatri, non si può usare neppure il telefono: l'unico apparecchio esistente è chiuso con il lucchetto. I profughi possono ricevere comunicazioni, ma non farle. E se qualche ospite del campo avesse urgentemente bisogno di mettersi in contatto con l'esterno, con l'ospedale, con il «113» o con i carabinieri?

Soltanto nelle ore serali giunge in loco una suora infermiera che rappresenta l'unica «concessione» fatta a questi sfortunati connazionali, ma nessun altro si preoccupa di loro. Evidentemente, per alcuni soloni sinistreggianti la loro presenza in Italia rappresenta una «vergogna» da cancellare al più presto sull'esempio di quanto hanno fatto nei loro paesi i vari sceicchi ed emiri alleati dei sovietici.

Enzo Salines

PRESA DI POSIZIONE DEL PONTEFICE SUI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE

Le buone parole non bastano

Un discorso di Paolo VI per gli italiani all'estero, che non può soddisfare nessuno. La Chiesa di oggi sembra vivere al di fuori della realtà

di M. VANDER

CITTA' DEL VATICANO, *novembre*

C'è un modo di prendere posizione da parte della chiesa cattolica che non è né carne né pesce. Anche quando parla per bocca del suo massimo rappresentante, Paolo VI, non riesce ad essere convincente anche se dice cose importanti. Rivolgendosi a dei membri di una commissione cattolica incaricata di studiare le condizioni di vita degli emigrati, Paolo VI ha detto fra l'altro: « *Questa situazione crea tali problemi che alcuni si pongono le domande: non sarebbe meglio esportare le fabbriche che importare degli uomini? Riesce molto difficile agli abitanti dei paesi che si giudicano evoluti di farsi poveri con i poveri, di imparare a guardarli, ad ascoltarli. In ogni caso* — ha aggiunto il papa — *le condizioni del fenomeno migratorio attuale che si prolungherà senza dubbio domani sotto una forma o sotto un' altra esigono una riforma* ».

Queste parole dette da un sindacalista, da un umile difensore di lavoratori di qualsivoglia categoria, gli meriterebbero l'appellativo di ingenuo, inesperto di cose politiche. Dette da Paolo VI suonano invece come un' accusa, non prima e non ultima, ad un metodo inetto di gestire un potere pretestuosamente spirituale sulle masse di cristiani. Ma i cristiani, i cattolici, che sono stati costretti ad emigrare dalla loro terra credono di continuare a far parte della chiesa. E la loro fede viene tradita proprio da colui o da coloro i quali dovrebbero sostenerla. Cosa dice infatti il sommo pontefice, parole infuocate di sdegno nei confronti di una classe politica corrotta se non addirittura incapace di intendere e di volere? No. Che fa il vicario di Cristo? Una violenta critica a sistemi di governo con i quali si sfrutta e si prevarica la classe dei diseredati, dei poveri? No. Paolo VI difende con moderata arringa « politica » i diritti dei lavoratori, come hanno fatto in precedenza molti altri, meno intrisi di lui nell'impegno di difesa dei lavoratori emigranti.

Paolo VI ha proposto la redazione di una carta che garantirebbe ai lavoratori emigrati « il rispetto della loro personalità, la sicurezza del posto di lavoro, la formazione professionale, la vita in famiglia, una scuola adatta per i figli, la previdenza sociale, la libertà di espressione e di associazione ». E' un po' tardi per fare di questi discorsi. E' passato il tempo di incitare, auspicare, promuovere: oggi gli emigrati vogliono un aiuto concreto, non espressioni benevole sulla esigenza di migliorare le loro condizioni di vita nei paesi ospitanti. In Germania oltre due milioni di italiani, turchi, spagnoli, francesi vogliono poter abitare in una casa decente senza pagarla a prezzi astronomici. In Francia centinaia di migliaia di africani vogliono che sia rispettata la loro dignità di uomini. In Svizzera emigrati di ogni nazionalità lottano come Davide contro il gigante Golia perché cambi l'assurda legislazione sulla manodopera che li vuole braccia al servizio del padrone.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
Foglio dal Giornale ..... ABC ..... di ..... Milano ..... del 8-XI-73
Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ABC di Milano del 8-XI-73

Viaggio di sola andata

MELBOURNE, *novembre*

L'Australia continua a fagocitare lavoratori stranieri. Il governo australiano ha fissato anche per quest'anno la quota di immigrazione. Il ritmo è impressionante: 110 mila unità ogni anno. Per questi lavoratori stranieri quel governo ha stabilito varie forme di assistenza. Soltanto 60 mila però potranno usufruire della benevola accoglienza australiana, gli altri dovranno arrangiarsi da sé. L'assistenza fornita va dalle piccole informazioni turistico-geografiche al pagamento del biglietto, *di sola andata*, d'aereo per gli emigrati più bisognosi. Al momento dello sbarco in Australia poi alcune organizzazioni governative si occupano di aiutare lo straniero nel reperimento di un alloggio. Malgrado le cure del governo australiano per rendere più facile l'ambientamento all'immigrato, però, ci sono tali e tanti ostacoli di ordine sociale per l'integrazione che ben 32 mila degli stranieri preferiscono ogni anno tornare a casa.

Il ministro australiano dell'Immigrazione, Grassby, ha rilevato questa fuga di forza lavoro e ha affermato che il governo conta, pur mantenendo fisso il contingente globale, di migliorare il saldo netto del flusso migratorio. Ciò, secondo Grassby, si otterrà con le nuove procedure d'immigrazione, che sono maggiormente selettive.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ABC di Milano del 8-XI-73

La posta dell'emigrante

DA PONZIO A PILATO

Alcuni mesi fa lessi un breve articolo in cui si diceva che gli italiani emigrati in Germania, perdono circa cinquemila possibilità d'impiego al momento del rientro in Italia per la loro scarsa conoscenza della lingua tedesca.

Io sono appunto uno di questi emigrati, tornato a casa, con l'intenzione di trovare lavoro in Italia. Ho trascorso nove anni in Germania. Ho una lunga esperienza di lavoro, faccio l'aggiustatore meccanico, e conosco bene il tedesco.

Ho già cercato di trovare un'occupazione in Campania, ma non mi è stato possibile, perché qui si dà lavoro solo per simpatia, per denaro e per raccomandazione. I posti che ci sono perciò, si riserbano per chi ha amicizie altolocate, perché viene assunta gente che non possiede alcuna qualificazione professionale.

Dall'ufficio del lavoro si viene spediti alla fabbrica, e viceversa. Le scuse sono infinite. In fabbrica dicono che per fare il colloquio pre-assunzione occorre l'autorizzazione ed il nulla-osta dell'ufficio del lavoro, il quale, a sua volta, per rilasciare l'autorizzazione vuole la richiesta della fabbrica. Così un povero operaio va avanti e indietro finché si stufa e manda tutti a quel paese. *Carmine Dalia*
Moschiano (Avellino)

I VERI CIECHI

Leggo molte riviste, sia per tenermi aggiornato sui fatti italiani, sia per vedere se qualcuno si interessa di noi emigrati. Ho preferito scrivere ad *ABC* perché dedica qualche pagina agli italiani all'estero e perché non ha paura di dire la verità. Sono emigrato in Germania per forza di cose. Perché a Bari di lavoro c'è n'è solo per i traffichini. Ed io pur avendo la Fiat a mille metri da casa non ho trovato un'occupazione stabile. La mia vista non è perfetta, ho un'ombra nell'occhio destro che non può guarire né peggiorare.

Ma è la mia rovina perché pur avendo la qualifica di carpentiere in ferro non riesco a trovare lavoro in Italia. Mi trovo ad Hannover da tre anni. Vivo in un sudiciume incredibile. Non ci credereste: sto in una baracca con quattro persone di cui tre turchi. La fabbrica in cui lavoro ha smantellato gli alloggi per italiani senza motivo, senza spiegare il perché. A onor del vero devo dire che lavoro alla Volkswagen dove non mi hanno rifiutato, come hanno fatto in Italia, a causa dell'occhio malato. I dirigenti apprezzano molto il mio lavoro.

Ora vorrei chiedere ad *ABC* perché a 23 anni devo essere costretto a vivere all'estero, perché al mio paese mi rifiutano?

Berardino Del Bene
Haltenhoffstrasse 181
(D) 3 Hannover

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Tempo di Roma del 8-XI-73

Tre italiani condannati in Iugoslavia per la «tratta» dei lavoratori africani

Il traffico provocò la morte per assideramento di tre giovani cittadini del Mali in una località presso il confine - Verranno perseguiti anche dalla Giustizia italiana

Capodistria, 7 novembre

Il tribunale iugoslavo di Sesana ha condannato complessivamente a un anno e un mese di carcere tre italiani coinvolti nel traffico clandestino di lavoratori di colore attraverso il confine italo-iugoslavo, traffico che il 13 ottobre scorso ha provocato la morte per assideramento di tre giovani africani, cittadini del Mali. Due degli imputati, Lorenzo La Rocca, di 25 anni, e Giancarlo Pittavino di 27, entrambi residenti a Ventimiglia, dovranno scontare cinque mesi di carcere e il terzo, Francesco Facciolo, di 26 anni, residente in Francia, tre mesi, perché riconosciuti colpevoli di espatrio clandestino a fine di lucro. I tre — secondo l'accusa — il 20 ottobre scorso avrebbero tentato di far varcare clandestinamente il confine a dodici cittadini del Mali, ma vennero catturati da una pattuglia di polizia assieme ad altri nove africani i quali furono rilasciati

Durante il dibattimento i tre imputati hanno detto di essere stati incaricati da un uomo di colore, incontrato a Ventimiglia, di trasportare da Trieste a Milano i dodici africani per un compenso di 40 mila lire ciascuno. Tutti hanno negato di avere organizzato l'espatrio clandestino.

Una volta scontata la pena in Iugoslavia, Francesco Facciolo, Lorenzo La Rocca e Giancarlo Pittavino, verranno perseguiti in Italia in quanto sono stati denunciati all'Autorità giudiziaria da parte della Questura di Trieste per il reato di espatrio clandestino.

Nelle carceri del Coroneo di Trieste, sono sempre rinchiusi l'africano Traorè Foussenou, di 31 anni, in possesso di una carta d'identità rilasciata dall'Ambasciata generale della Repubblica del Mali a Parigi, ritenuto il « basista » del traffico clandestino di africani e arrestato in seguito alla morte dei tre africani a Sant'Antonio in Bosco, sull'altipiano triestino, e Carmelo Facciolo di 25 anni, fratello di Francesco, arrestato perché testimone reticente.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale AVANTI! di Roma del 8-11-73

SI E' RIUNITA LA COMMISSIONE NAZIONALE DEL PARTITO

L'impegno del PSI nell'emigrazione

Si è tenuta martedì 6 novembre a Roma, presso la direzione del PSI, la riunione della Commissione Nazionale Emigrazione.

Il dibattito, nel corso del quale è intervenuto il compagno Cesare Bensi, sottosegretario al ministero degli Affari Esteri, è stato introdotto da una relazione del compagno Francesco Tempestini, responsabile della sezione emigrazione del PSI, il quale, tra l'altro, ha sottolineato come l' obiettivo di fondo che deve guidare la politica del Partito socialista nell'emigrazione si identifica in quello della costruzione di un ampio e combattivo movimento di lotte che saldi le rivendicazioni dell'emigrazione alla battaglia che nel Paese lo schieramento riformatore porta avanti per imporre una diversa qualità dello sviluppo.

La realtà dell'emigrazione è profondamente mutata nel corso di questi ultimi anni Fino agli anni sessanta il capitale monopolistico ha utilizzato in modo selvaggio la valvola costituita dalla massa operaia emigrata. In questi ultimi anni la drammatica problematica sociale causata dalla presenza di una così larga massa di emigrati ha prodotto significative conseguenze nelle politiche immigratorie dei paesi ospitanti.

La risposta che viene fornita — ha detto Tempestini — non è però quella di una politica di integrazione sociale con contenuti per così dire riformisti che tenga cioè conto del rapporto emigrazione e sviluppo. Al contrario da una parte si è rafforzata la politica di divisione e di frantumazione del mercato del lavoro emigrato (vedi l'incremento dei lavoratori extra-comunitari) dall'altra le politiche di integrazione sociale almeno in parte non eludibili (basti pensare ai fenomeni di integrazione urbana di molte zone dell'Europa centrale), sono mantenute ai livelli più bassi e in condizioni tali che non si traducano comunque in un processo di reale integrazione demografica.

Sono questi i temi reali di un confronto che il Partito deve aprire con i suoi interlocutori socialisti europei. Si tratta di sapere se essi sono disponibili per trovare anche sul terreno dell'emigrazione quelle risposte che corrispondano all'esigenza della costruzione di una Europa il cui sviluppo economico sia basato su un diverso ed alternativo modello.

Ma queste considerazioni — ha continuato Tempestini — non possono fare dimenticare al Partito che l'emigrazione è anzitutto un grande fatto nazionale. La Conferenza Nazionale dell'Emigrazione, che dovrà essere convocata dal governo, deve fornire in questo contesto risposte concrete e convincenti. Il PSI ha preso atto della volontà del governo di arrivare rapidamente alla costituzione del Comitato preparatorio della Conferenza stessa ed alla definizione dei criteri che ne dovranno ispirare la costituzione.

La Conferenza Nazionale dell'Emigrazione — ha concluso Tempestini — richiama il Partito ad un preciso impegno di carattere politico ed organizzativo

Nel corso del dibattito sono intervenuti numerosissimi compagni tra cui D'Angelo, Di Gennaro, Lucarelli, Moreno, Moretti, Malavasi, Gasperin, Rotelli, Cozzolino, Galante, D'Agata, Mortari, Albanese, Guabello, Paretti, Saluzzo, Egoli, Aiò, Giordano, Marzo, Palermo, Finocchiaro, Fabbretti, Pellino, Boiardi, Giallombardo, Treggiari, Della Croce.

La Commissione dopo un approfondito esame di tutte le questioni relative alla linea politica ed organizzativa del Partito nel settore, con riferimento anche ai problemi del rafforzamento dell'Istituto Santi, da sviluppare in stretto collegamento con la sezione emigrazione, ha nominato una serie di gruppi di lavoro sui più importanti temi. Nei prossimi giorni pubblicheremo il documento conclusivo della riunione.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

I, II e III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Unità di Roma del 8.11.73

A Istanbul la conferenza dei sindacati sull'emigrazione

Due milioni e mezzo di italiani emigrati per lavoro in Europa

Sono 12 milioni gli europei che hanno dovuto abbandonare i propri Paesi - Presenti rappresentanti di oltre 30 centrali sindacali - La delegazione del nostro Paese - Azione coordinata per una effettiva parità di trattamento e di diritto - Misure concrete per la formazione professionale

Dal nostro inviato

ISTANBUL, 7.

Alla presenza dei delegati di venti paesi d'Europa e del bacino mediterraneo, si è aperta questa mattina nel salone dell'hotel Sarabja di Istanbul la seconda conferenza internazionale dei sindacati sui problemi dell'emigrazione. Vi partecipano rappresentanti di oltre trenta centrali sindacali, tra cui quelle di Italia, Germania, Belgio, Austria, Danimarca, Finlandia, Norvegia, Lussemburgo, Spagna, Algeria, Marocco, Jugoslavia, Tunisia e Turchia.

Il nostro paese è unitariamente rappresentato da trenta delegati della CGIL, CISL, UIL, delle ACLI, dei patronati assistenziali e degli enti di formazione professionale. Per la CGIL sono presenti il segretario confederale Vignola, il responsabile dell'ufficio emigrazione Vercellino, Angelini dell'INCA, dirigenti regionali della Lucania (Tammone), della Sardegna (Loggi), della Lombardia (Ferrari). La CISL è rappresentata dal segretario confederale Ciancaglini e dal responsabile dell'emigrazione Cavazzuti; la UIL è presente con Ferioli. Partecipano anche Cerri, Kirschen e Toni per la Federazione lavoratori delle costruzioni, Gavioli per la FLM; infine dirigenti nazionali dei patronati INAS e ITAL e degli enti di formazione professionale IAL e ECAP. Le ACLI sono rappresentate da Borroni, Sacchetto e Galli.

Questa seconda conferenza, raccoglie ed arricchisce le esperienze e le proposte operative del primo incontro internazionale svoltosi a Belgrado nell'aprile del '62. Essa si pone come obiettivi prioritari, attorno ai quali far convergere il massimo di azione coordinata delle diverse centrali sindacali nazionali, la garanzia di una effettiva parità di trattamento e di diritti economici, civili e politici tra lavoratori interni a ciascun paese di emigrazione e lavoratori stranieri, la lotta contro l'esteso fenomeno del supersfruttamento e del mercato nero della mano d'opera, l'ampliamento dei diritti sanciti dai contratti collettivi di lavoro anche agli emigrati, misure concrete per assicurare senza discriminazioni la formazione professionale, il riconoscimento delle qualifiche, la scolarizzazione dei figli, infine una coordinata azione per la sindacalizzazione dei lavoratori stranieri, attraverso il riconoscimento delle peculiarità sindacali e politiche conquistate nei paesi d'origine.

I flussi migratori hanno assunto proporzioni mai raggiunte prima d'ora: dodici milioni di lavoratori emigrati circolano oggi in Europa; di questi due milioni e mezzo sono italiani. In Germania, per fare ancora un esempio, ci sono quasi un milione di turchi, mentre altre centinaia di migliaia attendono di emigrare.

Una eco a questa drammatica situazione, se pure parziale e talvolta velata di accenti rinunciatari, si è sentita nel discorso che in apertura dei lavori della conferenza ha pronunciato Sejfi Demirsoy, presidente del Turk-Is, sindacato maggioritario della Turchia

Demirsoy ha rilevato che si devono cercare e trovare i mezzi per risolvere i nostri problemi comuni, in una epoca in cui la situazione europea e mondiale si modifica molto rapidamente. Il presidente del Turk-Is ha quindi chiesto di creare solide basi per « una collaborazione stretta tra i paesi dell'Europa dell'est e dell'ovest, quali che siano le differenze di sistemi economici e sociali », ed è poi passato a indicare alcune delle condizioni di maggiore sfruttamento a cui sono sottoposti i lavoratori emigrati.

Demirsoy ha infine rivendicato ai sindacati nazionali il diritto allo sciopero, alla partecipazione e al controllo dello sviluppo economico, sollecitando per questa azione la solidarietà e la collaborazione tra tutte le centrali sindacali.

Al suo discorso è seguita la relazione unitaria redatta da un comitato preparatorio alla vigilia della conferenza e letta da Pierre Evan, della CFDT francese. In essa si delineano le rivendicazioni prioritarie attorno alle quali lavorano e si organizzano oggi le diverse centrali sindacali europee. Il nodo di fondo è costituito dalla esigenza di un salto di qualità che deve compiere il sindacato nella azione verso i problemi dell'emigrazione, proprio partendo da una analisi dello sviluppo economico e sociale a livello europeo e del ruolo che oggi gioca in Europa il capitale internazionale. Il sindacato deve compiere uno sforzo di elaborazione e di iniziativa che superi il momento, pure importante, della assistenza per divenire invece azione permanente in difesa degli interessi economici, salariali, politici e dei diritti sindacali del lavoratore emigrato.

Sulla base di questa relazione si è aperto il dibattito che procederà, alternandosi in sedute plenarie e in commissioni, fino a sabato.

Piero Gigli

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Secolo d'Italia *di* Roma *del* 8-11-73

Gli italiani all'estero solidali con il MSI-DN

Il 12 ottobre scorso i delegati del Comitato Tricolore italiani all'estero della Svizzera, Germania, Belgio ed Olanda si sono riuniti a Stoccarda per un esame della situazione internazionale.

I dirigenti dopo due giorni di intenso lavoro, rilevato come la pressione del PCI e di tutte le organizzazioni di sinistra che operano fra la emigrazione europea si sta facendo sempre più massiccia nel tentativo di acquistare il monopolio dei lavoratori italiani emigrati, hanno stilato un documento politico in cui si afferma:

«Considerato che l'attuale grave momento politico italiano necessita della collaborazione di tutte le forze sane per stroncare il criminale disegno delle sinistre;

Preso atto con piacere che il MSI-DN si è reso promotore di una serie di iniziative tendenti a sensibilizzare la pubblica opinione, in Italia come all'Estero, sui reali pericoli che ci riserva l'attuale indirizzo politico clerical-marxista;

Convinti che questo regime, fino ad oggi, ha saputo solo darci odio, corruzione, clientelismo, mafia ed emigrazione e che, al contrario, per risolvere i problemi italiani c'è bisogno di un governo stabile ed efficiente e di una classe dirigente onesta e dedita al bene comune;

Decidono all'unanimità di dare il loro appoggio e la loro collaborazione alla battaglia che il MSI-DN ha intrapreso per la salvezza d'Italia».